

COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE
(de l'UNESCO)

**Vingt-huitième session du Comité de la COI sur l'échange international des données
et de l'information océanographiques (IODE-28)**

12-14 mars 2025

Document d'action
Version 2 (finale)

Ce document a été rédigé en anglais et traduit mécaniquement en français, en espagnol et en russe. Nous nous excusons pour toute erreur de traduction

Le présent document sera le principal document de travail de la 28e session du Comité de la COI sur l'IODE. Il comprend (i) le projet de texte introductif qui sera utilisé pour le rapport de synthèse de la réunion ; (ii) (en jaune) les actions proposées demandées au Comité.

Les participants à la session sont invités à lire attentivement ce document ainsi que les autres documents de travail.

Des projets de recommandations et de résolutions sont également inclus dans ce document.

Des informations complètes et des documents de travail sont disponibles à l'adresse suivante

<https://oceanexpert.org/event/4258>

Pour faciliter la consultation, les paragraphes ont été numérotés. Les participants sont invités à se référer aux numéros de paragraphes lorsqu'ils soumettent des commentaires, des suggestions ou des questions avant ou pendant la session de l'IODE-28.

Table des matières

1.	OUVERTURE	5
2.	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	5
2.1	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	5
2.2	DÉSIGNATION D'UN RAPPORTEUR.....	5
2.3	CALENDRIER DES SESSIONS ET DOCUMENTATION	5
2.4	MISE EN PLACE DE GROUPES DE TRAVAIL DE SESSION.....	6
2.5	MODALITÉS PRATIQUES DE LA SESSION	6
3.	RAPPORT SUR LA DERNIÈRE PÉRIODE INTERSESSION (2023-2024)	6
3.1	RAPPORT D'AVANCEMENT SUR LE PLAN DE TRAVAIL DE L'IODE-27	6
3.1.1	Résultats de la COI-32	9
3.2	CONTRIBUTION DE L'IODE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE A MOYEN TERME DE LA COI 2022-2029	13
3.3	STATUT DU RÉSEAU IODE	16
3.3.1	Nouveaux CNDO, UDA, UIA, CNDO accrédités, UDA et UIA.....	16
3.3.2	Résumé des rapports sur les CNDO, les UDA et les UIA	18
3.3.3	Examen de l'état de santé des CNDO au sein du réseau IODE	19
3.4	RAPPORTS D'AVANCEMENT DES ÉLÉMENTS DE PROGRAMME, DES ACTIVITÉS DE PROGRAMME ET DES PROJETS DE L'IODE	21
3.4.1	Composantes du programme IODE	21
3.4.1.1	Système d'information sur la biodiversité des océans (OBIS)	21
3.4.1.2	Système de données et d'informations océaniques (ODIS)	24
3.4.1.3	OceanTeacher Global Academy (OTGA)	29
3.4.2	Activités du programme IODE	30
3.4.2.1	AquaDocs	31
3.4.2.2	Archéologie et Sauvetage des Données Océanographiques Mondiales (GODAR) 32	
3.4.2.3	Projet d'archivage des Données sur la Salinité de Surface de la Mer (GOSUD) ...	33
3.4.2.4	Programme de Profils de Température et de Salinité à l'Échelle Mondiale (GTSP)	33
3.4.2.5	Réseau International d'Atlas Côtiers (ICAN).....	34
3.4.2.6	Base de Données Internationale sur les Océans à Qualité Contrôlée (IQuOD).....	34
3.4.2.7	OBPS (IODE/GOOS).....	35
3.4.2.8	Catalogue des Sources ODIS (ODISCat)	36
3.4.2.9	OceanExpert	36
3.4.2.10	Cadre de Gestion de la Qualité de l'IODE (QMF)	37
3.4.2.11	Base de Données sur les Océans du Monde (WOD)	38
3.4.3	Projets IODE.....	38
3.4.4	Rapport sur la mise en œuvre du règlement intérieur révisé pour les activités de l'IODE 40	
3.4.5	Rapport du groupe de travail intersession sur le réexamen de la structure et des méthodes de travail de l'IODE	40

3.4.5.1.	Avenir des Unités d'Information Associées (UIA) de l'IODE	41
3.5	RAPPORT D'AVANCEMENT SUR LE CADRE DE GESTION DE LA QUALITÉ DE L'IODE 42	
3.6	RAPPORTS D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS CONJOINTES AVEC LES PROGRAMMES DE LA COI ET D'AUTRES PARTENAIRES	42
3.6.1	Science de l'Océan de la COI.....	42
3.6.2	Système mondial d'observation de l'océan (GOOS)	43
3.6.3	Systèmes d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets et systèmes d'information sur les tsunamis de la COI	43
3.6.4	Politique maritime et régions	44
3.6.5	Sous-commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents (IOCAFRICA) 45	
3.6.6	Sous-commission de la COI pour les Caraïbes et les régions adjacentes (IOCARIBE) 46	
3.6.7	Sous-commission de la COI pour l'océan Indien central (IOCINDIO)	47
3.6.8	Sous-commission de la COI pour le Pacifique occidental (WESTPAC).....	47
3.6.9	Système de données mondiales du CSI (WDS).....	47
3.6.10	Résumés des sciences aquatiques et halieutiques - ASFA (FAO)	48
3.6.11	Association internationale des bibliothèques et centres d'information en sciences aquatiques et marines (IAMSLIC)	48
3.6.12	Comité mixte de collaboration OMM-COI (JCB).....	48
3.6.13	Commission Européenne	49
3.6.14	Coopération de l'IODE à la Décennie de l'océan	50
3.7	RÉSULTATS DE LA "3 ^{ème} CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES DONNÉES OCÉANIQUES" (2025).....	50
3.8	RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DE LA COI POUR LA GESTION DES DONNÉES ET DE L'INFORMATION OCÉANOGRAPHIQUES (2023-2029)	50
3.9	RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DONNÉES ET DES CONDITIONS D'UTILISATION DE LA COI (2023).....	52
4.	DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE L'IODE : CONTRIBUTIONS DE L'IODE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA COI (2023- 2030) 52	
4.1	OCEANTEACHER GLOBAL ACADEMY	52
4.2	MENTORAT DE L'IODE	52
4.3	STAGES DE FORMATION DE LA COI 2023-2024	53
4.4	COOPÉRATION DE L'IODE AVEC LES SOUS-COMMISSIONS RÉGIONALES DE LA COI 54	
4.4.1	L'avenir des réseaux de données et d'informations océaniques (ODIN).....	54
4.5	RAPPORT SUR L'ASSISTANCE AUX CNDO, UDA et UIA POUR L'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'ENTRÉE ODIS	55
4.6	ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE L'OBIS	55
5.	COMMUNICATION ET SENSIBILISATION DE L'IODE.....	57
5.1	NOUVEAU SITE WEB DE L'IODE	57
5.2	ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION DE L'IODE AU COURS DE LA DERNIÈRE PÉRIODE INTERSESSIONS (2023-2025)	58
5.3	ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION PROPOSÉES 2025-2026 59	

6.	L'AVENIR DE L'IODE.....	59
6.1	DÉVELOPPEMENT DE L'ARCHITECTURE DES DONNÉES DE LA COI	59
6.2	CONTRIBUTIONS DE L'IODE A LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR L'OCEANOLOGIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	63
6.2.1	RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU DCO POUR LE PARTAGE DES DONNEES	63
6.2.2	RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE LA DECENNIE PRESENTE PAR L'IODE	65
6.2.3	RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE LA DECENNIE PRESENTEES EN COOPERATION AVEC L'IODE.....	65
6.2.4	PROPOSITIONS DE NOUVELLES ACTIVITES DE L'IODE POUR LA DECENNIE DES OCEANS DE L'ONU 2025-2026	68
6.3	RENOUVELLEMENT DU MOU ENTRE LE FLANDERS MARINE INSTITUTE ET LA COI CONCERNANT LE BUREAU DE PROJET DE LA COI POUR L'IODE (2027-2031)	68
6.4	IODE AU COI-33.....	71
7.	INTRODUCTION AU PLAN DE TRAVAIL ET AU BUDGET (RESSOURCES FINANCIÈRES 2025-2027).....	72
7.1	RESSOURCES FINANCIÈRES DU PROGRAMME ORDINAIRE DE L'UNESCO RESTANTES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2024-2025.....	72
7.2	RESSOURCES FINANCIÈRES DU PROGRAMME ORDINAIRE DE L'UNESCO ATTENDUES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2026-2027.....	73
7.3	RESSOURCES HUMAINES DE L'IODE (ACTUELLES ET REQUISES).....	73
7.3.1	Programme régulier de l'UNESCO, contribution du personnel du gouvernement flamand et personnel extrabudgétaire du projet.....	73
7.3.2	Stages et détachements.....	74
7.4	RECETTES EXTRABUDGÉTAIRES CONFIRMÉES POUR 2025-2027	75
7.5	AUTRES OPPORTUNITÉS DE RESSOURCES POUR 2023-2025	75
8.	PROPOSITION DE PLAN DE TRAVAIL POUR LA PROCHAINE PÉRIODE INTERSESSION (2025-2026).....	76
8.1	IODE DANS LE 33 C/5 DE L'UNESCO (2026-2027)	76
8.2	COMPOSANTES ET ACTIVITÉS DU PROGRAMME IODE	76
8.3	PROPOSITIONS DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE PROGRAMME, D'ACTIVITÉS DE PROGRAMME OU DE PROJETS DE L'IODE	76
8.4	PROPOSITION DE PLAN DE TRAVAIL ET DE BUDGET DE L'IODE 2025-2026	76
9.	AUTRES QUESTIONS.....	77
10.	DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (IODE-29, 2027).....	77
11.	ÉLECTION DES COPRÉSIDENTS.....	77
12.	PRIX DE LA REALISATION DE L'IODE 2025	78
13.	ADOPTION DES DÉCISIONS ET DES RECOMMANDATIONS	78
14.	ADOPTION DU RAPPORT DE SYNTHÈSE.....	78
15.	FERMETURE	79

Projet de recommandations

[Recommandation 3.4.1.2](#)

[Recommandation 6.](#)

1. OUVERTURE

1. La session a été ouverte par les coprésidentes de l'IODE, **Mme Lotta Fyrberg** et **Mme Paula Sierra Correa**. Elles ont souhaité la bienvenue aux participants à la vingt-huitième session du Comité de l'IODE.
2. Dans leur discours d'ouverture, les coprésidents ont brièvement résumé les résultats de la troisième Conférence Internationale sur les Données Océaniques 2025 (IODC3), qui s'est tenue juste avant la session du Comité (10-11 mars 2025), mais se sont référés au point 3.7 de l'ordre du jour pour un rapport plus détaillé.
3. Dans son discours d'ouverture, M. Vidar Helgesen, Secrétaire exécutif de la COI ...[à ajouter après la présentation]

2. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. Le Comité a été invité par le Secrétaire technique, **M. Peter Pissierssens**, à examiner et à adopter l'ordre du jour provisoire (document IOC/IODE-28/1 prov.) disponible sur le site Web à l'adresse <https://oceanexpert.org/event/4258>.
5. Le Comité est prié de noter que tous les documents de travail sont disponibles uniquement en ligne. Tous les nouveaux points ou questions proposés par la réunion sont notés ici et discutés soit sous le point de l'ordre du jour correspondant, soit sous le point 9 de l'ordre du jour (Questions diverses).
6. Propositions : **La commission a adopté l'ordre du jour.**

2.2 DÉSIGNATION D'UN RAPPORTEUR

7. **M. Pissierssens** invite le Comité à élire un rapporteur pour la session. Il a été rappelé qu'au cours des quatre dernières sessions, le Secrétariat a été chargé de faire un rapport sur la réunion et qu'aucun rapporteur n'a été utilisé.
8. Propositions : **La commission, compte tenu de la taille limitée de la plupart des délégations, a décidé de ne pas désigner de rapporteur et a chargé le secrétariat et les coprésidents d'établir le rapport de la réunion.**

2.3 CALENDRIER DES SESSIONS ET DOCUMENTATION

9. **M. Pissierssens** a invité à examiner et à adopter le calendrier ([document IOC/IODE-28/1 Add. Prov.](#)) disponible sur le site Web. Il a informé le Comité que les réunions plénières se tiendraient le mercredi 12 mars et le jeudi 13 mars, commençant à 09h30 jusqu'à 11h, suivies d'une pause de 30 minutes, puis entre 11h30 et 13h. La session de l'après-midi commencera à 14h30 jusqu'à 16h, suivie d'une pause de 30 minutes, puis se poursuivra jusqu'à 18h. Le vendredi 14 mars, il était prévu de terminer la session à 13 heures.
10. Le Secrétaire technique de l'IODE a ensuite passé en revue les dispositions prises pour la session et présenté la liste des documents disponibles en ligne sur les pages Web de l'IODE-28. Il a indiqué que le principal document de travail de la session serait le Document relatif aux décisions à prendre, **document IOC/IODE-28/2** (le présent document).
11. Il a rappelé au Comité que cette session ne disposait que de deux jours pour traiter le fond de la réunion, tandis que la matinée du troisième jour serait consacrée à l'adoption formelle des décisions et des recommandations. Par conséquent, il n'y aura pas de temps pour de longues présentations des points de l'ordre du jour et les participants sont invités à lire

attentivement le document d'action et les documents de travail pour se préparer à la session.

12. Tous les projets de recommandations et de décisions ont été inclus dans le document d'action et seront brièvement examinés au cours du point de l'ordre du jour concerné en vue de leur adoption finale au cours de la dernière journée de la session.
13. **Propositions : Le Comité a adopté le calendrier de la session**

2.4 MISE EN PLACE DE GROUPES DE TRAVAIL DE SESSION

14. Le secrétaire technique, **M. Peter Pissierssens**, a informé le Comité que des groupes de travail pourraient être créés pour traiter de questions spécifiques qui ne peuvent être discutées en profondeur en séance plénière. Les groupes suggérés sont les suivants
 - a. Groupe de travail de session sur le plan de travail et le budget
 - b. Groupe de travail de session sur l'avenir de l'IODE
15. Le secrétaire technique rappelle au Comité que les participants ont été invités (par courriel) à identifier les besoins en groupes de travail supplémentaires par courriel, avant la session. Il informe le Comité des suggestions reçues.
16. Il rappelle au Comité que chaque groupe de travail sessionnel doit nommer un président qui fera rapport au Comité au moment où le point de l'ordre du jour concerné sera discuté en séance plénière. Dans des circonstances exceptionnelles, le Comité peut décider de réorganiser le calendrier pour tenir compte des besoins d'un groupe de travail de session.
17. Les réunions des groupes de travail de session pourraient se tenir le mercredi et le jeudi à l'heure du déjeuner.

2.5 MODALITÉS PRATIQUES DE LA SESSION

18. Le **représentant local** a informé le Comité sur les salles qui seront utilisées pour les groupes de travail de la session ainsi que sur les modalités pratiques de la session.

3. RAPPORT SUR LA DERNIÈRE PÉRIODE INTERSESSION (2023-2024)

3.1 RAPPORT D'AVANCEMENT SUR LE PLAN DE TRAVAIL DE L'IODE-27

19. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Peter Pissierssens**. Il a rappelé que le Groupe de gestion de l'IODE, lors de sa réunion du 5 au 7 février 2024 (tenue au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, à Ostende, Belgique), avait examiné les progrès de la mise en œuvre du plan de travail, des décisions et des recommandations de l'IODE-27 depuis l'IODE-27 (mars 2023), mais avait également révisé le plan de travail et le budget pour 2024. Cela était nécessaire en raison de la décision prise par l'UNESCO d'augmenter considérablement le budget du Programme ordinaire de la COI en général, et l'allocation de l'IODE en particulier. Le rapport de la réunion du Groupe de gestion de l'IODE qui s'est tenue du 5 au 7 février 2024 est disponible à l'adresse suivante : <https://oceanexpert.org/document/33860>
20. La fiche d'action actualisée est disponible à l'adresse suivante <https://iode.org/about/workplan/>
21. Il a énuméré les actions qui n'ont pas été mises en œuvre ou qui n'ont pas été menées à terme :

- 36 *Le Comité a souligné l'importance d'héberger une AIU et a exhorté les bibliothèques et centres d'information marine qui n'ont pas encore créé d'AIU à le faire afin de s'assurer que leurs informations sur les océans sont partagées au niveau mondial et que leurs océanographes nationaux ont un accès facile au patrimoine commun mondial d'informations sur les océans.*
- 37 *Le comité a invité les CNDO, UDA et UIA accrédités à fournir des services d'assistance et de tutorat aux autres CNDO, UDA et UIA qui souhaitent demander l'accréditation.*
- 54 **Invité** *les secrétariats des RSB à collaborer pour assurer la continuité de la communication et de la participation à l'IODE après les changements de personnel dans les CNDO, les UDA ou les UIA.*
- 82 *Le Comité a demandé à tous les projets de l'IODE et a invité les États Membres à fournir des documents de recherche et d'information à AquaDocs.*
- 124 *Le Comité a exhorté la communauté de l'IODE à documenter d'avantage ses méthodologies et ses meilleures pratiques et à les partager dans le cadre du Système des meilleures pratiques en matière d'océanographie.*
- 151 *Le Comité a encouragé l'inclusion des activités de l'IODE dans les plans de travail des organes subsidiaires régionaux de la COI (RSB) grâce à la participation active des coordonnateurs nationaux de l'IODE (gestion des données et de l'information), des CNDO, des UDA et des UIA aux réunions des RSB, et a demandé au Secrétariat de l'IODE de prendre contact avec les bureaux régionaux de la COI pour veiller à l'inclusion des données/informations dans l'ordre du jour des réunions des RSB.*
- Le groupe de gestion a demandé aux RSB d'impliquer l'IODE en l'invitant aux réunions des RSB, en organisant des discussions régulières sur les besoins en matière de D&I et en participant activement aux activités des RSB et de l'IODE.*
- 159 *Le Comité a chargé le Groupe de gestion de l'IODE (i) de clarifier et d'affiner les définitions des appellations ; (ii) de proposer la désignation de toutes les autres activités de l'IODE ; et (iii) de proposer des procédures pour guider les demandes de nouvelles composantes, activités et projets, et de les soumettre au Comité de l'IODE à sa 28e session, en 2025.*
- 164 *Le Comité a approuvé le " Règlement intérieur des composantes du programme de l'IODE, des activités de programme ou des projets " et a chargé tous les projets de l'adopter dans leur structure de gestion d'ici à la prochaine réunion du Groupe de gestion de l'IODE (décembre 2023/janvier 2024).*
- 187 *Le Comité a encouragé les États Membres, les CNDO et les UDA à soutenir financièrement et en nature le développement de GO2DAT.*
- 208 *Le Comité a pris note des préoccupations exprimées par le secrétariat de WESTPAC et a recommandé que des discussions aient lieu entre les États Membres de WESTPAC, les CNDO, les UDA et les UIA de cette région, afin d'identifier les besoins et les mesures de soutien possibles.*
- 216 *Le Comité a invité les CNDO, les UDA et les UIA de l'IODE à rendre compte (dans le cadre des rapports préparatoires aux réunions du Comité de l'IODE) des projets, programmes et autres initiatives auxquels ils participent et qui présentent un intérêt pour l'IODE.*
- 220 *Le Comité a vivement recommandé aux CNDO et aux UDA d'Europe d'envisager d'associer la COI/IODE en tant que partenaire aux futures propositions de projets de l'UE.*
- 238 *Le Comité a chargé le Groupe de gestion de l'IODE d'élaborer une proposition sur la marche à suivre pour prendre en considération les recommandations de l'IODC1 et de l'IODC2 dans le plan de travail de l'IODE au cours de la prochaine période intersessions (avril 2023 - mars 2025) ainsi que dans les préparatifs de l'IODE-XXVIII.*

- 267 *Le Comité a encouragé les CNDO/UDA/UIA à étudier les moyens et les possibilités de rationaliser leurs activités de CD en utilisant le CD-Hub océanique.*
- Le groupe de gestion a vivement encouragé les CNDO, les UDA et les UIA à continuer d'explorer le CD-Hub océanique pour rationaliser leurs activités de CD et à contacter le secrétariat du CD pour toute question.*
- 295 *Le Comité a exhorté les CNDO, les UDA et les UIA de l'IODE à soumettre également des projets, de préférence en tant qu'actions de l'IODE ou en incluant l'IODE en tant que "partenaire" dans les projets.*
- 297 *Le Comité a demandé à la DCU de tenir le Secrétariat de l'IODE informé de toute possibilité de financement des actions de la Décennie présentées et a chargé le Secrétariat de l'IODE d'informer le Groupe de gestion de l'IODE et le Comité de l'IODE des progrès accomplis à cet égard.*
- 300 *Le Comité a chargé le " Groupe de travail intersessions de l'IODE chargé de définir la contribution de l'IODE à la Décennie des Nations Unies pour l'océanologie au service du développement durable (2021-2030) " d'axer ses travaux sur les éléments 2 et 3 de son mandat.*
- 307 *Le Comité a chargé les coprésidents de l'IODE de prendre contact avec le Secrétaire exécutif de la COI et la direction de la DCU pour les informer des avantages potentiels d'OceanExpert pour la Décennie de l'océan et de renouveler l'offre.*
- 338 *Le Comité a invité les États Membres à participer au Système de données et d'information océanographiques (ODIS), au Projet Ocean InfoHub (OIH) et à OceanData-2030 afin d'accroître la visibilité de leurs données et informations dans le monde et de permettre un accès amélioré et plus efficace aux données et informations océanographiques mondiales.*
- 354 *Le Comité a invité les États Membres, les organisations philanthropiques ou les entreprises privées à envisager un détachement, soit au Bureau des projets de la COI pour l'IODE, à Ostende (Belgique), soit en nature (à partir de leur lieu de travail habituel), afin de renforcer le Secrétariat de l'IODE.*
- 360 *Le Comité a vivement encouragé les États Membres de la COI à suivre l'exemple du Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) et à conclure des accords de financement structurel pour soutenir l'IODE.*
- 361 *Le Comité a demandé à ses membres et aux institutions mères d'associer l'IODE à toute proposition de projet comportant des éléments de gestion des données ou de l'information*
- 367 *Le Comité a invité les bureaux régionaux de la COI à informer le Secrétariat de l'IODE des événements pertinents dans leur région.*
- 368 *Le Comité a recommandé au Groupe de communication stratégique de la Décennie de l'océan de promouvoir l'importance des données et de l'information en invitant l'IODE et de s'associer aux manifestations de la Décennie de l'océan, entre autres, auxquelles la communauté océanographique participe.*
- 372 *Le Comité a adopté le plan de travail et le budget pour la prochaine période intersessions et a invité les États Membres à apporter un soutien supplémentaire à l'IODE.*
- 376 *Le Comité a chargé le Secrétariat d'envoyer une lettre circulaire pour inviter d'autres membres du groupe de travail intersessions sur le réexamen de la structure et des méthodes de travail de l'IODE.*
22. M. Pissierssens a conclu que la plupart des points de l'Aide-mémoire de l'IODE-27 avaient été menés à bien pendant l'intersession et a renvoyé les discussions sur les actions qui n'avaient pas été menées à bien aux points pertinents de l'ordre du jour.

23. Proposition : **Le Comité a noté avec satisfaction** le niveau d'achèvement de la fiche d'action de l'IODE-27
24. Proposition : **Le Comité a chargé** le groupe de gestion d'examiner la liste des actions non achevées et de décider si elles doivent être incluses dans la fiche d'action pour la prochaine période intersession.
25. Décisions de l'IODE-27
- Décision IODE-27/1 Projet d'archivage des données sur la salinité de surface de la mer sous-marine (GOSUD) : **voir le [point 3.4.2.3 de l'ordre du jour](#)**.
- Décision IODE-27/9.1 Création d'un groupe de travail intersessions sur l'examen de la structure et des méthodes de travail de l'IODE : **voir [point 3.4.5 de l'ordre du jour](#)**
26. Recommandations de l'IODE-27
- Recommandation IODE-27.6. Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océanographiques (2023-2029) : **approuvé par la COI-32 (décision A-32/3.4.2)** - Publié en tant que [Manuels et guides de la COI n° 92](#)
- Recommandation IODE-27.6. Politique de la COI en matière de données et conditions d'utilisation (2023) : **adoptée par la COI-32 (décision A-32/4.4)** - Disponible sur le site Web de l'IODE à l'adresse suivante
- Recommandation IODE-27.8.4 Plan de travail et budget de l'IODE pour 2023-2024 : **approuvé par la COI-32 (décision A-32/3.4.2)**
27. Proposition : **Le Comité a noté avec satisfaction** les progrès accomplis dans la mise en œuvre des décisions et recommandations de l'IODE-27
- 3.1.1 Résultats de la COI-32
28. Cet ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg**, coprésidente de l'IODE. Elle a informé le Comité que Mme Sierra Correa et elle-même avaient présenté un rapport sur la vingt-septième session du Comité de l'IODE à la trente-deuxième session de l'Assemblée de la COI, en juin 2023.
29. L'Assemblée a adopté la décision A-32/3.4.2 (Échange international de données et d'informations océanographiques) et la décision A-32/4.4 (Politique de la COI en matière de données et conditions d'utilisation (2023)).

Décision de la COI A-32/3.4.2

Échange international de données et d'informations océanographiques

L'Assemblée,

I - 27^(ème) session de l'IODE, 22-23 mars 2023

Ayant examiné le rapport exécutif de la 27^e session du Comité de la COI sur l'échange international des données et de l'information océanographiques (IODE-XXVII, 22-23 mars 2023) (IOC/IODE-XXVII/3s),

Approuve le rapport de la 27^(ème) session du Comité de la COI sur l'échange international des données et de l'information océanographiques, y compris les recommandations et le plan de travail pour 2023-2024 qui y figurent

Encourage vivement les États Membres à créer des centres nationaux de données océanographiques (CNDO), des unités de données associées (UDA) ou des unités d'information associées (UIA) de l'IODE ;

note que le budget ordinaire pour ces activités sera identifié dans le cadre de la résolution globale sur les questions de gouvernance, de programmation et de budgétisation de la Commission ;

II - Le Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océaniques (2023-2029) et de l'information océaniques (2023-2029)

Ayant examiné la proposition contenue dans le document IOC/A-32/3.4.2.Doc(1),

Rappelant la décision IOC-XXIX/6.2.2 qui a adopté le Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océanographiques (2017-2021) et a également convenu que le Plan devrait être régulièrement examiné et révisé par le Comité de l'IODE,

Rappelant en outre la décision IODE-XXVI.6.3 (Création d'un groupe de travail interessions chargé de réviser le Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océanographiques (2017-2021)),

Reconnaissant que l'IODE a mis en place un réseau mondial de centres nationaux de données océanographiques, d'unités de données associées, d'unités d'information associées et de réseaux connexes, représentant un réservoir considérable de compétences en matière de gestion et de partage des données et de l'information, et que de nombreux États Membres de la COI ont mis en place des réseaux distribués d'installations de gestion des données faisant intervenir l'IODE, ainsi que d'autres centres, afin de traiter une grande variété d'observations océaniques,

Considérant que la vision du Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océanographiques (2023-2029) est de parvenir à un système complet et intégré de données et d'information océanographiques, répondant aux besoins vastes et divers des États Membres de la COI, à des fins de gestion, d'élaboration de politiques et d'utilisation scientifique,

Considérant en outre que les objectifs du Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océanographiques pour 2023-2029 sont les suivants :

(i) des données interopérables et de qualité contrôlée sur un large éventail de variables : (i) générées selon des méthodes scientifiquement et opérationnellement fiables ; et (ii) archivées en permanence selon des normes et des formats bien documentés et applicables à l'échelle mondiale ;

(ii) la diffusion en temps utile de données sur une gamme variée de variables (générées à partir d'observations et de résultats de modèles), à la fois en temps réel et en différé, en fonction des besoins des groupes d'utilisateurs et de leurs capacités techniques ("à la demande" et selon un calendrier automatique) ; et

(iii) la découverte et l'accès faciles aux données et aux informations relatives à un large éventail de variables et de produits dérivés (y compris les prévisions, les alertes et les avertissements), d'une manière conviviale pour un grand nombre d'utilisateurs.

Approuve le Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océanographiques (2023-2029) tel qu'il figure dans le document IOC/A-32/3.4.2.Doc(1),

Convient que le plan devrait être :

(i) publiées et diffusées largement et utilisées comme stratégie de données de base dans l'ensemble des programmes et projets de la COI, et

(ii) régulièrement examiné et révisé par le Comité de l'IODE, en étroite consultation avec tous les programmes de la COI.

Décision de la COI A-32/4.4

Politique de données et conditions d'utilisation de la COI (2023)

L'Assemblée,

Rappelant que la politique de la COI en matière d'échange de données océanographiques a été publiée en 2003 (Résolution XXII-6 de la COI, 2003) et qu'elle n'a subi depuis lors qu'une seule modification mineure : La clause 5 révisée en 2019 par la décision IOC-XXX/7.2.1(II) de l'Assemblée à sa 30e session, Paris, 26 juin-4 juillet 2019,

Reconnaissant que :

- (i) L'échange international de données océanographiques en temps voulu et sans restriction est essentiel pour l'acquisition, l'intégration et l'utilisation efficaces des observations océaniques recueillies par les pays du monde à des fins très diverses, notamment la prévision du temps et du climat, la prévision opérationnelle de l'environnement marin, la préservation de la vie, l'atténuation des changements induits par l'homme dans l'environnement marin et côtier, ainsi que pour l'avancement des connaissances scientifiques qui rendent tout cela possible,
- (ii) l'écosystème mondial des données numériques, de l'information et de la connaissance a radicalement changé depuis 2003,
- (iii) L'évolution rapide des technologies a modifié le paradigme de la gestion des données,
- (iv) il est nécessaire d'améliorer l'interopérabilité et d'aligner la politique de la COI en matière de données sur celles des niveaux national, régional et international,
- (v) de plus en plus de partenariats public-privé sont établis. Pour permettre une utilisation optimale des données dans ce contexte, ainsi que dans le contexte de l'utilisation des données dans des revues d'éditeurs privés, la politique de la COI en matière de données devrait fournir des orientations claires pour l'utilisation commerciale des données,

Notant que les organisations partenaires et sœurs modifient leurs politiques en matière de données, ce qui peut servir de modèle pour la mise à jour de la politique de la COI en matière de données,

Notant également que les principes de partage des données et d'octroi de licences sont de plus en plus reconnus et adoptés au niveau mondial, par exemple les principes FAIR et les licences Creative Commons,

Décide de clore le Groupe de travail intersessions de la COI sur la révision de la politique de la COI en matière d'échange de données océanographiques (2003, 2019) (IWG-DATAPOLICY) ;

Adopte la politique de données et les conditions d'utilisation de la COI (2023) telles qu'elles figurent à l'annexe de la présente décision ;

Décide d'élaborer des lignes directrices pour le partage de données et de métadonnées détaillées dans le cadre de tous les programmes et projets de la COI.

Annexe à la décision A-32/4.4

Politique de données et conditions d'utilisation de la COI (2023)

Section 1. Préambule

Le partage international, ouvert et sans restriction, en temps réel et en différé, des métadonnées, données et produits océaniques est essentiel pour une grande variété d'objectifs et d'avantages, notamment la recherche scientifique, l'innovation et la prise de décision, la prévision météorologique et climatique, la prévision opérationnelle de l'environnement marin, la préservation de la vie, le bien-être économique, la sûreté et la sécurité de la société, l'atténuation des changements induits par l'homme dans l'environnement marin et côtier, ainsi que pour l'avancement de la compréhension scientifique qui rend tout cela possible. L'innovation de produits spécialisés peut être stimulée et encouragée par un accès rapide, ouvert et sans restriction aux métadonnées

et aux données. Les métadonnées, les données et les produits devraient être accessibles, interopérables et ouvertement partagés avec un minimum de délais et de restrictions.

Section 2. Objet

L'objectif de cette politique des données est de définir les exigences en matière de partage, d'accès, de préservation et d'attribution afin de faciliter l'utilisation et la réutilisation à grande échelle des métadonnées, des données et des produits.

Section 3. Principes FAIR & CARE

Pour soutenir la découverte de connaissances et l'innovation, tant par les humains que par les machines, et pour reconnaître la gouvernance des données indigènes, les données doivent répondre aux principes directeurs FAIR (trouvable, accessible, interopérable et réutilisable)[1] et, dans le cas des données et informations indigènes, aux principes CARE (bénéfice collectif, autorité de contrôle, responsabilité, éthique)[2] dans toute la mesure du possible.

Section 4. Conditions d'utilisation

Les données doivent être concédées (dans le respect de l'article 8) sous une licence d'utilisation commune minimale et volontaire[3] qui accorde l'autorisation, garantit une attribution correcte (par exemple, citable à l'aide d'un identifiant permanent) et permet à d'autres de copier, de distribuer et d'utiliser les données.

Section 5. Dépôts de données et système de données et d'information océanographiques (ODIS) de la COI

Les données doivent faire l'objet d'un contrôle de qualité (à l'aide des meilleures pratiques ou normes adoptées et documentées par la communauté), être accompagnées de métadonnées complètes et stockées dans un dépôt de données à long terme accessible et librement consultable, et être mises à disposition par le biais de services de données fondés sur des normes. Les États Membres encouragent la convergence et l'interopérabilité et, dans la mesure du possible, utilisent les centres de données de l'IODE (centres nationaux de données océanographiques ou unités de données associées) ou d'autres centres de données liés aux programmes de la COI qui partagent les métadonnées et les données à l'aide du Système d'information et de données océanographiques (ODIS) de la COI. L'ODIS est une couche d'interopérabilité et une technologie de soutien qui permet aux systèmes de données et d'informations océaniques existants et émergents d'interagir les uns avec les autres.

Section 6 : Sécuriser les archives de données à long terme

Pour faciliter l'archivage à long terme et en toute sécurité, les données et les métadonnées associées doivent être soumises, dans la mesure du possible, à la base de données mondiale sur les océans (WOD) de l'IODE, au Système d'information sur la biodiversité des océans (OBIS), au Système mondial d'observation du niveau de la mer (GLOSS), à d'autres archives de données mondiales liées à la COI et à des centres de données liés au Système mondial de données (WDS), à leurs successeurs ou à d'autres archives de données mondiales.

Section 7. Restrictions d'accès

Les données et les métadonnées associées doivent être mises à disposition avec un minimum de restrictions d'utilisation, sauf s'il existe des raisons valables de restreindre l'accès. Les raisons légitimes de restreindre l'accès aux données et leur réutilisation sont, entre autres, la protection de la vie privée et de la confidentialité, la protection des espèces, des populations ou des habitats concernés, et la sécurité nationale.

Section 8. Politiques de partage des données des États Membres

La présente politique reconnaît le droit des États membres et des propriétaires de données à déterminer les conditions de partage des métadonnées, des données et des produits

d'une manière compatible avec les juridictions nationales, les conventions internationales et les traités, le cas échéant.

Section 9. Lignes directrices pour le partage des données et des métadonnées

Les programmes et projets de la COI ainsi que les autres communautés de pratique doivent élaborer et/ou appliquer, le cas échéant, des directives détaillées sur le partage des métadonnées, des données et des produits qui sont conformes à la présente politique de la COI en matière de données et aux conditions d'utilisation.

Section 10. Définitions

Les "données" sont un ensemble de valeurs, de symboles ou de signes (enregistrés sur tout type de support) qui représentent une ou plusieurs propriétés d'une entité[4].

Les métadonnées sont des "données sur les données" qui décrivent le contenu, la qualité, l'état et d'autres caractéristiques des données permettant leur inventaire, leur découverte, leur évaluation ou leur utilisation.

Dans ce contexte, l'expression "**en temps utile**" désigne la distribution de données et/ou de produits suffisamment rapidement pour être utiles à une application donnée.

Ouvertement signifie des données qui peuvent être librement utilisées, réutilisées et redistribuées par n'importe qui - sous réserve, tout au plus, de l'obligation d'attribuer et de partager de la même manière.

Le terme "**produit**" désigne une amélioration à valeur ajoutée des données appliquée à une utilisation particulière.

- [1] Wilkinson, M., Dumontier, M., Aalbersberg, I. *et al.* The FAIR Guiding Principles for scientific data management and stewardship. *Sci Data* **3**, 160018 (2016).
<https://doi.org/10.1038/sdata.2016.18>
- [2] Principes CARE pour la gouvernance des données indigènes. <https://www.gida-global.org/care>
- [3] Par exemple : la famille de licences Creative Commons
<https://creativecommons.org/about/cclicenses/>
- [4] [Plan de mise en œuvre de la Décennie des océans](#) : le lien doit être corrigé

3.2 CONTRIBUTION DE L'IODE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE A MOYEN TERME DE LA COI 2022-2029

- 30. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg**. Elle a rappelé que l'Assemblée de la COI avait adopté la Stratégie à Moyen Terme (SMT) pour 2022-2029 à sa vingt et unième session, en 2021, par la résolution A-31/2 de la COI, publiée sous la cote [IOC/INF-1412](#).)
- 31. Elle a rappelé que le SMT avait cinq objectifs :
 - 1. Des océans sains et des services écosystémiques océaniques durables ;
 - 2. Systèmes d'alerte efficaces et préparation aux tsunamis et autres risques liés aux océans
 - 3. Résilience au changement climatique et contribution à son atténuation
 - 4. des services scientifiquement fondés pour l'économie durable des océans ; et
 - 5. Prévision des questions émergentes dans le domaine de l'océanographie.
- 32. Le document précise que « *la chaîne de valeur de la COI : la COI génère de la valeur grâce à l'interaction de toutes ses fonctions. Afin de maximiser cette valeur, la COI devrait fonctionner comme un système de bout en bout, dans lequel les observations et la recherche permettent de fournir divers services et évaluations, conduisant à des décisions éclairées et à des orientations politiques, et aboutissant à de multiples utilisations sociétales et économiques. Le retour d'information des différentes fonctions du système*

devrait conduire à une évolution des besoins en matière d'observations, de science et de services et, d'une manière générale, à des exigences de plus en plus élevées. Le développement des capacités agira comme le catalyseur de l'ensemble du système, en travaillant à la fois à la pointe du progrès et en ne laissant personne de côté. » et « *Les fonctions de la COI seront réalisées par le biais de programmes en constante évolution, agissant à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale, par le biais des activités des organes subsidiaires régionaux, et en entreprenant des activités de projet à plus court terme* ».

33. L'IODE devrait contribuer à la réalisation de plusieurs de ces objectifs, soit directement, soit indirectement par le biais d'une collaboration avec d'autres programmes de la COI. En tant que tel, l'IODE peut être le "propriétaire" ou le "co-propriétaire" d'activités relevant des objectifs de la SMT. En voici quelques exemples :

34. **Atteindre l'objectif 1 (écosystèmes océaniques sains) :**

- coordonner et catalyser la recherche sur l'acidification des océans, la désoxygénation, la biogéochimie et les contaminants ; identifier les indicateurs et les points de basculement des écosystèmes et les impacts des multiples facteurs de stress sur la biodiversité marine et le fonctionnement des écosystèmes ; **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OBIS].**
- améliorer et augmenter les observations mondiales continues des variables biologiques, biogéochimiques et écosystémiques essentielles et nécessaires à la description de l'état de l'écosystème, dans le cadre du GOOS ; **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OBIS].**
- renforcer les centres et réseaux de données et d'information de l'IODE, y compris l'OBIS, en veillant à ce que les ressources et les meilleures pratiques soient disponibles pour faire progresser la collecte normalisée de données sur les espèces et les écosystèmes et la mise au point de produits et services de données contribuant à la surveillance continue des indicateurs identifiés de l'état des écosystèmes, ainsi qu'à la préservation et à la disponibilité à long terme de données et d'informations océaniques de grande qualité ; **[l'IODE en tant que propriétaire].**
- soutenir les évaluations mondiales et régionales du milieu marin dans le cadre de l'Évaluation Mondiale des Océans des Nations Unies et d'autres évaluations scientifiques, par exemple celles des grands écosystèmes marins et celles menées dans le cadre de l'IPBES ; **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OBIS].**
- aider les États Membres à développer les capacités nécessaires et les outils de gestion fondés sur les écosystèmes, tels que les plans d'espace maritime, la gestion des zones côtières, les zones marines protégées, **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OTGA].**
- utiliser l'autorité organisatrice de la COI pour renforcer la coopération et la coordination entre les principales parties prenantes dans le domaine de la gestion des écosystèmes et pour mettre en place une interface efficace entre la science, la politique et la société. **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OBIS]**
- contribuer à la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030)

35. **Réalisation de l'objectif 2 (alerte précoce pour les risques océaniques) :**

- renforcer les centres régionaux d'information sur les tsunamis et accroître leur capacité à fournir un centre d'échange pour l'élaboration de matériel éducatif et de préparation ; **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OTGA].**
- accroître la capacité technique et scientifique de détection précoce et d'alerte concernant les espèces marines envahissantes (par exemple, en appliquant de

nouvelles technologies d'observation telles que le métabarcodage de l'ADN) ; **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OBIS]**.

- cibler le CD et l'assistance technique pour renforcer les capacités des États Membres à développer la préparation, l'atténuation et la sensibilisation dans un cadre multirisque ; **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire d'OTGA]**.

36. **Atteindre l'objectif 3 (résilience au changement et à la variabilité climatiques) :**

- renforce les capacités par le biais de formations, de projets de démonstration et d'outils partagés. **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OTGA]**

37. **Atteindre l'objectif 4 (Services scientifiques pour une économie océanique durable**

- fournir des observations et des données océaniques pour des services opérationnels aux industries marines et pour des études/recherches biogéochimiques et biologiques et des évaluations de la durabilité des services écosystémiques ; **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire d'ODIS et d'OBIS]**.
- fournir des produits et des services de données et d'information adaptés aux besoins par le biais du Système de données et d'information océanographiques et de l'InfoHub océanographique, y compris leurs nœuds régionaux ; **[l'IODE en tant que propriétaire]**.
- aider les États Membres à développer leur capacité à gérer de manière responsable et à exploiter durablement les ressources océaniques. **[en tant que copropriétaire par l'intermédiaire de l'OTGA]**.

38. **Atteindre l'objectif 5 (Prévision des questions océaniques émergentes) :**

- un système d'observation des océans, doté d'instruments autonomes technologiquement avancés et de systèmes globaux de traitement et de gestion des données/informations adaptables aux nouveaux besoins ;

39. En septembre 2024, une retraite a été organisée pour les cadres supérieurs de la COI (chefs de sections, chefs de secrétariats régionaux). L'une des recommandations de cette retraite était d'améliorer la collaboration entre les sections et leurs programmes en vue d'une mise en œuvre conjointe de la stratégie. L'appropriation et la copropriété mentionnées ci-dessus (paragraphe 32) étaient l'un des moyens proposés pour aller de l'avant. Pour chacun des objectifs ou de leurs activités, des groupes de travail de la COI pourraient être créés.

40. Mme Fyrberg a fait remarquer que l'IODE avait déjà établi une collaboration avec, par exemple, le GOOS et HAB, et que l'OTGA fournissait un soutien à la formation pour presque tous les programmes de la COI.

41. Il a en outre été noté qu'un atelier IODE-GOOS avait été organisé au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, à Ostende, du 30 septembre au 2 octobre 2024, auquel les autres programmes mondiaux de la COI et la Décennie des Océans étaient également invités. De plus amples informations sur cette réunion sont fournies au titre des points 3.6.2 et 6.1 de l'ordre du jour.

42. Elle a invité le Comité à recommander de nouvelles actions pour parvenir à la mise en œuvre de la Stratégie à Moyen Terme de la COI (2022-2029).

43. A cet égard, il est fait référence au [point 6.1 de l'ordre du jour](#)

44. **Proposé : Le Comité s'est félicité des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie à Moyen Terme de la COI (2022-2029) à mi-parcours, mais a décidé (i) d'identifier les indicateurs clés de performance pertinents et (ii) de prendre en considération la nécessité d'une collaboration avec d'autres programmes de la COI en gardant à l'esprit la nature transversale de la gestion et du partage des données et de l'information océanographiques.**

3.3 STATUT DU RÉSEAU IODE

3.3.1 Nouveaux CNDO, UDA, UIA, CNDO accrédités, UDA et UIA

45. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Greg Reed**. Il a rappelé que les objectifs du cadre de gestion de la qualité de l'IODE sont les suivants : (i) fournir une stratégie globale, des conseils et des orientations aux CNDO (Centres nationaux de données océanographiques) afin de mettre en place des systèmes organisationnels de gestion de la qualité pour la fourniture de données, produits et services océanographiques et connexes, (ii) lancer et examiner les normes, manuels et guides existants en vue d'y inclure des procédures et pratiques de gestion de la qualité, et (iii) mettre en œuvre les activités de renforcement des capacités nécessaires pour assurer l'accréditation des CNDO selon des critères convenus afin d'amener tous les CNDO à un niveau minimum convenu.
46. Il a rappelé que les contacts de tous les CNDO sont disponibles sur le site <https://oceanexpert.org/group/488>. La liste des CNDO est disponible à partir de [ce lien](#), la liste des CNDO accrédités à partir de [ce lien](#), la liste des UDA à partir de [ce lien](#), et la liste des UDA accréditées à partir de [ce lien](#).
47. Pendant l'intersession, trois demandes d'adhésion au réseau IODE en tant que CNDO ont été reçues :
- 1) MAURICE (novembre 2023) : Hemanaden Runghen, directeur de l'unité de cartographie des océans et du système d'information marine (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/36323>).
 - 2) PANAMA (août 2023) : CNDO établi à l'Universidad de Panama - Instituto de Geociencias avec comme contact Mme Yolanda Irene Lopez (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/1980>)
 - 3) EGYPTE (20 mars 2024) : Le CNDO est rétabli au Centre de gestion des risques marins (MRMC) avec comme contact le Dr Mohamed A. NASSAR (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/58289>)
48. En outre, deux CNDO ont été transférés dans d'autres institutions hôtes :
- 1) DR CONGO (février 2024) : déménagement du CNDO vers l'Institut Supérieur de Pêche et de Navigation (ISPN), Muanda avec comme contact M. Bope Jean Marie Bope Lapwong (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/22630>)
 - 2) MOZAMBIQUE (mars 2024) : Le CNDO a été transféré à l'InOM (Institut mozambicain d'océanographie) avec pour contact Mme Clousa Sarmento MAUEUA (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/12099>) .
49. Pendant l'intersession, six demandes d'adhésion au réseau IODE en tant qu'UDA ont été reçues :
- 1) Kelp Blue Trading (Pty) Ltd ", Namibie (septembre 2023), avec pour contact M. Michael James FLEISCHMAN (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/61952>)
 - 2) National Marine Biodiversity Institute of Korea (MABIK), République de Corée (août 2023) avec comme contact M. SangHo BAEK (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/61528>)
 - 3) Commission OSPAR, Royaume-Uni (septembre 2024) avec comme contact M. Christopher MOULTON (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/55098>)
 - 4) GBIF Equateur (septembre 2024) avec comme contact M. Victor CHOCHO (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/59824>)
 - 5) GBIF Norvège (octobre 2024) avec comme contact M. Dag ENDRESEN (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/64359>)

- 6) Système brésilien d'information sur la biodiversité (SiBBr) (13 décembre 2024) avec comme contact Clara Baringo Fonseca : clara.fonseca@consultores.rnp.br (lien OceanExpert : ...)
50. Pendant l'intersession, cinq demandes de (ré)accréditation ont été examinées et recommandées par le SG-QMF et les CNDO/UDA (unités de données associées) suivants ont reçu l'accréditation :
- 1) ITALIE CNDO : OGS (décembre 2023) avec comme contact Mme Alessandra GIORGETTI (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/13248>)
 - 2) Ocean Tracking Network (OTN) ADU (avril 2024) avec comme contact M. Jonathan Derek PYE (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/31190>)
 - 3) Australian Ocean Data Network NODC : AODN (juin 2024) avec comme contact M. Mark REHBEIN (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/16609>)
 - 4) British Oceanographic Data Centre NODC : BODC - ré-accréditation - (septembre 2024) avec comme contact M. Mark HEBDEN (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/50704>)
 - 5) Système d'observation et de prévision de l'océan côtier des îles Baléares (SOCIB) - accréditation de l'ADU existante avec le contact Joaquín Tintoré (lien OceanExpert : <https://oceanexpert.org/expert/39482>)
51. M. Reed a noté que seuls 12 CNDO et 4 UDA étaient désormais "accrédités" par l'IODE.
52. La figure 1 montre l'évolution de l'établissement des CNDO, de l'accréditation des CNDO, des demandes (et de l'établissement) d'UDA et de l'accréditation des UDA entre 2010 et 2024. Elle montre que le nombre d'UDA augmente plus rapidement que celui des CNDO.

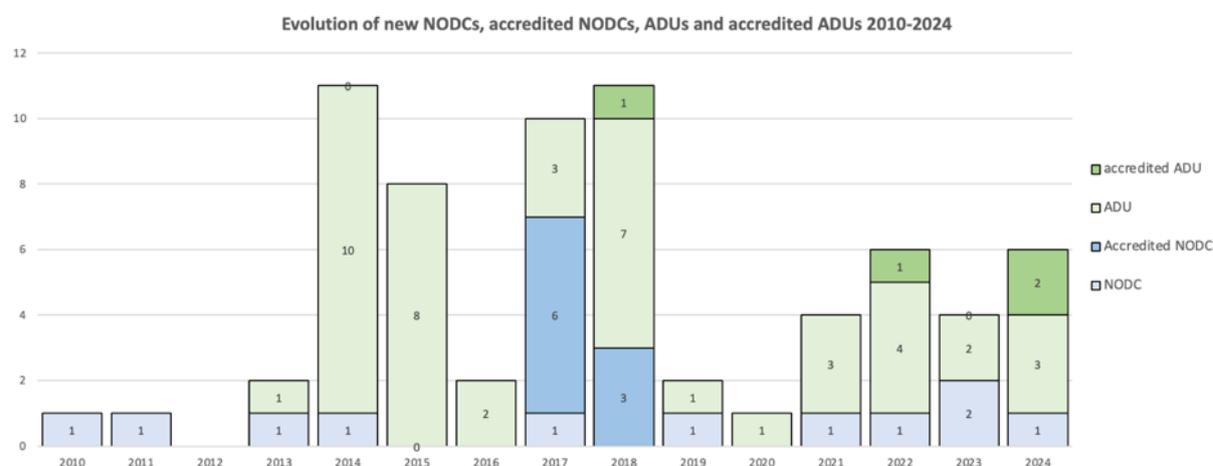


Figure 1 : Évolution des nouveaux CNDO, des CNDO accrédités, des UDA et des UDA accréditées 2010-2024 (état au 3 janvier 2025)

53. Propositions : **Le Comité a félicité** le CNDO Italie, le CNDO Australie et l'UDA OTN pour leur accréditation et le CNDO Royaume-Uni pour leur réaccréditation, **a accueilli** l'Égypte, Maurice et le Panama en tant que nouveaux CNDO et Kelp Blue (Namibie), MABIK (République de Corée), la Commission OSPAR (Royaume-Uni), GBIF (Équateur) et GBIF (Norvège) en tant que nouvelles UDA.
54. Proposition : **Le comité a invité** les CNDO et les UDA à demander une accréditation en tant que "label de qualité" démontrant que les services de données fournis répondent aux normes de qualité les plus élevées.
55. Propositions : **Le Comité a souligné** l'importance d'accueillir un CNDO **et a exhorté** les États Membres de la COI qui n'en ont pas encore créé un à le faire afin que leurs données océaniques () soient partagées à l'échelle mondiale et que leurs océanologues nationaux aient facilement accès aux données océaniques communes mondiales.

3.3.2 Résumé des rapports sur les CNDO, les UDA et les UIA

56. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Greg Reed**, qui s'est référé au [document IOC/IODE-28/3.3.2](#) (Résumé des rapports des CNDO et des UDA de l'IODE). Une version en ligne du rapport sera disponible à l'[adresse https://surveys.iode.org](https://surveys.iode.org). Il a fait observer qu'en raison du petit nombre d'UIA, aucun rapport n'avait été établi pour ces dernières.
57. Il indique que l'enquête en ligne a été ouverte le **6 août 2024** et clôturée le **8 octobre 2024**. Au total, **59 réponses valides** ont été reçues. Ce chiffre est inférieur à celui de l'enquête 2021-2022 (qui avait reçu 74 réponses valides). Presque tous les répondants ont un enregistrement dans OceanExpert.
58. Il a ensuite brièvement résumé les principaux résultats de l'enquête :
- (i) On observe une lente augmentation des centres de données/unités de données appliquant la "Politique de données et conditions d'utilisation de la COI". Cette augmentation est passée de 65,7 % (2019-2020), 66,22 % (2021-2022) à 67,8 % (2023-2024).
 - (ii) Le nombre de scientifiques travaillant dans les centres de données/unités de données a fortement diminué, passant d'une moyenne de 18 en 2019-2020, 16 en 2020-2021 à 9 en 2023-2024.
 - (iii) Le nombre de centres ayant des liens avec des programmes scientifiques majeurs a considérablement augmenté : 54 % d'entre eux ont répondu qu'ils avaient des liens avec des programmes scientifiques majeurs (CLIVAR, IMBER, Argo, Future Earth, SOLAS, etc.) et/ou qu'ils géraient des données provenant de ces programmes.
 - (iv) Il y a une augmentation significative de la disponibilité des portails de découverte de données qui sont ouvertement disponibles en ligne avec 94% de réponses "oui".
 - (v) L'origine géographique des utilisateurs de données provenant de sources nationales a fortement diminué, mais le nombre d'utilisateurs internationaux a augmenté.
 - (vi) Aucune des personnes interrogées n'a répondu positivement à la question de savoir si leur pays apporterait un soutien financier direct à l'IODE en 2025-2026 par l'intermédiaire de la COI. La majorité des personnes interrogées n'ont pas pu répondre positivement à la question de savoir si leur pays/centre de données serait en mesure de fournir un expert invité/détaché au Bureau des projets de la COI pour l'IODE en 2025-2026.
 - (vii) On observe une baisse des activités de planification des centres de données/unités de données au cours de la décennie océanique, qui passent de 78 % en 2019-2020 à 68 % en 2021-2022, puis à 63 % en 2023-2024.
59. Le Comité a été invité à examiner les résultats de l'enquête 2023-2024 (et sa comparaison avec les enquêtes 2021-2022 et 2019-2020).
60. Proposition : **Le Comité s'est félicité de la disponibilité des informations détaillées fournies par l'enquête 2023-2024 et a estimé qu'il s'agissait d'une source d'information utile pour les activités de l'IODE.**
61. Proposition : **Le Comité, tout en se félicitant de l'augmentation de la disponibilité des portails de découverte de données qui sont ouvertement disponibles en ligne, a noté avec inquiétude le déclin du nombre de personnel scientifique travaillant dans les centres de données/unités de données.**

3.3.3 Examen de l'état de santé des CNDO au sein du réseau IODE

62. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Paula Sierra Correa**, coprésidente de l'IODE. Elle a rappelé que l'IODE-27 avait prolongé le " *Groupe de travail intersessions sur l'examen de l'état de santé des CNDO au sein du réseau IODE* " (GTI) pour une autre période intersessions et avait chargé le groupe de travail (i) de fournir un rapport d'étape sur les procédures au Groupe de gestion de l'IODE (2024) ; et (ii) de finaliser les procédures pour les soumettre à la 28^e session du Comité de l'IODE (2025). Le groupe, sous la direction de Mme Lesley Rickards, a préparé un document ([document IOC/IODE-MG-2024/2.2.3](#)) pour examen par le Groupe de gestion de l'IODE à sa réunion de février 2024. Le Groupe de gestion a (i) chargé le Secrétariat de procéder à un premier bilan de santé provisoire de tous les CNDO d'ici à la 28^e session de l'IODE, sur la base des critères énoncés dans le document IOC/IODE-MG-2024/2.2.3 ; (ii) chargé le Secrétariat, compte tenu de l'expérience acquise lors des préparatifs du premier bilan de santé provisoire, de soumettre une version révisée du document IOC/IODE-MG-2024/2.2.3 à l'IODE-28 pour approbation ; et (iii) invité les secrétariats des RSB à collaborer pour assurer la continuité de la communication et de la participation à l'IODE après des changements de personnel dans les CNDO, les ADU ou les AIU.
63. Elle a rappelé que l'IODE-27 avait également décidé qu'une fois par an, le Secrétariat de l'IODE enverrait une lettre circulaire à tous les États Membres de la COI, les invitant à désigner des coordonnateurs nationaux de l'IODE (gestion des données et de l'information) ou à mettre à jour les informations les concernant et à actualiser la liste sur le site Web de l'IODE. Mme Sierra Correa a indiqué que la lettre circulaire 2969 de la COI (<https://oceanexpert.org/document/33362>) avait été envoyée le 25 octobre 2023. Des réponses ont été reçues de 27 États Membres (Angola, Argentine, Australie, Belgique (VLIZ), Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Chypre, République dominicaine, Égypte, Équateur, France, Géorgie, Allemagne, République Islamique d'Iran, Israël, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mozambique, Pakistan, Fédération de Russie, Suède, Royaume-Uni et États-Unis). Sur les 91 coordonnateurs nationaux de l'IODE pour la gestion des données, cela représente un taux de réponse de 30 %. Une deuxième lettre circulaire (lettre circulaire 3002 de la COI) (<https://oceanexpert.org/document/34645>) a été envoyée le 23 juillet 2024. Au total, 26 États Membres ont répondu à cette lettre.
64. Le GTI s'est réuni en ligne le 29 septembre 2023 et a examiné et révisé les contrôles préliminaires de l'état de santé. Le document succinct, mentionné ci-dessus par le Dr Lesley Rickards, a été mis à jour par le Dr Rickards en juillet 2023 et le GTI a été invité à prendre ce document en considération lors de ses discussions.
65. Le groupe de gestion de l'IODE s'est réuni en février 2024 et :
- (i) A chargé le Secrétariat d'entreprendre un premier bilan de santé provisoire de tous les CNDO d'ici à la 28^e session de l'IODE, sur la base des critères énoncés dans le document IOC/IODE-MG-2024/2.2.3 ;
 - (ii) A chargé le Secrétariat, compte tenu de l'expérience acquise lors des premiers préparatifs du bilan de santé provisoire, de soumettre une version révisée du document IOC/IODE-MG-2024/2.2.3 à l'IODE-28 pour approbation.
 - (iii) a invité les secrétariats des ORS à collaborer pour assurer la continuité de la communication et de la participation avec l'IODE après les changements de personnel dans les CNDO, les UDA ou les UIA.
66. Mme Sierra Correa a ensuite présenté le premier bilan de santé provisoire de tous les CNDO ([document IOC/IODE-28/3.3.3](#)).
67. Elle a indiqué que 4 CNDO ont obtenu un score de 0 : le Cameroun, les Comores, le DR Congo et le Sénégal, et que 10 CNDO ont obtenu un score compris entre 1 et 10 : Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Indonésie, Kazakhstan, Madagascar, Mauritanie, Nigeria, Togo et Tunisie. 65,5 % des CNDO ont obtenu un score inférieur à 40 % et 34,5 % un score

supérieur à 40 %. Cela indique que la majorité des CNDO ont besoin d'attention en ce qui concerne leur participation aux activités internationales de l'IODE.

68. Lors de l'analyse des résultats, il a été remarqué que l'ensemble actuel des bilans de santé ne tient pas compte du fait que les CNDO partagent des données au niveau international et ne rend pas compte de l'utilisation des données par les utilisateurs. Il n'inclut pas non plus la participation à des groupes autres que les groupes de pilotage, par exemple les groupes techniques, les équipes de travail, les groupes régionaux, qui pourraient être inclus dans les évaluations futures.
69. Il est important pour la prochaine itération du bilan de santé que le partage international des données des CNDO soit inclus, bien qu'il puisse ne pas être facile d'obtenir ces informations pour certains projets où il peut y avoir plusieurs flux de données entrants et où les données peuvent également être récoltées à l'adresse, ce qui peut entraîner une duplication des données et une perte d'association avec le CNDO concerné. Les groupes de pilotage pourraient contribuer à fournir ces informations.
70. Dans le tableau 2 du rapport, plusieurs recommandations ont été formulées pour résoudre les problèmes que les CNDO pourraient rencontrer. Dans un premier temps, tous les CNDO ayant obtenu une note de 0 ou de 1 à 10 ont été contactés par courrier électronique le 24 septembre. Des réponses ont été reçues du Kazakhstan, de Madagascar et du Bénin (non incluses dans le rapport).
71. Les actions suivantes sont recommandées pour améliorer la situation :
- Dans l'ensemble : Consulter les CNDO pour évaluer l'intérêt qu'ils portent à la participation à l'IODE et déterminer les raisons de leur manque d'intérêt ;
 - Critère 1 : Consulter les CNDO pour savoir pourquoi ils ne répondent pas aux courriels ou aux lettres circulaires. Consulter les CNDO pour savoir s'ils entretiennent de bonnes relations avec leur(s) point(s) focal(aux) de la COI ;
 - Critère 2 : Consulter les CNDO pour connaître les raisons de la faible participation aux sessions du Comité de l'IODE. À cet égard, il a été déclaré que le coût de la participation à ces manifestations d'une semaine (y compris la session du Comité International de Coordination et de l'IODE) est trop élevé pour la plupart des pays en développement. Leur manque de participation les exclut alors du processus de co-conception et de décision du programme de l'IODE ;
 - Critère 3 : Consulter les CNDO pour connaître les raisons de la faible participation aux activités intersessions telles que les groupes de travail ou les enquêtes en ligne ;
 - Critère 4 : Consulter les CNDO pour connaître les raisons de l'absence d'un site web des CNDO et discuter des moyens de les aider ;
 - Critère 5 : Consulter les CNDO pour connaître les raisons de l'absence de mention de l'IODE sur leur site web ;
 - Critère 6 : Consulter les CNDO pour connaître les raisons de la faible participation aux composantes ou aux activités du programme IODE ;
 - Critère 7 : Consulter les CNDO pour connaître les raisons de la faible participation aux cours de formation de l'IODE (OTGA) ;
 - Critère 8 : Consulter les CNDO pour connaître les raisons pour lesquelles ils ne demandent pas l'accréditation des CNDO.
72. Le rapport contient également des recommandations visant à améliorer les critères du bilan de santé. Ces recommandations sont détaillées dans le [document IOC/IODE-28/3.3.3](#).
73. Mme Sierra Correa a informé le Comité qu'il n'avait pas été possible de préparer une version révisée du document IOC/IODE-MG-2024/2.2.3, mais elle a fait observer que la version examinée par le groupe de gestion de l'IODE de février 2024 avait déjà été éditée

et améliorée avant le premier bilan de santé du CNDO, comme le montre le tableau 1 du document IOC/IODE-28/3.3.3.

74. Proposition : **Le Comité a pris note des** résultats du premier bilan de santé des CNDO et a exprimé son inquiétude quant aux CNDO qui ont obtenu de mauvais résultats.
75. Proposition : **Le Comité a prié instamment** tous les CNDO et les points focaux de la COI ayant obtenu de mauvais résultats de prendre contact avec le Secrétariat de l'IODE afin d'examiner les mesures susceptibles d'améliorer leurs performances.
76. Proposition : **Le Comité a chargé** le Secrétariat d'entreprendre les actions correctives énumérées dans le tableau 2 du document IOC/IODE-28/3.3.3.
77. Proposé : **Le Comité a approuvé** les recommandations visant à améliorer les critères du bilan de santé, telles qu'elles figurent dans le document IOC/IODE-28/3.3.3, et **a chargé** le Secrétariat et les coprésidents de réviser le document IOC/IODE-28/3.3.3 en vue de son examen à la prochaine réunion du Groupe de gestion de l'IODE.
78. Proposition : **Le Comité a clôturé** le groupe de travail intersessions sur l'examen de l'état de santé des CNDO au sein du réseau IODE et a remercié ses membres pour leurs contributions.

3.4 RAPPORTS D'AVANCEMENT DES ÉLÉMENTS DE PROGRAMME, DES ACTIVITÉS DE PROGRAMME ET DES PROJETS DE L'IODE

3.4.1 Composantes du programme IODE

79. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Greg Reed**. Il s'est référé aux documents [IOC/IODE-28/3.4.1.1 \(Système d'information sur la biodiversité des océans \(OBIS\)\)](#), [IOC/IODE-28/3.4.1.2 \(Système de données et d'information océanographiques \(ODIS\) : un plan pour l'avenir\)](#) [OceanTeacher](#) et [IOC/IODE-28/3.4.1.3 \(Rapport d'activité sur l'élément de programme : Académie mondiale \(OTGA\)\) : Académie mondiale OceanTeacher \(OTGA\)\)](#). Il a informé le Comité qu'en raison du temps très limité dont il disposait, il ne serait pas possible de faire des présentations orales détaillées sur les rapports d'avancement de tous les éléments de programme, activités de projet et projets. Au lieu de cela, des rapports ont été demandés à tous et inclus dans le document mentionné, et les présidents des groupes directeurs des trois activités de programme ont été invités à faire de brèves présentations.
80. M. Reed a expliqué que tous les projets de l'IODE doivent répondre aux critères d'évaluation spécifiés et sont évalués chaque année par le Comité exécutif du Groupe de gestion de l'IODE, sur la base des rapports fournis par chaque projet. Les critères d'évaluation des performances des projets en cours sont décrits dans les [manuels et guides de la COI n° 81rev3](#) (Procédures de proposition et d'évaluation des éléments de programme, activités de programme et projets de l'IODE (3e édition révisée)). Les éléments de programme, activités de programme et projets existants qui ne reçoivent pas une évaluation positive (« Non satisfaisant ou satisfaisant avec des modifications demandées ») seront informés des mesures à prendre pour améliorer les résultats et se verront fixer un délai approprié pour ce faire.
81. Des rapports sont inclus dans le document susmentionné sur les composantes suivantes du programme. Le plan de travail et le budget proposés pour 2025-2026 ont été examinés au [point 8.4 de l'ordre du jour](#).

3.4.1.1 Système d'information sur la biodiversité des océans (OBIS)

82. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Katherine Tattersall**, coprésidente du SG-OBIS. Elle a fait référence au document [IOC/IODE-28/3.4.1.1 \(Système d'information](#)

[sur la biodiversité des océans \(OBIS\)](#) pour un rapport complet sur l'état d'avancement des activités, le plan de travail proposé pour l'OBIS 2025 et le budget demandé.

83. Pendant l'intersession (mai 2023 à novembre 2024), l'OBIS a publié 23,75 millions de nouveaux enregistrements d'occurrence d'espèces marines provenant de 598 nouveaux ensembles de données, ajoutant à l'OBIS 13 240 espèces marines qui n'avaient pas été signalées auparavant. L'OBIS contient maintenant 132 millions d'enregistrements provenant de 5 375 ensembles de données sur 194 000 espèces marines (18 novembre 2024).
84. Le Groupe directeur de l'IODE pour l'OBIS (SG-OBIS) a tenu sa douzième session à Gunsan (République de Corée) du 25 au 29 mars 2024. Cette session a réuni 23 participants représentant 16 nœuds OBIS et le secrétariat. L'un des principaux résultats de la douzième session du SG-OBIS a été l'adoption d'une nouvelle stratégie prioritaire et d'une nouvelle structure de gestion conformes au Règlement intérieur des composantes du programme de l'IODE. La nouvelle stratégie est axée sur deux domaines thématiques : La mobilisation des données et l'application des données. Pour mettre en œuvre la stratégie, deux groupes de coordination OBIS ont été créés :
- **Groupe de coordination des données OBIS (DCG)** : Ce groupe est chargé d'examiner les normes, les spécifications et les modèles de mise en œuvre des données et d'assurer l'archivage à long terme des données. Les principaux indicateurs de performance se concentrent sur l'examen et la mise en œuvre des spécifications des variables océaniques essentielles (EOV) de la biodiversité, l'engagement avec des groupes externes liés aux données et l'intégration avec l'architecture de données de la COI.
 - **Groupe de coordination des produits OBIS (PCG)** : Ce groupe se concentre sur l'amélioration de l'accès aux produits FAIR OBIS. Les activités comprennent le développement d'un catalogue de produits OBIS et d'un JupyterHub pour les tests.
85. En outre, un **groupe de coordination des nœuds OBIS (NCG)** a été créé pour faciliter la communication et la coordination entre les nœuds OBIS en ce qui concerne les activités, les priorités et les défis en cours.
86. Pour soutenir les nouvelles activités de coordination et d'engagement communautaire, un membre du personnel de l'OBIS à temps partiel (consultant) a été employé, grâce à l'augmentation du financement du programme régulier de l'UNESCO à l'IODE. Une autre décision importante a été de convoquer tous les deux ans une réunion générale de l'OBIS. Cette réunion servira de plate-forme pour rassembler l'ensemble de la communauté de pratique de l'OBIS.
87. Le SG-OBIS-12 a également élaboré un plan de communication et alloué un budget pour la création et la diffusion de matériel de promotion de la marque.
88. Afin de s'aligner sur la nouvelle politique de données et les conditions d'utilisation de la COI, le SG-OBIS-12 a révisé et adopté de nouvelles directives pour le partage et l'utilisation des données au sein de l'OBIS.
89. Une réunion *ad hoc* en ligne du Groupe directeur de l'IODE pour l'OBIS (SG-OBIS-12+) a eu lieu le 30 mai 2024. L'objectif principal était d'examiner l'état du plan de travail et du budget et d'élire un nouveau coprésident du SG-OBIS, Martha Vides ayant achevé ses deux mandats. Dan Lear (MBA/OBIS-UK) a été nommé coprésident entrant du SG-OBIS. Le SG-OBIS a également décidé qu'il serait coorganisateur de la conférence Living Data 2025, conjointement avec le TDWG, GEO BON et le GBIF.
90. La stratégie marine et le plan d'action conjoints avec le GBIF ont été officiellement annoncés le 28 mai 2024, et des webinaires ont eu lieu le 13 juin 2024 pour informer la communauté. Un comité de mise en œuvre conjoint OBIS-GBIF a été créé et se réunit tous les mois.

91. La 6^e session du Comité exécutif de l'OBIS (EC-OBIS-6) s'est tenue à Ostende du 14 au 16 octobre 2024 et s'est concentrée sur la planification des activités des trois nouveaux groupes de coordination et sur l'élaboration du plan de travail et du budget de l'OBIS pour 2025, ainsi que sur une vision à long terme de l'avenir de l'OBIS. Les discussions ont également porté sur le développement d'un nouveau site web et de matériel de sensibilisation pour améliorer la visibilité de l'OBIS et attirer des ressources. Le CE-OBIS-6 a également planifié la participation de l'OBIS aux prochaines réunions : IODC-3, IODE-28 et a décidé d'organiser la prochaine réunion du SG-OBIS (SG-OBIS-13) et les réunions du groupe de coordination de l'OBIS à Bogota, en Colombie, du 18 au 20 octobre 2025, parallèlement à la conférence Living Data 2025, qui aura lieu du 21 au 24 octobre 2025 (cette conférence remplacera la réunion « All-Hands » en 2025).
92. En décembre 2022, la COP15 de la Convention sur la diversité biologique a demandé à l'OBIS de soutenir le cadre de surveillance du Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (GBF), qui vise à enrayer la perte de biodiversité, à réduire les risques et à restaurer les écosystèmes naturels. Plus précisément, l'OBIS est mentionné dans les indicateurs complémentaires que les pays doivent utiliser pour rendre compte de l'objectif D et de la cible 21 (accès aux données et à l'information). La COP16 l'a reconfirmé et a également ajouté l'OBIS à l'objectif 20 (capacité à utiliser les données). Il est important que la COP16 reconnaisse l'OBIS, avec le GOOS et l'ODIS, comme la composante marine d'un système mondial d'observation de la biodiversité (GBIOS) pour soutenir le cadre de suivi du GBF. L'OBIS devra fournir des indicateurs solides et des conseils aux États parties pour qu'ils utilisent l'OBIS dans leurs rapports nationaux. Ce travail sera soumis au CE de l'OBIS pour approbation en tant qu'amendement au plan de travail.
93. La demande de budget OBIS pour 2025 et 2026 comprend trois scénarios (de base, moyen et préféré). La principale différence entre les scénarios est l'inclusion de fonds pour les ateliers en personne, le soutien des consultants et les ateliers de formation aux données.
94. En conclusion, l'OBIS a fait des progrès significatifs dans la mobilisation et le partage des données sur la biodiversité marine. La mise en œuvre du nouveau cadre stratégique, qui met l'accent sur la coordination des données et des produits et sur l'engagement des nœuds, devrait soutenir les cadres internationaux tels que le GBF et renforcer l'impact et la viabilité de l'OBIS dans les années à venir. Cependant, il est essentiel de faire face aux risques potentiels, tels que l'obtention d'un financement suffisant et le recrutement de personnel clé, afin de garantir un succès continu. Plusieurs nouveaux projets Horizon Europe impliquant le secrétariat de l'OBIS ont été lancés en 2023-2024, ce qui a permis d'accroître et de conserver le personnel. Le secrétariat compte désormais 8 membres de personnel, dont 3 sont nommés dans le cadre de projets et 4 sont des consultants. Un deuxième poste du Programme Ordinaire de l'UNESCO (niveau P3) a été créé pour l'OBIS. Le poste vacant de coordonnateur technique et scientifique de l'OBIS a été affiché le 25 janvier 2024, mais le processus de recrutement pour ce poste est toujours en cours (novembre 2024).
95. Propositions : Le **Comité IODE a exprimé sa reconnaissance** à la communauté OBIS pour les progrès significatifs réalisés dans la mobilisation et le partage des données sur la biodiversité.
96. Proposition : Le **Comité de l'IODE a accueilli favorablement** le rapport de l'OBIS (IOC/IODE-28/3.4.1.1) et a approuvé le plan de travail de l'OBIS pour 2025.
97. Proposition : Le **Comité de l'IODE a remercié** l'OBIS d'avoir établi une nouvelle stratégie de priorités et une nouvelle structure de gestion pour s'aligner sur le nouveau Règlement intérieur des composantes du programme de l'IODE et d'avoir révisé ses directives concernant le partage et l'utilisation des données au sein de l'OBIS pour s'aligner sur la nouvelle politique de la COI en matière de données et sur ses conditions d'utilisation.
98. Proposition : Le **Comité de l'IODE s'est félicité** de la collaboration plus étroite avec le Fonds mondial d'information sur la biodiversité (GBIF), qui renforcera notre réseau et notre

capacité à obtenir des données de haute qualité sur la biodiversité marine et côtière, nécessaires pour soutenir la recherche et la prise de décision.

99. Proposition : Le **comité IODE s'est félicité** de la mention de l'OBIS dans le cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal de la CDB (CBD/COP/DEC/15/5), en particulier pour fournir des indicateurs complémentaires liés aux articles scientifiques conjoints (capacité d'utiliser les données) et à l'augmentation des relevés d'occurrence d'espèces marines (capacité de fournir des données) et **a demandé** que l'OBIS élabore des indicateurs solides et des lignes directrices pour les États parties sur la manière d'utiliser l'OBIS dans leurs rapports nationaux à la CDB.

100. Propositions : **Le Comité de l'IODE a remercié** le Secrétaire exécutif de la COI d'avoir créé un poste P-3 au titre du Programme ordinaire pour le Coordonnateur technique et scientifique de l'OBIS, qui est un poste essentiel pour assurer la poursuite et le succès de l'OBIS au-delà de 2024, et **a prié instamment** le Directeur Général de l'UNESCO de nommer sans plus tarder le candidat retenu.

3.4.1.2 Système de données et d'informations océaniques (ODIS)

101. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Pier Luigi Buttigieg**, président du SG-ODIS. Il s'est référé au document [IOC/IODE-28/3.4.1.2 \(Système de données et d'information océanographiques \(ODIS\) : un plan pour l'avenir\)](#).

102. Il a indiqué qu'ODIS est une initiative mondiale soutenue par la COI et l'UNESCO :

- Améliorer l'accès aux données et informations marines et côtières
- Fournir une plateforme en ligne librement accessible pour mettre en réseau les parties prenantes et faciliter l'échange de données et de connaissances sur l'océan.

103. Le projet Ocean InfoHub (2020 - juin 2024) a soutenu avec succès le développement initial du Système de Données et d'Informations Océaniques (ODIS), qui fournit la couche d'interopérabilité et la technologie de soutien pour permettre aux systèmes de données et d'informations océaniques existants et émergents, de n'importe quelle partie prenante, d'interopérer les uns avec les autres. Bien que nous ayons d'abord travaillé avec des partenaires mondiaux de la COI et trois régions pilotes (Afrique, ALC, PEID), nous nous sommes progressivement développés au fil du temps, de sorte qu'aujourd'hui ODIS est engagé avec plus de 120 organisations à un certain niveau, pour leur permettre d'exposer leurs métadonnées et de rejoindre le réseau en pleine croissance. ODIS est désormais une fédération mondiale de systèmes indépendants qui utilisent des conventions communes pour partager et échanger leurs (méta)données sur le Web. ODIS peut aider toute organisation ou individu à partager ses (méta)données océaniques, ainsi qu'à accéder à un écosystème croissant de données océaniques.

104. L'OIH/ODIS a soutenu les trois régions pilotes dans la mise en place des liens spécifiques qu'elles souhaitaient établir avec ODIS.

- INVEMAR dispose d'un nœud régional qui relie ODIS à des ensembles de données provenant de 12 pays de la région ALC ainsi que de partenaires régionaux tels que le portail de formation et de développement des capacités CLME+, le centre d'information sur les sargasses (Sargassum Information Hub) et l'atlas marin des Caraïbes.
- IOCAfrica a développé trois portails thématiques liés à ODIS,
- Le Pacifique a relié ses deux portails régionaux existants à ODIS.

105. Globalement, ODIS relie actuellement 50 sources de données provenant de 42 organisations partenaires du monde entier. Un portail de recherche mondial a été développé comme démonstration d'ODIS (<https://oceaninfohub.org>). Le portail contient actuellement (décembre 2023) plus de 130 000 éléments de contenu dans sept catégories : (i) Experts (27 000) ; (ii) Institutions (13 000) ; (iii) Documents (42 000) ; (iv) Formation (1

500) ; (v) Navires (113) ; (vi) Projets (3 600) ; et (vii) Ensembles de données (48 000). Le projet Ocean InfoHub et ODIS ont réussi à créer un réseau autonome de partenaires, mais il reste encore beaucoup à faire pour élargir la collaboration à d'autres régions et nations, renforcer les capacités et l'équité numérique dans les régions disposant de peu de ressources, et améliorer en permanence les capacités du réseau.

106. ODIS offre une solution à long terme pour toutes les organisations, **y compris les CNDO, les UDA** et les nouveaux partenaires, afin qu'elles conservent la propriété et le contrôle total de leurs données, tout en choisissant les (méta)données à partager avec un écosystème numérique océanique mondial en pleine expansion.
107. M. Buttigieg a présenté le document de planification stratégique d'ODIS (2025-2030) et la proposition de révision du mandat d'ODIS, ainsi que le plan de travail et le budget (2025-2026) qui seront abordés au point 8.3.
108. Proposition : **Le Comité a exhorté tous les États Membres à participer au Système de Données et d'Informations Océaniques afin d'accroître la visibilité de leurs fonds de données dans le monde et de permettre un accès amélioré et plus efficace aux données océaniques mondiales.**
109. Proposée : **Le Comité a adopté la recommandation IODE-28/3.4.1.2.**

Recommandation IODE-28/3.4.1.2

Révision du mandat du Système de Données et d'Informations Océaniques (ODIS)

Le comité IODE,

Rappelant la création, par l'Assemblée de la COI à sa 31e session, dans l'annexe II de la décision A-31/3.4.2, du Projet de Système d'Information et de Données Océaniques de la COI (ODIS),

Reconnaissant qu'une composante majeure du paysage des Système d'Information et de Données Océaniques n'est pas liée à la COI et qu'il est nécessaire de collaborer avec ces communautés/systèmes afin d'améliorer l'accessibilité, l'utilisation sans restriction et l'interopérabilité des données et de l'information,

Reconnaissant le rôle clé que joueront les données, les informations et les ressources de connaissances numérisées distribuées et interopérables au cours de la Décennie des Nations Unies pour l'Océanographie au service du Développement Durable,

Rappelant que la COI a décidé que l'IODE travaillerait avec les parties prenantes existantes, liées ou non à la COI, pour améliorer l'accessibilité et l'interopérabilité des données et informations existantes, et pour contribuer à la mise en place d'un système mondial de données et d'informations océaniques, appelé Système d'Information et de Données Océaniques de la COI, en tirant parti, dans la mesure du possible, des solutions existantes, y compris des systèmes de l'IODE et d'autres systèmes,

Rappelant en outre que le Comité de l'IODE, à sa vingt-septième session, a approuvé la désignation des activités de l'IODE en tant que composantes de programme, activités de programme et projets, considérant que cela devrait rendre les activités de l'IODE plus attrayantes pour les partenaires de la coopération, et a décidé de désigner ODIS, OBIS et OTGA en tant que composantes de programme et d'en tenir compte dans le plan de travail et le budget pour 2023-2025,

Notant avec satisfaction que l'IODE a.. :

1. Mise en place du projet de Catalogue des Sources du Système d'Information et de Données Océanographiques de la COI (ODISCat) en 2019 ;
2. Mise en œuvre réussie du projet Ocean InfoHub en tant que projet triennal (2020-2023) financé par le gouvernement de Flandre (Royaume de Belgique) ;

3. 55 nœuds ODIS de 45 partenaires du monde entier ont été interconnectés avec succès, et d'autres sont en cours de réalisation.
4. Mise en place d'un centre de recherche mondial pour le contenu d'ODIS.
5. Soutien à l'élaboration conjointe par les communautés de normes d'échange de données afin d'accroître l'inclusion numérique et l'équité.
6. Contribution à la section "données" du plan de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'Océan (2021), de sa stratégie en matière de données et d'information (2023), du plan de mise en œuvre de la stratégie en matière de données et d'information (à venir) et du livre blanc 8 de la Vision 2030 (2024).

Considérant que la croissance rapide du réseau ODIS en tant que fédération de systèmes de données nécessite un mécanisme de gouvernance efficace et souple, axé sur la co-conception, les besoins des utilisateurs et le retour d'information de la communauté,

Recommande la révision du mandat d'ODIS tel qu'il figure à l'annexe A, du mandat du groupe de pilotage d'ODIS tel qu'il figure à l'annexe B, et la création du groupe opérationnel d'ODIS,

Invite tous les programmes de la COI, les organes subsidiaires régionaux de la COI et les organisations partenaires à collaborer à ODIS en partageant leurs données et informations océaniques avec ODIS,

Annexe A à la recommandation IODE-28/3.4.1.2

Mandat du Système de données et d'information océanographiques (ODIS) de la COI

Objectifs : Les objectifs de cette composante du programme sont les suivants :

1. développer le Système d'Information et de Données Océaniques (ODIS) de la COI en tant qu'écosystème numérique fondamental où les utilisateurs peuvent découvrir et accéder aux données et aux produits d'information, aux services et aux autres ressources fournis par les États Membres, les projets et les autres partenaires associés à la COI ;
2. travailler avec des partenaires, liés ou non à la COI, pour améliorer l'accessibilité et l'interopérabilité des données et informations existantes et l'orchestration des services numériques à travers les systèmes de données ;
3. promouvoir la maturation collective de l'écosystème numérique ODIS vers une plus grande interopérabilité et des flux de données et d'informations transparents, fiables et sécurisés entre les systèmes partenaires (par exemple, vers des modèles de tissu de données et d'espace de données).

Annexe B à la recommandation IODE-28/3.4.1.2

Mandat du Groupe directeur de l'IODE pour le Système de données et d'information océanographiques de la COI (ODIS-SG)

Le groupe de travail ODIS aura le mandat suivant :

1. En coordination avec le secrétariat d'ODIS, proposer un ensemble de priorités stratégiques à un, cinq et dix ans pour la composante du programme ODIS, révisées chaque année ;
2. Examiner les plans de travail de haut niveau pour le volet du programme ODIS, proposés par le groupe des opérations ODIS (ODIS-Ops), en proposant des changements si nécessaire ;
3. Conseiller le secrétariat d'ODIS et ODIS-Ops sur les développements pertinents en matière de politique nationale, régionale, mondiale ou sectorielle en matière de données et d'informations, de droit et de pratique en matière de données au

niveau national et international, qui peuvent avoir un impact sur les opérations d'ODIS ;

4. Proposer et, si possible, faciliter la coordination entre le secrétariat d'ODIS et les nouvelles parties prenantes ou autres groupes d'intérêt ;
5. Identifier les sources de financement pour poursuivre le développement d'ODIS.

Composition : Le groupe de pilotage sera composé, *entre autres*, des personnes suivantes :

- Un président ou des coprésidents du groupe de pilotage (*) ;
- Représentants des programmes de la COI ;
- Experts invités, en donnant la priorité à la couverture des régions, aux niveaux de capacité numérique ^[1], aux secteurs socio-économiques, aux programmes de la Décennie des Nations Unies pour l'Océan, et aux groupes clés qui recherchent, consolident ou maintiennent la souveraineté numérique ;
- Représentants des principaux groupes d'intérêt et partenaires ODIS sélectionnés, y compris les organisations régionales/internationales développant des stratégies de données pluriannuelles/décennales ou disposant d'une vision unique sur des questions stratégiquement pertinentes ;
- Responsable du programme ODIS ;
- Secrétariat de l'IODE ;
- Un représentant de chacun des bureaux et centres de coordination de la Décennie des Nations Unies pour les Océans

La durée de l'adhésion est d'un an (renouvelable).

(*) Un président et un coprésident du SG-ODIS seront élus à la fin de la première réunion (et ensuite chaque année) par les membres du groupe conformément au Règlement intérieur pour les éléments de programme, les activités de programme et les projets de l'IODE (Manuels et guides de la COI n° 91).

Annexe C à la recommandation IODE-28/3.4.1.2

Mandat du Groupe des Opérations du Système de Données et d'Information Océaniques de la COI (ODIS-Ops)

Le groupe opérationnel ODIS (ODIS-Ops) est composé d'un représentant de chaque partenaire ODIS gérant un ou plusieurs nœuds ODIS ^[2].

Tâches

Les principales tâches d'ODIS-Ops seront les suivantes :

1. Assurer le fonctionnement ininterrompu des nœuds ODIS en remédiant aux problèmes identifiés par l'ODIS-SG, le secrétariat ODIS ou d'autres partenaires ODIS.
2. Promouvoir une interopérabilité plus large et plus profonde entre tous les nœuds ODIS, en commençant par les catalogues de métadonnées et d'actifs, et en progressant vers les données thématiques, les services et d'autres capacités identifiées ;
3. Guider les nœuds ODIS, et ODIS dans son ensemble, dans la réalisation de la stratégie de données et d'information de la Décennie des Nations Unies pour l'Océanologie au service du développement durable et de son plan de mise en œuvre, et - plus largement - dans la résolution de ses problèmes ;
4. Tenir des réunions mensuelles (en ligne) ne dépassant pas 60 minutes, réparties sur les fuseaux horaires des membres du groupe ;^[3]
5. Contribuer à l'état de la fédération ODIS (c'est-à-dire l'ensemble des organisations partenaires d'ODIS) dans son ensemble et des nœuds ODIS individuels, ou produire des notes d'information sur l'état de la fédération, en détaillant tout

problème limitant l'échange de données et d'informations, ainsi que toute possibilité de l'améliorer ;

6. Identifier et travailler à la résolution de tout problème lié à l'échange de données et d'informations et à l'interopérabilité entre les fédérations, en publiant et en poursuivant les problèmes sur le dépôt ODIS-Arch GitHub^[4] ou sur un autre dépôt approprié ;
7. Sensibiliser tous les membres d'ODIS-Ops aux exigences, réglementations ou cadres juridiques spécifiques au niveau régional, national ou local concernant l'accès et/ou l'échange de données, qui peuvent affecter les opérations de la fédération ODIS ;
8. Identifier et décrire les possibilités pour ODIS de fournir une utilité aux groupes d'utilisateurs (potentiels) et autres ;
9. Examiner et réglementer l'ajout, la suspension ou le retrait ^[5] de nœuds ODIS vers/ depuis la fédération ;
10. Rendre compte des affaires opérationnelles à la présidence d'ODIS, au SG-ODIS et au secrétariat d'ODIS, et les consulter pour obtenir des orientations stratégiques et programmatiques.

L'adhésion

Les membres d'ODIS-Ops sont initialement les suivants :

- Président ou co-présidents d'ODIS (*)
- Gestionnaire du programme ODIS (Secrétariat ODIS)
- Un expert technique sélectionné par chaque partenaire d'ODIS exploitant au moins un nœud d'ODIS ;
- Des experts externes - dans des rôles consultatifs - dans des domaines pertinents pour les activités du groupe ;
- Représentants d'autres composantes du programme IODE et/ou activités du programme IODE ou projets IODE
- D'autres membres ad hoc, en accord avec les membres réguliers.

La durée de l'adhésion est d'un an (renouvelable).

(*) Un président et un coprésident d'ODIS-Ops seront élus à la fin de la première réunion (et par la suite chaque année) par les membres du groupe conformément au Règlement intérieur pour les éléments de programme, les activités de programme et les projets de l'IODE (Manuels et guides de la COI n° 91).

^[1] Capacité permanente d'une entité à participer à des activités numériques

^[2] Un "nœud ODIS" est un système de données qui fournit une interface machine-machine aux ressources numériques que chaque partenaire ODIS souhaite partager. Un nœud ODIS 1) dispose d'un enregistrement actuel et valide dans le Catalogue des Sources ODIS (ODISCat), 2) fournit suffisamment de métadonnées dans ODISCat pour que ses catalogues de biens puissent être découverts et traités, 3) maintient ses catalogues de biens sous une forme interopérable dans la fédération ODIS et conformément aux spécifications de l'architecture ODIS, et 4) fournit des (méta)données et des services valides décrits par son catalogue de biens à d'autres nœuds de la fédération.

^[3] Lorsque les ressources le permettent, des réunions ad hoc en personne peuvent être organisées, en particulier pour résoudre ou poursuivre plus efficacement des questions ou des opportunités régionales ou thématiques.

^[4] <https://github.com/iodepo/odis-arch>

^[5] Les nœuds ODIS peuvent être suspendus ou supprimés s'ils commencent à produire des (méta)données erronées, invalides ou de mauvaise qualité, ou si leurs produits sont incompatibles

avec l'architecture ODIS et les conventions d'interopérabilité. Les nœuds peuvent être réintégrés dès que les problèmes en suspens sont résolus et que l'interopérabilité est vérifiée.

3.4.1.3 OceanTeacher Global Academy (OTGA)

110. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Carolina Garcia**, présidente du SG-OTGA. Elle s'est référée au document [IOC/IODE-28/3.4.1.3 \(Progress Report Programme Component : Académie mondiale OceanTeacher \(OTGA\)\)](#).
111. Mme Garcia a indiqué qu'au cours de la période 2023-24, l'OTGA a dispensé avec succès 106 cours de formation par l'intermédiaire de son réseau de centres de formation régionaux et spécialisés (RTC/STC). Plus de 5 500 apprenants se sont inscrits à des cours dispensés en anglais, en espagnol, en portugais et en français. À partir de 2023, l'OTGA a introduit l'enseignement à son propre rythme, qui permet aux apprenants de progresser à leur propre rythme et selon leur propre emploi du temps. L'introduction de la formation à son propre rythme a contribué à accroître l'accessibilité, ce qui s'est traduit par près de 3 000 inscriptions à des cours à son propre rythme au cours de cette période.
112. L'OTGA a directement contribué à la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités de la COI, en s'attaquant aux principaux résultats identifiés dans la stratégie grâce à un soutien accru aux activités de formation de tous les programmes de la COI, y compris la résilience aux tsunamis, la maîtrise de l'océan, le programme sur les efflorescences algales nuisibles, l'IODE, le MSP, les sciences océaniques et la Décennie des Océans, parmi d'autres. L'OTGA est une action approuvée de la Décennie de l'Océan et accueille les cours de la Décennie de l'Océan sur la co-conception et les savoirs autochtones et locaux (ILK). Dans le contexte de la Décennie de l'Océan, Mme Garcia a souligné l'action de collaboration avec : (i) la DCU pour sponsoriser le développement d'un cours sur les connaissances autochtones et locales ; (ii) le projet de Facilité de Développement des Capacités de la Décennie (CDF) pour développer une formation en co-conception ; et (iii) le DCC pour la résilience côtière pour développer un cours axé sur la durabilité des entreprises ; et (iv) les cours du réseau ECOPs qui se sont concentrés sur la jeune communauté. De même, de nombreux autres cours de l'OTGA ciblent les défis de la Décennie, et en 2024, le secrétariat de l'OTGA a construit un cadre de compétences pour surveiller ce lien avec la plateforme d'apprentissage en ligne.
113. OTGA a collaboré avec des agences de l'ONU, d'autres organisations intergouvernementales et des programmes internationaux pour la co-organisation de divers types de formation et l'utilisation de sa plateforme d'apprentissage en ligne.
114. Mme Garcia a noté que le secrétariat de l'OTGA a travaillé en étroite collaboration avec le secrétariat du CD de la COI et les responsables du RSB pour fournir des informations pour l'évaluation des besoins et des priorités et l'exercice de mise en correspondance à l'appui des régions. Pour cet exercice biennal, l'OTGA et IOCAFRICA (et d'autres partenaires) ont co-développé une formation mixte qui s'est tenue au Kenya. IOCAFRICA a également co-sponsorisé des bourses de voyage pour les ECOP afin qu'ils puissent participer à la formation à Malte. Des plans pour un cours conjoint sur l'ADN électronique avec l'IOCAFRICA et l'OBIS sont en cours de discussion pour les années à venir. La participation accrue des RSB de la COI permet de répondre aux besoins des régions en matière de développement des capacités.
115. L'hôte de l'OTGA, le Bureau de Projet UNESCO-COI pour l'IODE, est certifié en tant que prestataire de services d'apprentissage ISO pour les services d'apprentissage en dehors de l'éducation formelle et a été audité avec succès en avril 2024.
116. Elle a en outre indiqué que Mme Ana Carolina Mazzuco avait rejoint le Bureau des Projets de l'IODE en tant que coordonnatrice de la formation de l'IODE et coordonnatrice du projet OTGA en juin 2023.
117. La quatrième session du Groupe Directeur de l'Académie Mondiale OceanTeacher s'est tenue à Ostende dans un format hybride entre le 11 et le 13 juin 2024. Le groupe a examiné les activités pour 2023-24 et le plan de travail de l'OTGA pour 2024-25, et l'avenir de la

composante du programme a été discuté. Le groupe directeur a élu Mme Filomena Martins (RTC Portugal) et Mme Carolina Garcia (RTC Colombie) coprésidentes du SG pour la prochaine période intersessions.

118. En 2024, l'OTGA s'est vu accorder une extension des fonds extrabudgétaires en cours de l'UNESCO COI FUST (Gouvernement de Flandre, Royaume de Belgique) pour soutenir les activités de formation jusqu'à la fin de 2024. L'OTGA a réussi à mobiliser des fonds extrabudgétaires supplémentaires, notamment le programme de petites subventions du FEM/PNUD pour soutenir la formation et la surveillance des déchets marins au Cap-Vert, le projet Horizon Europe Blue Cloud de l'Union Européenne pour développer la composante de formation en ligne pour l'Académie de formation Blue Cloud, et le programme de stages OceanTraining du fonds NORAD de l'UNESCO-COI pour soutenir les cours de formation sur site et en ligne sur les meilleures pratiques en matière d'océan dans les Caraïbes. D'autres fonds extrabudgétaires ont été mobilisés par des partenaires affiliés pour développer des cours conjointement, notamment le projet OD DCC-Coastal Resilience pour développer une série de formations pour différentes parties prenantes (d'abord axées sur les entreprises), le projet MAB/MangRes de l'UNESCO pour développer des cours en ligne ouverts et massifs (MOOC) sur la restauration des mangroves, et le projet MSPglobal UNESCO-COI/Commission européenne DGMARE pour développer des formations à son propre rythme sur l'aménagement de l'espace marin.
119. Elle a informé le Comité qu'au cours des 10 dernières années, l'OTGA a principalement compté sur des fonds extrabudgétaires du gouvernement de Flandre (FUST-2). Le secrétariat de l'OTGA a budgétisé le fonctionnement et le développement du programme de formation et du réseau associé pour les cinq prochaines années, conformément à la vision approuvée pour 2026-2030, atteignant une estimation de 5 000 000 USD. Pour les années 2025 à 2027, l'OTGA a demandé 150 000 USD par an au Programme Régulier, afin de garantir les services de base (gestion des cours de formation, plateforme d'apprentissage en ligne, bourses de voyage et développement de nouveaux matériels d'apprentissage). La coordination des composantes du programme et l'informatique sont garanties jusqu'en 2026 par le détachement du personnel de Flandre/VLIZ. Tout au long de l'année 2024, OTGA a participé à des appels à propositions de projets, s'est engagé avec des collaborateurs et a rencontré des donateurs potentiels pour la mobilisation des ressources. Bien qu'aucun financement extrabudgétaire de base n'ait été obtenu pour couvrir l'ensemble du programme de formation, un financement a été confirmé pour des activités de formation spécifiques.
120. Propositions : **Le Comité a remercié l'OTGA pour le succès de ses activités de formation et de développement des capacités.**
121. Proposition : **Le comité a recommandé que le groupe directeur de l'OTGA élabore une stratégie de mobilisation des ressources et prenne des mesures pour la mettre en œuvre.**

3.4.2 Activités du programme IODE

122. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg**, coprésidente de l'IODE. Elle a rappelé qu'AquaDocs, GODAR, GOSUD, GTSP, ICAN, IQuOD, OBPS, OceanExpert, ODISCat, QMF et WOD avaient été désignés comme activités de programme dans le cadre de l'élément de programme ODIS. Elle a informé le Comité que tous les rapports sur les activités de programme avaient été compilés par M. Greg Reed dans le document [IOC/IODE-28/3.4.2 \(Activités de programme de l'IODE : Rapports d'activité 2023-2024\)](#).
123. **Mme Lotta Fyrberg**, coprésidente de l'IODE, a invité les présidents des groupes directeurs des activités de programme à s'adresser brièvement au Comité pour aborder des questions ou des préoccupations spécifiques liées à leurs activités de programme qui nécessitent un examen par le Comité, une décision ou une recommandation formelle.

3.4.2.1 . AquaDocs

124. **Mme Pauline Simpson** a présenté ce point de l'ordre du jour au nom de Mme Jennifer Walton, coprésidente du SG-AquaDocs, qui n'a pas pu être présente. Elle informe le Comité qu'AquaDocs est le dépôt commun en libre accès de l'Échange International de Données et d'Informations Océanographiques (IODE) de l'UNESCO/COI et de l'[Association internationale des bibliothèques et centres d'information des sciences aquatiques et marines \(IAMSLIC\)](#), avec le soutien des [Résumés des sciences aquatiques et halieutiques \(ASFA\) de la FAO](#).
125. AquaDocs contient près de 37 000 publications couvrant les environnements naturels marins, côtiers, estuariens, saumâtres et d'eau douce, et a été créé en fusionnant le contenu de deux dépôts (OceanDocs et Aquatic Commons). AquaDocs sert de référentiel à plus de 130 organisations et projets visant à rendre les informations sur les sciences aquatiques et marines trouvables, accessibles, interopérables et réutilisables (FAIR). Depuis son lancement le 17 août 2021, le dépôt s'est enrichi de plus de 1700 publications et de 14 nouvelles communautés.
126. L'achèvement du projet du Fonds de dépôt de l'ASFA visant à déposer 200 éléments de la littérature grise historique de la COI et la sélection d'AquaDocs comme dépôt pour la Décennie des Nations Unies pour l'Océanologie au service de la durabilité - 10 défis - ont été d'une grande importance pour la COI et l'IODE. En 2024, les responsables du projet et les autres membres du Groupe directeur se sont concentrés sur la migration d'AquaDocs vers une nouvelle plateforme d'hébergement avec DSquare Technologies, ce qui a permis à l'IODE de réaliser d'importantes économies. La première phase de la migration a été achevée en janvier 2025.
127. Mme Simpson a présenté les avantages du partenariat avec AquaDocs :
- Les membres de l'IAMSLIC gèrent le projet AquaDocs. Des professionnels de l'information expérimentés consacrent bénévolement des centaines d'heures à la gestion du projet, à l'exploitation du dépôt, à l'intégration de nouveaux déposants, à la formation et à la promotion, à la conservation des documents et à l'apport de contenu.
 - L'IODE finance l'hébergement du dépôt auprès d'un fournisseur externe certifié DSpace. L'hébergement externe offre une interface robuste et rationalisée avec un support technique *dédié*. En outre, le bureau du projet IODE offre des conseils techniques au groupe de pilotage AquaDocs et un soutien administratif pour le renouvellement du contrat.
 - L'ASFA soutient AquaDocs de deux manières principales afin d'accroître la visibilité des publications aquatiques : 1) en récoltant les enregistrements d'AquaDocs pour les inclure dans l'interface de recherche d'OpenASFA ; 2) en aidant les organisations à numériser la littérature grise et à la déposer dans AquaDocs.
128. Elle a identifié les avantages de l'IODE :
- AquaDocs propose des identifiants permanents appelés Handles (similaires aux DOI) qui simplifient la citation et la création de liens vers les documents et garantissent l'accès si le site web de l'IODE ou OceanExpert sont redéveloppés.
 - AquaDocs sert de dépôt pour d'autres projets et organisations océanographiques. Il s'agit par exemple du Partenariat pour l'Observation de l'Océan Mondial (POGO) et du Comité Scientifique de la Recherche Océanique (SCOR). En outre, d'autres programmes/produits émergents de la COI (par exemple le Système d'Information sur les Algues Nuisibles) pourraient être liés à des documents spécifiques déjà disponibles dans AquaDocs.
 - AquaDocs fait partie de l'écosystème ODIS/OIH qui augmente la facilité de découverte des documents marins et aquatiques de la COI et du monde entier.

129. Elle a identifié les avantages de l'hébergement externe comme suit
- L'assistance informatique nécessaire de la part du bureau des projets IODE est minime.
 - Solution complète avec des fonctionnalités supplémentaires non disponibles dans l'installation standard de Dspace (par exemple, exportation des résultats par l'utilisateur, récolte, module de statistiques, outils de gestion du contenu avec éditeurs WYSIWYG pour les pages statiques et les FAQ).
 - Soutien garanti dans un délai convenu
 - Aucun risque pour la sécurité du réseau
 - Une maintenance cohérente
 - Le contrat peut être résilié et le contenu exporté vers le modèle d'auto-hébergement.

130. Mme Simpson a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés qui seront examinés [au point 8.4 de l'ordre du jour](#).

131. **Proposé : Le Comité a exprimé son appréciation pour les progrès réalisés par AquaDocs et a décidé de poursuivre cette activité de programme.**

132. **Proposition : Le Comité a demandé à tous les projets de l'IODE et a invité les États Membres à fournir des documents de recherche et d'information à AquaDocs.**

133. **Proposition : Le Comité a invité les institutions et les organisations ayant une capacité limitée à héberger leur propre référentiel à utiliser AquaDocs.**

3.4.2.2. Archéologie et Sauvetage des Données Océanographiques Mondiales (GODAR)

134. **Mme Paula Sierra Correa** a présenté ce point au nom de M. Hernan Garcia, chef du projet GODAR, qui ne pouvait être présent. Elle a rendu compte de l'activité du programme GODAR (Global Oceanographic Data Archaeology and Rescue) de l'IODE. GODAR est une activité de programme de l'IODE créée en 1993. GODAR complète les données historiques essentielles sur les variables océaniques en cours d'intégration dans la Base de Données sur l'Océan Mondial (WOD) en vue d'un archivage à long terme, d'un accès libre et d'une utilisation. GODAR travaille en collaboration avec d'autres activités menées par l'IODE, notamment ODIS, ainsi qu'avec d'autres activités internationales, notamment le Service Mondial de Données de la NOAA NCEI pour l'océanographie, une composante du Système Mondial de Données (WDS). Les données historiques sont nécessaires pour soutenir la recherche sur le climat et la prise de décision. En 2025, GODAR souhaite organiser un atelier WOD/GODAR à RTC-INVEMAR, en Colombie, et identifier les données pertinentes pour la numérisation. En 2026, GODAR souhaite organiser un atelier similaire dans la région Asie.

135. Mme Sierra Correa a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés qui seront discutés au [point 8.4 de l'ordre du jour](#).

136. **Proposé : Le Comité a remercié l'activité de programme GODAR pour ses efforts visant à consolider, numériser, archiver à long terme et rendre librement accessibles les données océanographiques historiques sur papier contre la dégradation ou la perte, et a décidé que cette activité de programme devrait être poursuivie.**

3.4.2.3 . Projet d'archivage des Données sur la Salinité de Surface de la Mer (GOSUD)

137. **Mme Lotta Fyrberg** présente ce point au nom de M. Ludovic Drouineau, responsable de l'activité du programme GOSUD, qui n'a pas pu être présent. En son nom, Mme Fyrberg a indiqué que le principal objectif du GOSUD (Global Ocean Surface Underway Data Project) est de collecter, traiter, archiver et diffuser en temps réel et en mode différé la salinité de la surface de la mer et d'autres variables recueillies en cours de route par des navires de recherche et d'opportunité. Il a rappelé que l'IODE-27 avait adopté la décision IODE-27/3.3.1.3 rebaptisant le GOSUD Projet d'archivage des données relatives à la surface de la mer en cours de route, tout en conservant l'acronyme GOSUD.
138. Mme Fyrberg a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés qui seront examinés [au point 8.4 de l'ordre du jour](#).
139. Il a été noté que le mot "projet" dans le titre pouvait prêter à confusion car le GOSUD n'est plus un projet mais une activité de programme.
140. Proposition : **Le Comité a décidé de** renommer le GOSUD en "Activité du programme d'archivage des données sur la salinité de surface de la mer sous-marine" (GOSUD).
141. **Proposé : Le Comité a exprimé son appréciation** pour les progrès réalisés par le GOSUD et **a décidé de poursuivre** cette activité de programme.

3.4.2.4. Programme de Profils de Température et de Salinité à l'Échelle Mondiale (GTSP)

142. **Le Dr Paula Sierra Correa** présente ce point au nom de M. Christopher Paver, président du SG-GTSP, qui n'a pas pu être présent. Elle indique que la mission du GTSP est d'acquérir, de synthétiser et de générer des produits de données pour les profils de température et de salinité de l'eau en temps quasi réel et en mode différé (c.-à-d. qualité scientifique). Les principales sources de données sont le système mondial de télécommunications (GTS), principalement pour les données en temps quasi réel, et les centres régionaux d'assemblage de données (DAC) du SOT SOOP, pour les données en mode différé. L'US NOAA/NCEI continue à maintenir la base de données des profils synthétisés et à générer des produits opérationnels de données en temps réel et de meilleures copies. Le MPO canadien continue d'acquérir les données du SMT et de les traiter pour les soumettre à l'US NOAA/NCEI. Les DAC régionaux (c'est-à-dire US NOAA/AOML, University of California San Diego - SCRIPPS, Australia CSIRO et Bureau of Meteorology) continuent de soumettre des données en mode différé à l'US NOAA/NCEI. L'Agence Météorologique Japonaise (JMA) gère le centre de produits de données GTSP pour l'Océan Pacifique Nord.
143. Les produits et services fournis dans le cadre du GTSP sont utilisés par de nombreux produits de données et initiatives de recherche en aval, notamment dans le cadre de l'IODE et au-delà, pour soutenir les études climatiques, la modélisation des processus physiques et l'affinement des techniques de contrôle de la qualité. Sans ce programme, la communauté scientifique et les systèmes opérationnels seraient confrontés à de sérieux revers, à la fois en termes de demandes de ressources et de perte de jeux de données fiables et synthétisés sur les profils océaniques. Cela souligne l'importance cruciale de maintenir le GTSP pour soutenir les efforts de surveillance et de recherche sur l'océan mondial. Bien que le GTSP continue à fonctionner avec des effectifs réduits dans certaines organisations partenaires, le programme continue à combler les lacunes dans les données en ce qui concerne les produits des utilisateurs finaux en développant des voies d'accès au GTSP pour les données en temps réel et en mode différé. Le programme étudie des flux de données parallèles pour les données GTS en temps réel du GOOS, et rétablit des pipelines avec l'Institut Français des Sciences de la Mer (IFREMER) et le Ministère Canadien des Pêches et des Océans (MPO) pour l'acquisition de données en mode différé. Le GTSP commencera également à développer un nouveau pipeline pour

les données du bathythermographe extensible (XBT) en mode différé avec l'Institut National Italien de Géophysique et de Volcanologie (INGV). Dans le cadre de l'initiative US NOAA/NCEI visant à ce que la gestion des bases de données et des produits se fasse dans le nuage dans les années à venir, le GTSPP sollicitera les parties prenantes pour des projets de développement potentiels afin de permettre des produits de données plus natifs et conformes à FAIR. Dans le cadre de ces activités, le GTSPP demande des fonds pour participer à des réunions conjointes avec d'autres programmes et parties prenantes de la COI afin de coordonner les activités de gestion des données et le développement de produits.

144. Mme Sierra Correa a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés qui seront discutés au [point 8.4 de l'ordre du jour](#).
145. Il a été noté que le mot "Programme" dans le titre pouvait prêter à confusion car le GTSPP n'est pas un programme mais une activité de programme.
146. Proposition : **Le Comité a décidé de renommer le GTSPP en "Activité du programme de profil de la température et de la salinité mondiales" (GTSPP).**
147. **Proposé : Le Comité a exprimé son appréciation pour les progrès réalisés par le GTSPP et a décidé de poursuivre cette activité de programme.**

3.4.2.5. Réseau International d'Atlas Côtiers (ICAN)

148. **Mme Tanya Haddad** (coprésidente du groupe directeur de l'ICAN) a indiqué qu'au cours de la période intersession (mai 2023 à novembre 2024), l'ICAN a accueilli avec succès plusieurs boursiers d'été dans le cadre d'un partenariat continu avec Oregon Sea Grant. Les boursiers ont aidé le réseau à poursuivre ses activités en faveur des membres et des projets prioritaires. Les réalisations comprennent la relance du projet d'Atlas Côtier et Marin Africain (ACMA) sur une nouvelle plateforme GeoNode améliorée, et la migration des archives de données de l'ACMA dans le nouveau système. En outre, les présentations des membres de l'ICAN ont été transférées sur une nouvelle chaîne YouTube et organisées en listes de lecture spécifiques à chaque langue. Un chercheur supplémentaire a produit un inventaire actualisé et géoréférencé des projets, comprenant plusieurs cartes et une collection d'annotations soulignant les liens entre les projets et les défis de la Décennie de l'Océan. D'autres mises à jour de l'Atlas Marin et Côtier Africain comprenaient le recrutement et l'inscription de nombreux nouveaux contributeurs de données, ainsi que la préparation et l'organisation d'un atelier de formation sur site intitulé "Formation sur la mise en œuvre des principes FAIR pour les données marines et côtières africaines" à Mombasa, au Kenya. Une dernière activité (webinaire en ligne) a été reportée à 2025 et est toujours en cours de développement.
149. Mme Haddad a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés (non inclus dans le document IOC/IODE-28/3.4.2) qui seront examinés au titre du [point 8.4 de l'ordre du jour](#).
150. **Proposé : Le Comité a exprimé son appréciation pour les progrès réalisés par l'ICAN et a décidé de poursuivre cette activité de programme.**

3.4.2.6. Base de Données Internationale sur les Océans à Qualité Contrôlée (IQuOD)

151. **Le Dr Gael Forget**, co-président de l'IQuOD, a indiqué que grâce à la coordination des ressources et de l'expertise dans le cadre d'un effort communautaire international unique en matière de bonnes pratiques, le projet IQuOD vise à produire, à distribuer gratuitement et à conserver le référentiel de profils de température de subsurface de l'océan mondial de la plus haute qualité, le plus complet et le plus cohérent pour les études du système terrestre, du climat et de l'océan, avec des métadonnées (intelligentes) et une estimation de l'incertitude pour chaque observation.

152. L'IQuOD a pour objectif de produire, de distribuer gratuitement et de conserver le référentiel de profils de température de subsurface de l'océan mondial de la plus haute qualité, le plus complet et le plus cohérent pour les études du système terrestre, du climat () et de l'océan. L'IQuOD a publié la version 0.1 de l'ensemble de données qui contient les attributions d'incertitude de l'IQuOD pour chaque mesure individuelle. L'ensemble de données est hébergé par la World Ocean Database. Récemment, l'IQuOD a développé un algorithme de vérification des doublons et un ensemble de données de référence accessibles au public pour identifier efficacement les doublons dans les bases de données océaniques (doi : 10.3389/fmars.2024.1403175), ainsi qu'un nouvel algorithme de correction des biais pour les données CTD obtenues à partir de CTD montés sur des mammifères (<https://doi.org/10.1175/JTECH-D-23-0081.1>). Des interactions et des collaborations continues ont été établies entre IQuOD, GTSP, ODIS, XBT Science, les membres de la communauté de réanalyse et le SOOPIP lors d'une réunion conjointe organisée par INGV à Bologne, en Italie, en novembre 2024. Les résultats de la réunion seront publiés dans le dépôt IQuOD sur Aquadocs. Au cours des deux prochaines années, l'IQuOD continuera à entretenir des collaborations avec ces groupes et à en établir de nouvelles. L'IQuOD publiera la prochaine version de la base de données avec des drapeaux de contrôle automatique de la qualité (comme décrit dans <https://doi.org/10.3389/fmars.2022.1075510>), et toute amélioration des estimations d'incertitude, des métadonnées et des corrections de biais.
153. Le Dr Forget a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés qui seront discutés au [point 8.4 de l'ordre du jour](#).
154. Proposition : **Le Comité a noté avec satisfaction les progrès réalisés par l'IQuOD et a décidé de poursuivre cette activité de programme.**

3.4.2.7. OBPS (IODE/GOOS)

155. **M. Cristian Muñoz Mas** (coprésident de l'OBPS) a indiqué que l'OBPS (Système des Meilleures Pratiques Océaniques de l'IODE/GOOS) avait récemment tenu sa sixième réunion annuelle du Groupe directeur (SG-OBPS-VI) à Paris (France), du 12 au 14 novembre 2024. La réunion a été l'occasion d'évaluer l'état d'avancement des modules de travail, d'évaluer la mise en œuvre du plan de travail pour 2024 et de discuter des développements futurs du dépôt OBPS. La réunion a mis l'accent sur plusieurs priorités techniques, notamment la mise à niveau du logiciel DSpace et la reconfiguration de l'analyse, afin de garantir que le système reste opérationnel et efficace. Les efforts visant à évaluer le contenu du dépôt ont également été au centre des préoccupations. Il s'agit notamment de la mise en œuvre d'un processus d'examen rigoureux pour s'assurer que seul le contenu pertinent est conservé. Un processus d'examen rigoureux est en cours de mise en œuvre pour supprimer tout matériel qui ne correspond pas à ces critères actualisés. Le rôle des entités d'approbation dans la gestion des meilleures pratiques a également fait l'objet de discussions approfondies, ainsi que la nécessité d'un processus d'examen rigoureux des approbations. Cette année, un conseil consultatif a été créé, dont les recommandations ont été examinées et discutées. Elles soulignent l'importance de l'engagement des parties prenantes auprès des organisations régionales et des organismes de financement, et la nécessité de mettre en place des mécanismes de confiance pour renforcer l'OBPS.
156. Une feuille de route complète et un plan de mise en œuvre ont été identifiés comme des priorités absolues, soutenus par l'adoption d'un cycle d'examen biennal pour l'alignement stratégique. L'une des discussions stratégiques les plus remarquables a porté sur l'élargissement du rôle de l'OBPS dans le cadre des mandats de la COI afin de maximiser l'impact sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'océan. Le groupe a proposé d'adopter un « modèle de fédération » qui intégrerait les programmes de la COI et les sous-commissions régionales. Ce modèle vise à renforcer la représentation mondiale et à établir un cadre de gouvernance structuré au sein de la COI. En outre, comme indiqué dans le document IOC/IODE-28/3.4.2.7, il a été proposé d'étendre le financement de l'IOC-OBPS

à tous les programmes de la COI et de réviser le mandat de l'IOC-OBPS, afin d'assurer un soutien durable et un engagement collaboratif

157. M. Muñoz Mas a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés qui seront discutés au [point 8.4 de l'ordre du jour](#).

158. **Proposé : Le Comité a exprimé son appréciation** pour les progrès réalisés par l'OBPS et **a décidé de poursuivre** cette activité de programme.

159. Proposition : **Le Comité**, prenant en considération la pertinence de l'OBPS pour tous les programmes de la COI, **a demandé à la COI** de considérer l'OBPS comme une activité à l'échelle de la COI **et aux programmes de la COI** (mondiaux et régionaux) de cofinancer l'OBPS avec le GOOS et l'IODE.

160. Proposition : **Le Comité a exhorté** la communauté de l'IODE à documenter d'avantage ses méthodologies et ses meilleures pratiques et à les partager dans le Système des meilleures pratiques en matière d'océan.

3.4.2.8. Catalogue des Sources ODIS (ODISCat)

161. **Mme Lucy Scott**, responsable de l'activité du programme ODIS, a indiqué que le catalogue des sources ODIS (ODISCat) (<https://catalogue.odis.org>) est un catalogue annoté des ressources en ligne fournissant des données et des produits d'information liés à l'océan, qui contient actuellement plus de 3100 enregistrements. Elle a noté que M. Arno Lambert a poursuivi la maintenance de l'application logicielle ODISCat au cours de la dernière période d'intersession.

162. ODISCat et ODIS ont toujours été étroitement liés, mais ils sont désormais intégrés. L'enregistrement ODISCat est désormais la source des liens des partenaires institutionnels vers ODIS, ce qui permet une indexation automatisée des enregistrements de métadonnées. Les partenaires sont propriétaires de leur fiche ODISCat, qu'ils tiennent à jour. Leur plan de site est inclus dans cet enregistrement ODISCat, ce qui permet la découverte automatisée de leurs métadonnées.

163. Le Comité a été informé qu'aucune ressource financière n'était nécessaire pour cette activité de programme, ODISCat étant géré par le Secrétariat de l'IODE.

164. Proposition : **Le comité a demandé aux** CNDO et aux UDA de créer ou de mettre à jour leur(s) enregistrement(s) ODISCat, ce qui, d'une part, assure la visibilité de leur institution dans le monde et, d'autre part, constitue la première étape de l'adhésion à ODIS.

165. **Proposé : Le Comité a exprimé son appréciation** pour les progrès réalisés par ODISCat et **a décidé de poursuivre** cette activité de programme dans le cadre d'ODIS.

3.4.2.9. OceanExpert

166. **Mme Sofie de Baenst**, responsable de l'activité de programme OceanExpert (OE), a expliqué qu'OceanExpert continue d'être utilisé par de nombreux programmes et partenaires de la COI et que l'on s'efforce en permanence d'améliorer la base de données et l'interface utilisateur. Voici quelques exemples d'améliorations/changements apportés aux fonctionnalités d'OceanExpert :

- En 2024, la nouvelle procédure d'enregistrement a été mise en place avec succès.
- De plus en plus de sites web de la COI utilisent le système d'authentification unique (Single Sign-On)
- Les fonctionnalités de rapportage d'OceanExpert contribuent également à plusieurs rapports établis par la COI
- La politique en matière de données a été révisée (compte tenu de l'actuel GDPR et des réglementations des Nations unies sur le stockage des données personnelles).
- Les documents contenus dans OceanExpert sont désormais accessibles à partir du menu

- Les instituts enregistrés dans OceanExpert sont désormais accessibles à partir du menu - avec des options de recherche améliorées
- Des mises à jour ont été apportées au calendrier des événements avec des fonctionnalités supplémentaires lors de la création d'un nouvel événement.
- Création d'une roue de planification pour les événements de la COI - utilisée par le personnel de la COI pour organiser sa présence
- Pour un profil d'expert il y a maintenant une nette distinction entre le lieu de travail/la nationalité et les informations relatives à l'institut.
- QC continu : mise à jour des groupes, éviter les duplications dans les événements, experts, résoudre les échecs de courrier, ...
- Les informations sur les experts, les instituts et les événements sont publiées conformément aux règles de l'Archivage ODIS pour ODIS/OIH, Google, Bing,... à récolter.
- Le nombre d'experts ne cesse de croître dans l'annuaire (<https://oceanexpert.org/statistics>)
- Du matériel de sensibilisation a été créé (vidéos, autocollants)

167. Le manque de personnel au bureau du projet a réduit le temps à consacrer au plan de travail de l'OE. L'objectif est d'engager un consultant pour améliorer la fonctionnalité des différents privilèges dans l'OE, la refonte du système d'envoi de l'OE et la mise à jour du système vers la dernière version du cadre Symfony. Il est prévu que le chef de projet ait plus de temps à consacrer à l'activité du programme.

168. Mme de Baenst a ensuite présenté le plan de travail et le budget proposés (non inclus dans le [document IOC/IODE-28/3.4.2](#)) qui seront examinés au titre du [point 8.4 de l'ordre du jour](#).

169. **Proposé : Le Comité a exprimé son appréciation pour les progrès réalisés par OceanExpert et a décidé de poursuivre cette activité de programme.**

3.4.2.10. Cadre de Gestion de la Qualité de l'IODE (QMF)

170. **M. Greg Reed**, président du SG-QMF, a indiqué que les principaux objectifs de l'activité de programme IODE-QMF étaient les suivants : (i) fournir une stratégie globale, des conseils et des orientations aux CNDO/UDA afin de mettre en place des systèmes organisationnels de gestion de la qualité pour la fourniture de données, de produits et de services océanographiques et connexes, (ii) initier et réviser les normes, manuels et guides existants en ce qui concerne l'inclusion des procédures et pratiques de gestion de la qualité, et (iii) appliquer les activités de développement des capacités nécessaires pour assurer l'accréditation des CNDO/UDA selon des critères convenus afin d'amener tous les CNDO/UDA à un niveau minimum convenu.

171. Pendant l'intersession,

- Trois demandes d'accréditation en tant que CNDO ont été reçues. Elles émanaient du Centre Norvégien de Données Marines (NMD), du Centre National Italien de Données Océanographiques (hébergé à l'Institut National d'Océanographie et de Géophysique Appliquée - OGS) et du Réseau Australien de Données Océanographiques (AODN). Toutes les demandes ont été examinées par le SG-QMF qui a recommandé que les CNDO obtiennent le statut de Centre National de Données Océanographiques accrédité par l'IODE.
- Deux demandes d'accréditation en tant qu'UDA ont été reçues. Il s'agit du Réseau de Suivi des Océans (OTN) et du Système d'Observation et de Préviation des Côtes des Îles Baléares (SOCIB). Ces demandes ont été examinées par le SG-QMF qui a recommandé que les UDA obtiennent le statut d'Unité de Données Associée accréditée de l'IODE.
- Le British Oceanographic Data Centre (BODC) a présenté une demande de réaccréditation en tant que CNDO. Cette demande a été examinée par le SG-QMF, qui a recommandé que le BODC conserve son statut de CNDO accrédité.

172. Le cours de formation sur le système de gestion de la qualité IODE/OTGA pour les CNDO et les UDA a été dispensé sur place du 16 au 18 janvier 2024 et 16 participants représentant 11 CNDO et UDA l'ont suivi avec succès. Des formateurs du Royaume-Uni, de Norvège, d'Irlande et d'Australie ont assuré la formation.
173. M. Reed a indiqué qu'il existait un besoin de formation à la Gestion de la Qualité en espagnol et que des demandes de formation avaient été reçues. Tout CNDO ou UDA accrédité qui souhaiterait contribuer à un cours de formation sur la gestion de la qualité en espagnol devrait contacter la coordinatrice de la formation de l'IODE, Mme Ana Carolina Mazzuco.
174. Le Groupe Directeur a examiné et révisé le Cadre de Gestion de la Qualité de l'IODE pour les Centres Nationaux de Données Océanographiques et les Unités de Données Associées (Manuels et guides de la COI 67) et l'édition révisée a été publiée en octobre 2023.
175. L'IODE-XXVII a approuvé les modifications apportées au processus d'accréditation de l'IODE afin d'inclure la certification par le CTS comme répondant aux exigences de l'accréditation de l'IODE. Tout CNDO ou UDA certifié par le CTS se verra attribuer le statut de Centre National de Données Océanographiques Accrédité par l'IODE ou d'Unité de Données Associée Accréditée par l'IODE, à condition qu'il puisse prouver (i) qu'il fournit des rapports nationaux au Comité de l'IODE et (ii) qu'il respecte les normes et les meilleures pratiques de l'IODE. Le SG-QMF a examiné ces conditions et **recommande d'ajouter une condition supplémentaire pour les centres de données certifiés CTS, à savoir (iii) l'adhésion à la politique de données et aux conditions d'utilisation de la COI (2023).**
176. M. Reed a informé le Comité qu'il se retirait du groupe de pilotage.
177. Il a invité un membre du comité IODE à le remplacer.
178. Proposition : **Le Comité s'est félicité** des progrès accomplis par le forum de gestion de la qualité de l'IODE et **a décidé de poursuivre** cette activité de programme.
179. Proposition : **Le Comité a chargé** le SG-QMF d'élire un nouveau président dès que possible.
180. Proposition : **Le Comité a chargé** le SG-QMF de réviser les Manuels et Guides 67 de la COI, Cadre de gestion de la qualité de l'IODE pour les Centres Nationaux de Données Océanographiques et les Unités de Données Associées, afin d'y inclure l'exigence supplémentaire d'accréditation pour les centres certifiés CTS.

3.4.2.11 Base de Données sur les Océans du Monde (WOD)

181. Aucun rapport ou plan de travail n'a été reçu.
182. **Proposé : Le Comité a regretté** l'absence de rapport et de plan de travail pour cette activité. **Le Comité a renvoyé** les discussions sur l'avenir de cette activité vers le Groupe de Gestion.

3.4.3 Projets IODE

183. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg**, coprésidente de l'IODE. Elle a fait observer que les projets de l'IODE, tels qu'ils sont définis, sont entièrement tributaires d'un financement extrabudgétaire et ont leur propre plan de travail, leur propre budget et leurs propres procédures d'évaluation. Les rapports sur ces activités ne sont donc présentés qu'à titre d'information. Elle a invité M. Ward Appeltans à rendre compte brièvement des projets dont il est responsable, en indiquant que le projet Ocean InfoHub (financé par le FUST) se terminait en décembre 2024 et se poursuivait désormais sous le nom d'ODIS, tandis que le projet OTGA2 (financé par le FUST) se terminait également en 2024 et se poursuivait sous le nom d'OTGA.

184. M. Appeltans a rendu compte du projet PacMAN (Pacific Islands Bioinvasion Alert Network) (2020-2024), financé par le Gouvernement Flamand par le biais du Fonds Fiduciaire UNESCO/Flandre pour la Science (FUST). Le projet, principalement axé sur les Fidji, visait à renforcer les capacités locales en sciences pour détecter les espèces marines envahissantes à l'aide de technologies moléculaires. Le projet a développé un outil d'aide à la décision pour l'alerte précoce, un pipeline bioinformatique personnalisé et un système de bout en bout pour la surveillance, l'échantillonnage et l'analyse des espèces marines envahissantes. Il a également assuré la formation des chercheurs locaux.
185. Les principaux résultats du projet PacMAN sont les suivants :
- Développement d'un plan de surveillance des espèces marines envahissantes soutenu par les parties prenantes locales. Ce plan a été publié dans la série technique n° 168 de la COI et comprend une liste de surveillance des espèces à haut risque pour les Fidji.
 - Mise en place d'un outil d'aide à la décision permettant d'analyser les détections d'espèces, d'évaluer les risques et d'afficher les informations dans un format convivial. Cette plateforme est synchronisée avec le système d'information sur la biodiversité des océans (OBIS) pour récupérer les données.
 - Renforcement des capacités par la formation, y compris un cours de formation scientifique sur les méthodes moléculaires (ADN environnemental, PCR) pour 21 participants d'organisations de parties prenantes clés à Fidji, ainsi qu'une formation sur l'outil d'aide à la décision. Il s'agissait du tout premier cours pratique sur l'ADN environnemental organisé aux Fidji.
 - Détection de deux espèces envahissantes à haut risque, *Didemnum perlucidum* et *Perna viridis*, par séquençage de l'ADN des échantillons collectés. Des tests de qPCR ont été développés et testés pour ces espèces à haut risque. La présence de *Didemnum perlucidum* a également été confirmée par qPCR en dehors du port de Suva.
 - L'engagement actif des parties prenantes tout au long du projet, afin d'assurer l'alignement sur les besoins locaux et de favoriser un sentiment d'appropriation et une sensibilisation accrue aux approches de surveillance des espèces envahissantes et à l'expertise scientifique au niveau national. Cet engagement s'est concrétisé par des réunions en face à face, des conférences nationales et régionales et des réunions du conseil d'administration. Un conseil consultatif composé de 19 représentants des parties prenantes locales et régionales a été mis en place.
 - Contribution aux objectifs nationaux et internationaux en matière de biodiversité par ses contributions à l'objectif 6 de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) au titre du Cadre Mondial pour la Biodiversité Kunming-Montréal et au plan d'action stratégique national pour la biodiversité 2020-2025 de Fidji.
 - Développement de procédures opérationnelles standardisées qui ont été officiellement remises aux parties prenantes lors de la dernière réunion du projet PacMAN (20 novembre 2024), garantissant la poursuite des efforts du projet au-delà de sa conclusion.
 - Le projet a connu des difficultés, notamment des retards dus à la pandémie de COVID-19 et des problèmes d'approvisionnement, mais il a globalement donné des résultats satisfaisants. Le projet PacMAN a été reconnu comme un exemple pionnier d'implication des parties prenantes et un modèle de co-conception dans le développement de projets. Le projet a permis à Fidji de devenir un leader dans la surveillance des espèces marines envahissantes dans la région.
186. Proposition : **Le Comité s'est félicité de la mise en œuvre réussie du projet PacMAN et a recommandé que ses résultats et les pratiques développées soient utilisés comme exemples pour des projets similaires par les États Membres.**

3.4.4 Rapport sur la mise en œuvre du règlement intérieur révisé pour les activités de l'IODE

187. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Paula Sierra Correa**, coprésidente de l'IODE. Elle a rappelé que le nouveau Règlement intérieur avait été publié dans les [Manuels et guides de la COI n° 91](#) (Règlement intérieur pour les éléments de programme, les activités de programme et les projets de l'IODE).
188. Elle a rappelé que le Groupe de Gestion, à sa réunion de février 2024, était convenu que tous les composantes et activités de programme devraient préparer pour la 28^e session de l'IODE des documents décrivant en détail la manière dont le nouveau Règlement intérieur avait été adopté dans leur structure de gestion. Le Secrétariat de l'IODE avait invité tous les composantes et activités de programme à présenter un bref rapport sur cette question. Elle a informé le Comité que seul l'OBIS avait rendu compte des progrès accomplis sur ce point de l'ordre du jour.
189. **Mme Katherine Tattersall** (coprésidente du SG-OBIS) a indiqué que l'OBIS avait créé un groupe de travail intersession (IWG-OBIS-Structure) chargé de proposer une nouvelle structure de gestion de l'OBIS conforme aux nouvelles règles et procédures de l'IODE. Le Groupe de travail intersession sur la structure de l'OBIS a examiné et mis à jour les mandats de plusieurs composantes de sa structure de gestion, notamment le Groupe directeur de l'IODE pour l'OBIS (SG-OBIS), les coprésidents du SG-OBIS, les nœuds de l'OBIS et le Comité exécutif de l'OBIS. En outre, des mandats ont été créés pour trois nouveaux groupes de coordination (nœuds, données et produits) afin d'orienter et d'appuyer le domaine prioritaire 1 : Mobilisation des données et le domaine prioritaire 2 : Application des données. Les trois groupes de coordination de l'OBIS remplacent les diverses équipes de travail et équipes de projet de l'OBIS. Cette nouvelle structure de gestion de l'OBIS a été adoptée par le Groupe directeur de l'IODE pour l'OBIS à sa 12^e session (mars 2024).
190. Proposition : **Le Comité a remercié l'OBIS pour les progrès accomplis, mais a regretté qu'aucune autre composante ou activité du programme IODE n'ait fait état de progrès.**
191. Proposition : **Le Comité a chargé toutes les composantes et activités de programme de l'IODE de préparer, pour la prochaine réunion du Groupe de gestion de l'IODE, des documents détaillant la manière dont le nouveau règlement intérieur a été adopté dans leur structure de gestion.**

3.4.5 Rapport du groupe de travail intersession sur le réexamen de la structure et des méthodes de travail de l'IODE

192. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Paula Sierra Correa**, coprésidente de l'IODE. Mme Sierra Correa a rappelé que l'IODE-27 avait créé le Groupe de travail intersession sur le réexamen de la structure et des méthodes de travail de l'IODE par la décision IODE-27/9.1. Ses objectifs étaient les
- (i) Revoir la structure et les méthodes de travail de l'IODE et en évaluer l'efficacité et l'efficience ;
 - (ii) Élaborer, le cas échéant, une proposition de mesures nécessaires pour adapter la structure du programme et les méthodes de travail ; et
 - (iii) Soumettre son rapport final, y compris un projet de proposition, à l'IODE-XXVIII.
193. Elle était composée de M. Ariel Troisi, M. Sergey Belov, M. Taco de Bruin, M. Francisco Arias, Mme Lotta Fyberg, Mme Paula Sierra Correa, M. Kimmo Tikka, M. Lennert Tyberghein, M. Michael Linthon, M. Jonathan Pye, Mme Sun Miao, Mme Fangfang Wan, M. Marc Taconet, M. Jan-Bart Calewaert, M. Joon-Soo Lee, M. Sheldon Carter, M. Patrick Gorringer, M. Mortaza Tavakoli et M. Hernan Garcia.

194. M. Sierra Correa a rappelé qu'en ce qui concerne l'alinéa (i) ci-dessus (structure de l'IODE), l'IODE-27 avait examiné les éléments structurels du programme de l'IODE au titre du point 3.3.3 de l'ordre du jour et avait approuvé la désignation des activités de l'IODE en tant que composantes de programme, activités de programme et projets, estimant que cela devrait rendre les activités de l'IODE plus attrayantes pour les partenaires en vue d'une coopération. IODE-27 a décidé de désigner ODIS, OBIS et OTGA comme composantes du programme et d'en tenir compte dans le plan de travail et le budget 2023-2025.
195. L'IODE-27 avait en outre chargé le Groupe de gestion de l'IODE (i) de clarifier et d'affiner les définitions des noms ; (ii) de proposer la désignation de toutes les autres activités de l'IODE ; et (iii) de proposer des procédures pour guider les demandes de nouvelles composantes, activités et projets, et de les soumettre au Comité de l'IODE à sa vingt-huitième session en 2025.
196. Le Groupe de gestion de l'IODE a tenu une réunion *ad hoc* le 1er septembre 2023 et s'est acquitté de la tâche consistant à « clarifier et affiner les définitions des noms », mais a recensé plusieurs questions nécessitant un examen plus approfondi. Le Groupe de gestion a décidé de poursuivre ses travaux en vue de « proposer des procédures pour guider les demandes de nouvelles composantes, activités et projets, et de les soumettre à la 28^e session du Comité de l'IODE en 2025 » par le biais de réunions *ad hoc* et d'achever ses travaux d'ici à décembre 2024.
197. En ce qui concerne le point (i) ci-dessus (méthodes de travail), elle a fait observer que le nouveau Règlement intérieur des composantes et activités de programme de l'IODE avait été publié sous la cote 91 des Manuels et guides de la COI (<https://oceanexpert.org/document/32232>). En outre, une révision du Cadre de gestion de la qualité de l'IODE pour les centres nationaux de données océanographiques et les unités de données associées (2^e édition révisée) a été publiée sous le titre Manuels et Guides de la COI 67 rev. 2 (<https://oceanexpert.org/document/33321>).
198. Mme Sierra Correa a informé le Comité que le groupe de travail intersession s'était réuni en ligne en 2024 et avait examiné les suites à donner à la décision IODE-27/9.1 en tenant compte des mesures prises par le Groupe de gestion de l'IODE, notamment la publication de plusieurs documents pertinents.
199. Proposition : **Le comité a pris note** avec satisfaction des mesures prises concernant la structure et les méthodes de travail de l'IODE.
200. Proposition : **Le Comité a chargé** le groupe de gestion de suivre la mise en œuvre de la nouvelle structure et d'identifier toute question nécessitant une attention particulière.
201. Proposition : **Le Comité a clôturé** le groupe de travail intersession sur le réexamen de la structure et des méthodes de travail de l'IODE et a remercié ses membres pour leurs contributions.

3.4.5.1. Avenir des Unités d'Information Associées (UIA) de l'IODE

202. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Paula Sierra Correa**, coprésidente de l'IODE. Elle a rappelé que la création d'UIA en tant qu'élément structurel avait été recommandée par l'ancien Groupe d'Experts de l'IODE sur la Gestion de l'Information Marine (GE-MIM) et avait été adoptée par la recommandation IODE-XXIV.5 en 2017. L'objectif était de créer un réseau mondial de bibliothèques marines. Le Comité de l'IODE a invité à plusieurs reprises les États Membres à créer des UIA. En outre, l'IAMSLIC (International Association of Aquatic and Marine Science Libraries and Information Centers) a également été invitée à promouvoir l'adhésion à un réseau d'UIA parmi ses membres. Malgré des invitations répétées, seules six bibliothèques se sont inscrites ([voir https://oceanexpert.org/group/423](https://oceanexpert.org/group/423)). Peu d'entre elles ont participé aux sessions de l'IODE en tant qu'UIA.
203. Mme Sierra Correa a donc invité le Comité à se demander si l'UIA devait rester un élément structurel de l'IODE. L'IODE pourrait plutôt envisager de promouvoir le développement

d'une communauté de « bibliothécaires marins » par le biais d'AquaDocs. AquaDocs dispose déjà d'un vaste groupe d'experts en bibliothéconomie qui soumettent des documents au dépôt d'AquaDocs. Ils pourraient être organisés en une liste de diffusion communautaire

204. Proposition : **Le Comité**, compte tenu de la composition limitée des bibliothèques marines en tant qu'AIU, **a décidé de** supprimer les UIA en tant qu'éléments structurels de l'IODE.
205. Proposition : **Le Comité a chargé** l'activité de programme AquaDocs de créer une liste de diffusion de la communauté de pratique composée de tous les auteurs de documents AquaDocs.

3.5 RAPPORT D'AVANCEMENT SUR LE CADRE DE GESTION DE LA QUALITÉ DE L'IODE

206. Voir 3.4.2.10.

3.6 RAPPORTS D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS CONJOINTES AVEC LES PROGRAMMES DE LA COI ET D'AUTRES PARTENAIRES

3.6.1 Science de l'Océan de la COI

207. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg** au nom de Mme Karen Evans, chef de la Section des Sciences de l'Océan, qui n'a pu être présente. Elle s'est référée au document [IOC/IODE-28/3.6.1 \(Activités conjointes avec le Programme d'océanologie\)](#) dans lequel cinq domaines principaux de collaboration entre l'IODE et la Section des Sciences de l'Océan sont détaillés. Il s'agit des domaines suivants :
- Un système d'information sur les algues nuisibles (HAIS), une activité conjointe du groupe intergouvernemental COI-FAO sur les efflorescences algues nuisibles (IPHAB) et de l'IODE, qui soutient le rapport mondial des Nations Unies sur l'état des HAB et visualise les données de la base de données sur les événements liés aux algues nuisibles (HAEDat).
 - Une base de données et un atlas de l'oxygène de l'océan mondial (GO₂DAT), produits dans le cadre du programme GOOD (Global Ocean Oxygen Decade) de la Décennie des Nations Unies, dont l'IODE est un partenaire principal et un membre du groupe de pilotage ;
 - Facilitation de la livraison des données de l'indicateur de l'ODD 14.3.1 dans un portail en ligne dédié, dans le cadre des responsabilités de la COI en tant qu'agence dépositaire de cet indicateur à l'appui du Programme de Développement Durable à l'Horizon 2030 ;
 - Le Rapport Mondial sur les Sciences Océaniques (GOSR) à l'appui de la décision IOC-XXIX/5.1 de l'Assemblée de la COI, et la fourniture du portail de données de l'indicateur ODD 14.a dans le cadre des responsabilités de la COI en tant qu'organisme dépositaire de cet indicateur à l'appui du Programme de Développement Durable à l'Horizon 2030 ;
 - Le rapport sur l'état de l'océan (StOR), une initiative conjointe de l'OSS et de l'IODE qui fournit des informations et des développements axés sur les sept résultats de la Décennie des Nations Unies pour l'Océanographie.
208. Elle a noté que le document décrivait plusieurs domaines de collaboration future et les budgets estimatifs associés (en grande partie en nature), notamment
- Rajeunissement du HAIS et du HAEDat (fonds extrabudgétaires à identifier) ;

- Contribution aux réunions du groupe de pilotage GOOD et facilitation des contributions de GO₂DAT à ODIS ;
- Participation aux réunions du groupe de travail sur les indicateurs et poursuite du développement du portail de données en ligne sur les indicateurs de l'ODD 14.3 afin de mettre en œuvre un système fédéré, de maintenir les fonctions existantes du portail et de développer des outils de visualisation pour l'utilisateur des données, ainsi que d'améliorer les possibilités de recherche des ensembles de données existants ;
- Poursuite du développement du portail de données de l'OSGR afin de faciliter la soumission des données par les États Membres, la recherche de métadonnées, de données et de documents connexes, ainsi que la visualisation des données pour répondre aux besoins de multiples parties prenantes ;
- Contribution continue à la fourniture d'informations et de scénarios pour le StoR, axés sur la biodiversité, l'observation des océans et la gestion des données.

209. Proposition : **Le Comité a décidé** que le Secrétariat de l'IODE () et la Section des Sciences Océaniques continueraient de collaborer pour honorer les engagements pris dans le cadre des décisions de l'Assemblée, des responsabilités de la COI liées à la garde des indicateurs de l'ODD 14 et des activités conjointes convenues.

210. Proposition : **Le Comité a décidé** que le Secrétariat de l'IODE et la Section des sciences océaniques collaboreraient à un effort commun de mobilisation des ressources pour soutenir les activités dont la mise en œuvre nécessite un financement extrabudgétaire.

3.6.2 Système mondial d'observation de l'océan (GOOS)

211. **Mme Joanna Post**, chef de l'OOS, a rendu compte des mises à jour du GOOS et des résultats de la réunion du Comité directeur du GOOS concernant l'IODE.

212. En ce qui concerne le Système IODE/GOOS des Meilleures Pratiques Océaniques, elle a informé ses collègues de la nouvelle approche des projets du GOOS. Elle a évoqué le point 3.4.2.7 de l'ordre du jour et les invitations faites à la COI de considérer que l'OBPS devrait être une entreprise à l'échelle de la COI, et aux autres programmes de la COI de cofinancer l'OBPS.

213. Mme Post a ensuite évoqué le premier atelier sur les données IODE/GOOS tenu au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE (30 septembre - 2 octobre 2024), qui constituait la première étape vers une architecture de données de la COI, et s'est félicitée du point 6.1 de l'ordre du jour à cet égard.

214. Mme Post a également rendu compte de la poursuite de la coopération avec l'IODE et l'OBIS sur le portail BioEco. Avec l'évolution des travaux du groupe BioEco et de l'OBIS, le Comité directeur du GOOS a reconnu qu'un plan d'observation de la biodiversité pourrait aider à soutenir un plan de biodiversité plus large de la COI qui répond aux mandats des Nations Unies, y compris ceux où l'OBIS, le GOOS et la COI sont spécifiquement identifiés comme contributeurs, tels que le Cadre mondial pour la biodiversité (GBF) de Kunming-Montréal et l'Accord sur la biodiversité au-delà des limites de la juridiction nationale (BBNJ), ainsi que d'autres espaces d'application pertinents.

215. Proposition : **Le Comité a remercié** le GOOS pour la collaboration continue et les progrès réalisés et **a décidé** que la collaboration et les synergies devaient être poursuivies et renforcées.

3.6.3 Systèmes d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets et systèmes d'information sur les tsunamis de la COI

216. **Le Dr Paula Sierra Correa** présente ce point au nom de M. Bernardo Aliaga, chef de la section TSR, qui n'a pas pu être présent. Elle a indiqué que le programme, par l'intermédiaire du Centre international d'information sur les tsunamis (STC ITIC), a travaillé en étroite collaboration avec l'OTGA pour développer du matériel d'apprentissage en ligne afin de soutenir la sensibilisation et la préparation aux tsunamis dans le monde entier. En 2024, un nouveau cours de formation en ligne à son propre rythme (UNESCO COI -

Sensibilisation aux tsunamis) a été lancé avec succès et a attiré 205 participants du monde entier. 99 certificats ont été délivrés, provenant de 44 pays, dont plusieurs PEID. Un deuxième cours de formation en ligne (UNESCO COI - Préparation aux tsunamis) a été développé avec l'aide de deux stagiaires parrainés par l'UNESCO COI et hébergés par l'ITIC. Ce cours est actuellement en cours de révision et devrait être lancé au début de 2025.

217. Elle a également indiqué que le secrétariat de l'OTGA avait été invité par le Groupe intergouvernemental de coordination UNESCO-COI pour le Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans le Pacifique (GIC/PTWS) à participer à l'élaboration du cadre de compétences minimales du PTWS pour le NTWC, qui sera mis à l'essai dans le cadre d'un cours de formation à l'OTGA en 2025.

218. Ces initiatives ont été menées par la directrice du CIIT, Mme Laura Kong, avec le soutien de la spécialiste des technologies de l'information du CIIT, Mme Tammy Fukuji, du chef du Centre d'information sur les tsunamis dans l'océan Indien (IOTIC), M. Ardito Kodijat, de l'ancien spécialiste de programme principal, M. Tony Elliott, et du coordinateur du projet OTGA, M. Greg Reed.

219. Propositions : **Le Comité a reconnu la collaboration plus étroite et les actions de développement des capacités accomplies par la TSR et l'OTGA.**

220. Propositions : **Le Comité a accueilli favorablement la nouvelle initiative pilote (PTWS Minimum NTWC Competency Framework), et a demandé que ces cours (et les tâches connexes) soient inclus dans la formation OTGA prévue pour 2025.**

3.6.4 Politique maritime et régions

221. **Mme Lotta Fyrberg** a présenté ce point au nom de M. Julian Barbière, chef de la Section MPR, qui n'a pas pu être présent. Elle a informé le Comité des activités conjointes existantes et potentielles entre l'IODE et MPR et de l'intérêt qu'elles présentent pour plusieurs programmes et projets de la COI, ainsi que de la condition préalable à la mise en place de la chaîne de valeur de la COI, depuis l'observation et les données océaniques jusqu'aux politiques marines fondées sur les connaissances.

222. En ce qui concerne le programme mondial de planification de l'espace marin (MSPglobal), Mme Fyrberg a fait état de quatre activités spécifiques de MSPglobal 2.0 liées au développement des capacités et des données : (i) un nouveau cours de formation en ligne MSPglobal, multilingue et à son propre rythme, disponible à l'OTGA depuis septembre 2024 ; (ii) l'élaboration en cours d'une évaluation mondiale des besoins en capacités basée sur les résultats de l'enquête de la COI sur la planification de l'espace marin envoyée aux États Membres en novembre 2024, qui servira de base à des activités spécifiques adaptées de la COI et d'autres institutions intéressées ; (iii) l'élaboration conjointe d'une publication sur la manière de développer une infrastructure de données spatiales pour la MSP, qui devrait être lancée au cours de l'IODC-3 ; et (iv) l'élaboration conjointe d'une publication sur la manière d'intégrer l'observation de l'océan dans la MSP, qui devrait être lancée au cours de la troisième session de la Commission océanographique des Nations Unies. Les tâches principales d'élaboration du contenu de la formation et de rédaction des publications ont été menées par un membre de l'équipe MSPglobal, tandis que les membres de l'équipe IODE ont collaboré en apportant un soutien technique en nature (participation aux ateliers, contributions écrites et révisions).

223. Mme Fyrberg a informé qu'une troisième phase de MSPglobal est confirmée par l'Union européenne (principal donateur), et qu'un soutien en nature de l'équipe de l'IODE serait donc apprécié pour contribuer aux activités suivantes : (i) nouvelles formations multilingues et à son propre rythme à l'OTGA sur des sujets liés à la MSP tels que la biodiversité et le climat, les données et l'engagement des IPLC ; et (ii) élaboration conjointe de publications supplémentaires sur la MSP et les données, telles que les impacts cumulatifs et les scénarios. MSPglobal 3.0 est un projet de deux ans qui débutera en juillet 2025. Elle a noté

que parmi ces propositions, les ressources pour la formation concernant l'engagement des communautés autochtones et locales n'ont pas encore été mobilisées.

224. S'appuyant sur l'expérience de ses programmes et projets, Mme Fyrberg a indiqué qu'une vaste stratégie de la COI sur la planification et la gestion durables des océans était en cours d'élaboration. La SOPM est un cadre général qui couvre diverses politiques marines sur lesquelles la COI a travaillé, telles que la gestion intégrée des zones côtières (ICZM), la planification de l'espace marin (MSP), la planification durable des océans (SOP), les zones marines protégées (MPA), etc. Le projet de stratégie SOPM a deux objectifs directement liés à l'IODE : (i) l'amélioration de l'observation, des données, des cadres de données et de la gestion des connaissances pour la gestion basée sur les écosystèmes et les applications sectorielles ; et (ii) l'expansion du développement des capacités. En ce qui concerne les données, la stratégie SOPM devrait tirer parti des initiatives de la COI telles que l'OBIS et l'ODIS, en améliorant l'accessibilité des données et la modélisation, fournissant ainsi aux décideurs et aux parties prenantes des informations complètes et fiables. Elle a noté que les États Membres et les membres du Bureau de la COI ont désigné des experts pour siéger au Groupe de travail de la COI sur la planification et la gestion durables des océans (IOC/WG-SOPM) afin de finaliser la stratégie et de préparer un plan de mise en œuvre d'ici l'Assemblée de la COI-33. Le coprésident et chef de l'IODE, ainsi que son assistant CD, sont membres du WG-SOPM.

225. Proposition : **Le Comité s'est félicité du développement du SOPM et de l'objectif qui inclut l'amélioration de l'observation, des données, des cadres de données et de la gestion des connaissances pour la gestion basée sur les écosystèmes et les applications sectorielles et qui se réfère spécifiquement à OBIS et ODIS.**

226. Proposition : **Le Comité a demandé instamment aux centres de données de l'IODE ainsi qu'à ses trois composantes de programme OBIS, ODIS et OTGA de participer activement et de contribuer au développement et à la mise en œuvre, afin de soutenir la gestion basée sur les écosystèmes et les sectorielles.**

3.6.5 Sous-commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents (IOCAFRICA)

227. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Ibukun Adewumi**, chef du secrétariat de la Sous-Commission UNESCO/COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents (IOCAFRICA). Il a rendu compte de la coopération entre l'IODE et la Sous-Commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents (IOCAFRICA). Il a souligné les principales réalisations de cette collaboration et a exposé les attentes pour la période intersessions 2025-2026.

228. M. Adewumi a noté que la coopération entre l'IODE et l'IOCAFRICA s'est concentrée sur deux initiatives majeures. L'IOCAFRICA a facilité la participation de cinq professionnels de l'océan en début de carrière (ECOP) d'Afrique du Nord au cours de formation mixte sur « l'introduction aux techniques d'étude océanographique et à la gestion des données » qui s'est tenu à Malte en 2024. En outre, l'IOCAFRICA, en partenariat avec l'OTGA, organise un atelier de formation sur l'ADN environnemental (eDNA) au Cap-Vert, prévu pour le deuxième trimestre 2025. Ces initiatives ont contribué aux efforts de renforcement des capacités, bien qu'il ait été noté que l'organisation de quelques sessions de formation de trois jours dans des pays sélectionnés ne peut pas être considérée comme ayant fourni de nombreuses opportunités de formation en Afrique. Une approche plus globale et durable du renforcement des capacités est nécessaire pour répondre aux besoins du continent.

229. En ce qui concerne la mise en œuvre du Système d'information et de données océaniques (ODIS), M. Adewumi a indiqué que l'IOCAFRICA avait contribué à soutenir les capacités de gestion des données dans toute la région. Les efforts spécifiques comprennent l'assistance au Ministère de la pêche et des ressources marines (MFMR) en Namibie en fournissant des conseils complets pour l'installation du logiciel de catalogue de métadonnées CKAN et des extensions essentielles pour faciliter l'intégration de l'ODIS. En outre, IOCAFRICA a

soutenu l'Institut National des Sciences et Technologies de la Mer (INSTM) en Tunisie en aidant à la création d'entrées dans le catalogue ODIS pour les ensembles de données et les projets à venir, améliorant ainsi la connectivité et l'accessibilité. Cependant, il a été reconnu que la gestion des données en Afrique nécessite d'avoir des centres dans la région qui sont capables d'entreprendre ces tâches, et actuellement, seuls quelques pays sont équipés de manière adéquate pour le faire.

230. Malgré ces réalisations, M. Adewumi a reconnu plusieurs défis, notamment les contraintes financières qui limitent l'ampleur des initiatives, les lacunes dans les capacités techniques des centres nationaux de données océanographiques (CNDO), les complexités associées à la coordination des efforts entre de multiples parties prenantes, et la capacité limitée des experts régionaux à assister aux réunions cruciales de l'IODE en raison de contraintes financières. En outre, il a été noté que si des observations océaniques (collecte de données) sont effectuées dans certains pays, le manque de soutien financier pour les organisations dédiées à la coordination de ces observations à travers l'Afrique reste un défi important.
231. En outre, M. Adewumi a souligné que l'absence d'engagements nationaux forts dans plusieurs pays est un obstacle majeur au progrès. Il est essentiel que les gouvernements nationaux s'engagent durablement pour éviter la perte de mémoire institutionnelle et assurer la continuité des efforts de gestion des données océaniques.
232. Pour la période intersession 2025-2026, M. Adewumi a mis l'accent sur les priorités suivantes pour la poursuite de la collaboration avec l'IODE :
- Renforcer les initiatives de renforcement des capacités en élaborant des programmes de formation sur mesure, en particulier dans le domaine de la gestion des données et des prévisions océaniques, afin de combler les lacunes techniques et d'améliorer l'expertise régionale ;
 - Développer l'intégration des données océanographiques africaines dans les systèmes mondiaux en renforçant le soutien aux CNDO et en mettant en œuvre les meilleures pratiques en matière de collecte, de traitement et de diffusion des données ;
 - Favoriser un engagement plus étroit avec les décideurs politiques nationaux et régionaux afin de s'assurer que les données océaniques éclairent efficacement les processus de prise de décision et les cadres politiques.
 - Améliorer l'interopérabilité et l'accessibilité des données océaniques africaines grâce à un soutien technique accru et à la création de centres de données régionaux supplémentaires pour faciliter le partage des données ;
 - Développer des mécanismes de financement durables en collaboration avec l'IODE et d'autres partenaires afin d'assurer la viabilité financière et la continuité des initiatives conjointes ;
 - Promouvoir une meilleure connaissance et utilisation des données océaniques par les communautés côtières et les parties prenantes grâce à des initiatives ciblées de sensibilisation et de partage des connaissances.
233. En conclusion, M. Adewumi a réaffirmé la volonté de l'IOCAFRICA de poursuivre sa collaboration avec l'IODE afin de faire progresser la gestion des données océaniques régionales et d'atteindre des objectifs communs. Il s'est dit convaincu que les domaines de coopération proposés pour la période 2025-2026 permettront de relever les défis existants et de dégager de nouvelles possibilités d'impact durable.

234. Proposé : La commission ...

3.6.6 Sous-commission de la COI pour les Caraïbes et les régions adjacentes (IOCARIBE)

235. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lorna Inniss**, Chef du Secrétariat de l'IOCARIBE. Elle a indiqué que la coopération avec l'IOCARIBE au cours de la période biennale s'est faite dans les domaines de l'OTGA, de l'OBIS et de l'ODIS (Ocean InfoHUB

LAC). Ainsi, de concert avec Invemar et d'autres partenaires régionaux, l'IOCARIBE a permis aux pays et à la communauté des parties prenantes d'accéder aux données, à l'information, aux connaissances et à la technologie.

236. Faciliter l'identification et le partage des données et des informations entre les OIG régionales, les pays, les institutions de recherche et d'autres partenaires, et soutenir l'harmonisation des approches de surveillance par le biais du Mécanisme de Coordination de la gouvernance des Océans (OCM) nouvellement opérationnel pour le grand écosystème marin des Caraïbes est un objectif important. Ce mécanisme réduit la fragmentation de la gestion des données océaniques dans la région. L'IODE envisage de poursuivre sa coopération avec le groupe de travail sur l'infrastructure des données marines du projet Procaribe+ LME.
237. Elle a invité le comité IODE à
- Soutenir la région de l'IOCARIBE dans le développement et la mise en œuvre d'un plan pour les PEID des Caraïbes afin de maximiser leurs avantages et leurs contributions à la gestion des données et de l'information océaniques, en utilisant une approche de chaîne de valeur.
 - Soutenir l'intégration et l'utilisation de données et d'informations provenant de projets nationaux au sein des États Membres de l'IOCARIBE, ainsi que des projets et programmes du Secrétariat, axés sur la satisfaction des besoins de la région.
 - Étudier les possibilités de coopération au-delà de l'OTGA et de l'ODIS au cours de l'exercice biennal 2026-2027, y compris l'élaboration d'une stratégie régionale pour l'OBI, axée sur les besoins nationaux et régionaux en matière de données et d'informations.

238. **Proposé : La commission ...**

3.6.7 Sous-commission de la COI pour l'océan Indien central (IOCINDIO)

239. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Nimit Kumar**, IOCINDIO/Regional Liaison. Il a informé le Comité que l'IOCINDIO a identifié les besoins régionaux en données concernant les questions de pollution des océans et de vulnérabilité des côtes. Les États Membres de cette région ont des capacités variables en ce qui concerne les observations océaniques et la gestion des données. Dans ce contexte, il est important de rapprocher les capacités à l'aide d'outils/cadres disponibles et éprouvés. Le soutien de programmes tels que les mouillages RAMA et IIOE-2 de l'IOGOOS en termes de croisières conjointes, de formations permettant l'accès aux dépôts de données, répondra aux objectifs d'observation de l'océan. L'utilisation des données pour une planification durable des océans peut être facilitée par des formations/ateliers visant à formuler les meilleures pratiques en matière de gestion des données qui seront synchronisées avec les pratiques mondiales (avec un accent particulier sur le personnel des nœuds NODC et OBIS). Ces objectifs peuvent être atteints par des programmes de formation dirigés et financés par la RSB (les fonds doivent être réservés), qui peuvent être accueillis par les RTC, les C2C présents dans la région en étroite collaboration avec l'OTGA.

240. **Proposé : La commission ...**

3.6.8 Sous-commission de la COI pour le Pacifique occidental (WESTPAC)

241. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **Mme Lotta Fyrberg**. Elle signale qu'aucune contribution n'a été reçue du bureau de la COI/WESTPAC

242. **Proposé : La commission ...**

3.6.9 Système de données mondiales du CSI (WDS)

243. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Reyna Jenkyns**, responsable de la gestion des données, World Data System

244. **Proposé : La commission ...**

3.6.10 Résumés des sciences aquatiques et halieutiques - ASFA (FAO)

245. Ce point de l'ordre du jour est couvert par le [3.4.2.1](#) (AquaDocs).

3.6.11 Association internationale des bibliothèques et centres d'information en sciences aquatiques et marines (IAMSLIC)

246. Ce point de l'ordre du jour [3.4.2.1](#) est couvert par le (AquaDocs).

3.6.12 Comité mixte de collaboration OMM-COI (JCB)

247. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **Mme Lotta Fyrberg**. Elle a indiqué que le Conseil de collaboration conjoint OMM/COI s'était réuni à Paris du 4 au 6 septembre 2024. L'IODE était représentée par Mme Lotta Fyrberg et M. Peter Pissierssens. La réunion avait identifié les priorités suivantes : (i) Réseau mondial d'observation de base (GBON) ; (ii) Gestion et interopérabilité des données ; (iii) Résilience côtière et maritime ; et (iv) Développement des capacités. Ces priorités ont été précisées au cours de réunions en petits groupes. Il en résulte les trois priorités suivantes : (i) Interopérabilité : Améliorer l'interopérabilité entre ODIS et WIS2 ; (ii) Alignement des politiques : Cartographier et aligner les politiques de données et les conditions d'utilisation de l'OMM et de la COI afin d'identifier les domaines de préoccupation, cruciaux pour l'interopérabilité ; et (iii) Gouvernance conjointe : Favoriser la collaboration et la gouvernance conjointe du Système de données climatologiques marines (MCDS) par l'OMM et la COI (IODE). Il a été convenu de créer une équipe spéciale chargée d'élaborer le mandat d'un groupe de travail conjoint OMM/COI sur la gestion des données en tenant compte des priorités. L'équipe de travail était composée de Jeremy Tandy, Simon McLellan, Lotta Fyrberg, Paula Sierra, ainsi que du secrétariat

248. Il a en outre été convenu de faire participer des experts compétents à une session sur la coopération OMM-COI en matière de gestion des données lors de la troisième Conférence internationale sur les données océaniques (10-11 mars 2025, Santa Marta, Colombie).

249. Il a en outre été recommandé (i) d'encourager les invitations croisées entre le SG-ODIS et le SG-FIT pour les futures discussions sur la technologie des infrastructures de données ; et (ii) d'étendre les invitations aux sessions du Comité de l'IODE et à leurs équivalents de l'OMM (par exemple, le SCIMT).

250. La réunion du JCB a mis en évidence la nécessité d'une collaboration renforcée et d'une planification stratégique pour relever les défis océaniques et météorologiques urgents. Les priorités convenues et l'approche structurée ouvriront la voie à des avancées significatives dans les domaines respectifs.

251. Après la réunion de septembre, l'équipe spéciale a discuté du mandat du "**Groupe de travail technique conjoint OMM/COI sur la gestion des données**".

252. L'équipe spéciale a rappelé que les objectifs du groupe de travail étaient les suivants (i) renforcer l'interopérabilité pour un système intégré d'observation et de données, en améliorant le partage des données entre le Système d'information et de données océanographiques (ODIS) de la COI/IODE et le Système d'information de l'OMM (WIS2.0) ; (ii) examiner et réformer la gouvernance du Système de données sur le climat marin (MCDS) ; et (iii) aligner les politiques de données et les licences entre les systèmes de l'OMM et de la COI afin d'assurer une intégration et une utilisabilité transparentes des données.

253. L'équipe de travail a proposé le **mandat** suivant :

- (i) Proposer des actions visant à renforcer l'interopérabilité d'un système intégré d'observation et de données, en améliorant le partage des données entre le Système d'information de l'OMM (SIO) et le Système d'information et de données océanographiques (ODIS) de la COI/IODE.

- a. Examiner et proposer des mises à jour de la hiérarchie des thèmes pour les données océaniques.
- b. Mettre en place un ou plusieurs projets pilotes de la communauté océanique pour jouer le rôle de DCPC dans le cadre du WIS2.0.
- c. Proposer un mécanisme de miroir entre les catalogues ODIS et WIS et une intégration transparente des systèmes respectifs.
- (ii) Examiner et proposer des mises à jour des procédures de gouvernance pour le système de données climatologiques marines (MCDS), y compris :
 - a. Processus de nomination et de reconnaissance des centres au sein du MCDS.
 - b. Termes de référence et types de centres d'activités au sein de la MCDS.
 - c. Évaluation et suivi des centres MCDS.
 - d. Coordonner des ateliers scientifiques et de données dans le cadre de la série *Advances in Marine Climatology (CLIMAR)*.
- (iii) Examiner et comparer les politiques de l'OMM et de la COI/IODE en matière de données, ainsi que les ensembles de données couverts par ces politiques, afin d'identifier les domaines de préoccupation en matière d'interopérabilité. Proposer des possibilités d'harmonisation de la terminologie, des catégories et des orientations sur les conditions d'utilisation et les licences.

254. L'équipe de travail a proposé la **composition** (initiale) suivante :

Une représentation égale de la COI/IODE et de l'OMM s'est concentrée sur 4 domaines :

- (i) Systèmes intégrés d'observation, de données et de métadonnées
- (ii) Interopérabilité ODIS - WIS
- (iii) Gouvernance de la SDMC
- (iv) Convergence des politiques de données

255. L'équipe spéciale a proposé les **modalités de travail** suivantes :

- (i) Principalement par courrier électronique et réunions virtuelles/en ligne, avec une réunion en face-à-face en 2025 (ressources en attente)
- (ii) D'autres experts seront invités si nécessaire

256. En outre, l'équipe spéciale a proposé les **résultats** suivants pour 2025 :

- (i) Développer une branche structurée de la hiérarchie des thèmes du WIS pour les données océaniques.
- (ii) Développer un guide pour la publication sur l'ODIS et le WIS2.0, y compris l'interopérabilité entre les systèmes de données et le principe de la publication unique.
- (iii) Proposer une mise à jour du processus de gouvernance conjointe pour le MCDS.
- (iv) Proposer des lignes directrices cohérentes sur l'octroi de licences et les conditions d'utilisation des données océanographiques et météorologiques marines.

257. Propositions : **Le Comité a remercié le** Comité mixte de collaboration OMM/COI (**JCB**) d'avoir défini la gestion des données et l'interopérabilité comme des priorités essentielles pour le JCB.

258. Proposition : **Le Comité s'est félicité de** la création du groupe de travail technique conjoint OMM/COI sur la gestion des données.

259. Propositions : **Le Comité a recommandé les** experts suivants comme membres du groupe de travail : ...

3.6.13 Commission Européenne

260. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Ward Appeltans**. Il a indiqué qu'outre les quatre projets de l'UE annoncés lors de l'IODE-27, le secrétariat de l'IODE (par l'intermédiaire de l'OBIS) ainsi que le secrétariat du GOOS participaient désormais à un cinquième projet de l'UE dans le cadre de la mission Climat, groupe 6 - Biodiversité et services écosystémiques : HORIZON-CL6-2023-CLIMATE-01-8: Comblent les lacunes de

la recherche sur les variables essentielles de l'océan (EOV) à l'appui des évaluations mondiales :

- Projet : Co-créer des voies de transformation pour l'observation biologique et écosystémique des océans (BioEcoOcean)

261. Proposition : **Le Comité s'est félicité de** la participation active et de la collaboration de l'IODE et du GOOS à des projets Horizon Europe tels que BioEcoOcean, qui renforcent nos programmes mondiaux de développement des capacités et de mise en œuvre des variables biologiques et écosystémiques essentielles de l'océan, et qui relie l'Europe à la communauté internationale.

262. Proposition : **Le Comité a vivement recommandé aux CNDO et aux UDA d'Europe** d'envisager d'associer la COI/IODE en tant que partenaire aux futures propositions de projets de l'UE.

3.6.14 Coopération de l'IODE à la Décennie de l'océan

263. Ce sujet est traité au [point 6.2 de l'ordre du jour](#).

3.7 RÉSULTATS DE LA "3 me CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES DONNÉES OCÉANIQUES" (2025)

264. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **Dr Paula Sierra Correa**. [  ajouter après la session]

265. Proposé : La commission ...

3.8 RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DE LA COI POUR LA GESTION DES DONNÉES ET DE L'INFORMATION OCÉANOGRAPHIQUES (2023-2029)

266. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Paula Sierra Correa**. Elle s'est référée aux [Manuels et guides de la COI n  92 \(Plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information océanographiques \(2023-2029\)\)](#). Elle a rappelé que le Plan stratégique avait été adopté par l'Assemblée de la COI à sa 32e session en tant qu'élément II de la décision A-32/3.4.2 de la COI ( change international des données et de l'information océanographiques).

267. Le résultat attendu du plan stratégique de la COI pour la gestion des données et de l'information est de parvenir à une amélioration significative de l'infrastructure, à des approches communes de la gestion des données et de l'information océaniques qui permettent un partage et une gestion interopérables des données, et à une collaboration renforcée entre les fournisseurs et les utilisateurs de données. Il s'agira de mettre en place un " cosyst me océanique numérique". En étroite collaboration avec la Décennie des Nations Unies pour l'Océanologie au service du Développement Durable, il visera à représenter les dimensions socio-écologiques de l'océan par des moyens numériques. Le projet de système de données et d'informations océaniques de la COI (ODIS) constitue un environnement électronique dans lequel les utilisateurs peuvent découvrir des données, des produits de données, des services de données, des informations, des produits d'information et des services fournis par les  tats Membres, les projets et d'autres partenaires associés à la COI.

268. Au cours de la période intersectorielle, la mise en œuvre du plan stratégique comprend des avancées importantes dans le développement de l'ODIS, en commençant son développement en utilisant les "composants de l'écosystème" existants tels que, entre autres, le catalogue des sources de l'ODIS (ODISCat), le projet Ocean InfoHub avec leurs

nœuds régionaux facilite la mise en œuvre de l'écosystème océanique numérique de l'ODIS, comme mentionné dans le [point 3.4.1.2 de l'ordre du jour](#).

269. Une collaboration étroite avec l'OMM a été mise en place. Dans le cadre de la réforme de l'OMM et afin de mieux harmoniser les travaux de l'OMM et de la COI, le Comité mixte de collaboration OMM-COI (JCB) a été créé (voir point 3.6.12). Le JCB s'efforce de favoriser le travail d'équipe et l'engagement à différents niveaux structurels et organisationnels de l'OMM et de la COI afin d'améliorer la prévision, la compréhension et la gestion des systèmes météorologiques, climatiques et océaniques de la Terre.
270. Lors de la réunion du JCB du 4 au 6 septembre 2024, un groupe de travail technique OMM-COI sur la gestion des données a été créé et des thèmes prioritaires d'intérêt mutuel ont été identifiés, tels que (i) l'interface entre le SIO et l'ODIS : l'accent est mis sur le renforcement de l'interopérabilité et la nécessité de rationaliser le partage des données et l'interface entre le Système d'Information de l'OMM (SIO) et le Système d'information sur les données océanographiques (ODIS), l'accent étant mis sur les systèmes de données fédérés et le partage transparent des données ; (ii) la convergence des politiques en matière de données : Alignement des politiques de données entre l'OMM et la COI afin d'assurer une intégration et une utilisation transparentes des données, y compris le calendrier ou les points d'interaction. (iii) Gouvernance conjointe : Favoriser la collaboration au sein du Système de données sur le climat marin (MDCS).
271. Il a en outre été convenu d'intégrer les questions transversales : (i) rechercher les possibilités d'intégrer différents aspects (données, services, renforcement des capacités) dans des actions unifiées ; (ii) tirer parti des conférences pour collaborer : utiliser la Conférence internationale sur les données océaniques 2025 organisée par la COI/IODE pour renforcer la collaboration entre l'OMM et la COI et éventuellement inclure une session sur ce sujet. Étudier les possibilités pour la COI et l'OMM d'organiser des conférences similaires ou d'y participer en vue d'un engagement plus large de la communauté ; (iii) partager des mises à jour régulières sur les activités : créer des mécanismes pour rendre compte et examiner régulièrement l'état d'avancement des activités des deux organisations par le biais d'appels réguliers pour présenter les travaux ; (iv) contraintes en matière de ressources et établissement de priorités : reconnaître les ressources limitées et la nécessité d'établir des priorités efficaces pour les éléments de travail. L'accent est mis sur la coordination des travaux existants plutôt que sur l'ajout de nouvelles tâches, à moins qu'elles ne soient d'une importance cruciale. (voir [point 3.6.12 de l'ordre du jour](#)).
272. En outre, un atelier de la COI sur les données IODE-GOOS s'est tenu du 30 septembre au 2 octobre 2024. De plus amples informations sur les objectifs, les résultats et la marche à suivre sont examinées au titre du [point 6.1 de l'ordre du jour](#) (DÉVELOPPEMENT DE L'ARCHITECTURE DE DONNÉES DE LA COI).
273. Propositions : **Le comité s'est félicité** des progrès accomplis et a décidé de poursuivre les efforts avec des partenariats stratégiques (COI et non-COI) afin d'atteindre les objectifs du plan stratégique.
274. Propositions : **Le Comité a invité les États Membres et les programmes de la COI à fournir des informations sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques du Plan stratégique.**
275. Un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie en matière de données est actuellement élaboré par un groupe de mise en œuvre de la stratégie en matière de données (DSIG) afin de garantir le développement d'un "écosystème numérique" distribué, robuste et collaboratif, composé d'éléments interopérables, qui s'appuie sur une gestion numérique ouverte, évolutive, facile à mettre en œuvre et réactive. Ce cadre interopérable de partage des données doit être mis en place pour permettre la réalisation du défi 8.
276. Trois éléments clés sont reconnus comme essentiels pour tout écosystème océanique numérique adapté : les observations et la collecte de données, la gestion et le partage des données, et le traitement : l'analyse, la modélisation et les prédictions. Ces composantes doivent être bien coordonnées, interconnectées et fondées sur un cadre commun de

partage interopérable. C'est pourquoi trois structures de coordination ont été mises en place pour faciliter le développement de l'écosystème numérique de la Décennie, à savoir les bureaux de coordination de la Décennie pour le partage des données océaniques (DCO-ODS) et l'observation de l'océan (DCO-OO), ainsi que le Centre de coordination de la Décennie pour les prévisions océaniques (DCC-OP).

3.9 RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DONNÉES ET DES CONDITIONS D'UTILISATION DE LA COI (2023)

277. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Greg Reed**. Il a rappelé que la politique de la COI en matière de données et les conditions d'utilisation ont été adoptées par la 32e session de l'Assemblée de la COI (2023) et peuvent être consultées sur le site
278. M. Reed a indiqué que l'enquête 2023-2024 a révélé que la mise en œuvre de la politique avait fait partie de l'enquête discutée au point 3.3.2 de l'ordre du jour. Le % qui a déclaré utiliser la politique de données de la COI augmente lentement au cours des 3 périodes de rapport, passant de 65,7% (2019-2020), 66,22% (2021-2022) à 67,8% (2023-2024). 76% des répondants ont déclaré que leur organisation dispose de sa propre politique en matière de données.
279. **Proposé : Le Comité a noté l'importance de la politique de données et des conditions d'utilisation de la COI (2023) et a appelé les États Membres à utiliser la politique comme base pour les politiques nationales sur l'échange de données océanographiques et à assurer une conformité maximale avec la politique.**

4. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE L'IODE : CONTRIBUTIONS DE L'IODE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA COI (2023-2030)

4.1 OCEANTEACHER GLOBAL ACADEMY

280. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le **Dr Ana Carolina Mazzuco** (responsable de la composante du programme OTGA).
281. Mme Mazzuco a souligné que l'OTGA et son réseau de centres de formation régionaux et spécialisés (RTC/STCS) et de partenaires affiliés sont restés engagés à soutenir les besoins de formation et les priorités des programmes et des régions de la COI. Un rapport complet est détaillé au [point 3.4.1.3 de l'ordre du jour](#) (Composante du programme OTGA).

4.2 MENTORAT DE L'IODE

282. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Ana Carolina Mazzuco** (responsable des composantes du programme OTGA). Elle s'est référée au [document IOC/IODE-28/4.2 \(Mentorat de l'IODE\)](#).
283. Mme Mazzuco a souligné que le mentorat de l'IODE vise à favoriser la collaboration internationale entre les CNDO, les UDA et les UIA afin de développer la capacité des États Membres de la COI à partager des données océaniques à l'échelle mondiale dans le respect des procédures et des normes d'assurance qualité (référence : Cadre de gestion de la qualité de l'IODE).

284. Ce tutorat répond aux besoins identifiés par le Comité d'augmenter le nombre de CNDO, d'UDA et d'UIA accrédités, et de fournir des conseils aux centres nationaux de données en cours d'établissement ou en quête d'accréditation. Cette assistance peut consister à répondre à des questions sur la marche à suivre, à effectuer une visite au CNDO (candidat) pour rencontrer le personnel et fournir des conseils, à accueillir le personnel du nouveau CNDO afin qu'il puisse acquérir l'expérience pratique nécessaire en matière de gestion des données océaniques et à participer en tant que conférencier à des cours pertinents (OTGA).
285. Mme Mazzuco a indiqué qu'en 2024, l'IODE s'était activement engagé avec les CNDO et les UDA à mettre en place des activités de mentorat et a renvoyé au document de travail pour les détails et les résultats. En résumé, un appel a été lancé à certains CNDO pour les inviter à aider d'autres États Membres à mettre en place un CNDO ou une UDA, et nombre d'entre eux ont répondu positivement. Le CNDO argentin a accueilli un membre du personnel d'un nouveau CNDO (Uruguay) pour une formation personnalisée de trois mois sur la gestion des données, parrainée par l'OTGA. Plusieurs CNDO et UDA ont participé en tant que conférenciers aux cours de formation de l'OTGA.
286. Proposition : **Le comité a pris acte de l'action accomplie et a invité d'autres CNDO, UDA et UIA à exprimer leur intérêt pour une collaboration en tant que mentors ou à faire part de leur besoin de mentorat dans leur propre institution.**
287. Proposition : **Le comité a recommandé que l'IODE lance un nouvel appel à tous les CNDO, UDA et UIA pour les inviter à participer au tutorat.**

4.3 STAGES DE FORMATION DE LA COI 2023-2024

288. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Johanna Diwa** (coordinatrice adjointe de la CD de la COI) en se référant au [document IOC/IODE-28/4.3 \(Stages de formation à l'océan de l'UNESCO et de la COI\)](#).
289. Mme Diwa a indiqué que l'une des propositions de développement des capacités soumises à la NORAD en 2024 était le stage de formation à l'océan UNESCO-COI. Elle a été lancée en avril 2024 et a été mise en œuvre de septembre à décembre 2024.
290. Les stages UNESCO-COI de formation à l'océan visent à offrir des possibilités d'apprentissage pratique et de perfectionnement par le biais d'une affectation temporaire dans des institutions d'accueil possédant une expertise dans des domaines en rapport avec le mandat de la COI. Les stages étaient ouverts aux jeunes professionnels des États Membres de la COI qui sont employés par des institutions gouvernementales et qui travaillent sur des activités contribuant à la mise en œuvre des plans de travail régionaux conformément aux priorités régionales de développement des capacités.
291. Mme Diwa s'est référée au document IOC/IODE-28/4.3 (Stages de formation à l'océan de l'UNESCO-COI) pour obtenir des détails complets sur les institutions d'accueil et les stagiaires qui ont participé à la cohorte 2024. Pour la cohorte 2024, les stages de formation à l'océan de la COI ont reçu et approuvé les candidatures de 6 institutions d'accueil, dont deux nœuds OBIS (Australie et nœuds d'eaux profondes), deux centres régionaux de formation OTGA (RTC Inde et RTC Colombie), un centre de formation spécialisé OTGA et le Centre international d'information sur les tsunamis (CIIT), ainsi qu'un CNDO (Argentine). Les plans de travail soumis portaient sur la gestion des données océaniques et la résilience aux tsunamis. Sept stagiaires de sept États Membres ont été sélectionnés dans la cohorte 2024 pour être placés dans l'une des six institutions hôtes de 2024. Deux d'entre eux ont reporté leur stage vers 2025. Le programme mondial sur les tsunamis a soutenu le stagiaire supplémentaire placé à l'ITIC d'Hawaï.
292. Mme Diwa a informé le groupe que les préparatifs pour le cycle 2025 des stages sont actuellement en cours. Les institutions d'accueil seront identifiées d'ici le mois de mars et les candidatures des stagiaires seront ouvertes d'ici le mois d'avril 2025. Elle a demandé le soutien du Comité pour promouvoir les stages UNESCO-COI de formation aux métiers

de l'océan et l'a encouragé à faire circuler l'appel afin d'atteindre un plus grand nombre de candidats aux stages.

293. Propositions : **Le Comité a accueilli favorablement** les mises à jour sur la cohorte 2024 des stages de formation UNESCO-COI et a **exprimé son** soutien à la promotion de l'appel pour la cohorte 2025 des stages.

4.4 COOPÉRATION DE L'IODE AVEC LES SOUS-COMMISSIONS RÉGIONALES DE LA COI

294. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le **Dr Ana Carolina Mazzuco** (responsable de la composante du programme OTGA).

295. M. Mazzuco a indiqué que l'IODE s'était activement engagé auprès des RSB de la COI par l'intermédiaire de l'unité de développement des capacités de la COI afin d'explorer les possibilités de collaboration, notamment en invitant les responsables des RSB à participer aux réunions de l'IODE et à présenter des propositions de projet.

296. Elle a indiqué qu'en 2024, la collaboration avec l'IOCAFRICA et l'IOCARIBE avait été couronnée de succès, sous les formes suivantes : participation des responsables des organes subsidiaires régionaux (RSB) aux réunions des composantes et activités des projets de l'IODE, y compris les réunions du projet Ocean OIH, la réunion du Groupe directeur de l'OTGA ; codéveloppement et cofinancement des cours de formation déjà mentionnés dans le présent rapport ; proposition conjointe soumise à l'appel de la FUST (BIOES).

297. M. Mazzuco a invité les RSB et les PC et AP de l'IODE à rendre compte des collaborations en cours et à venir.

298. Proposition : **Le Comité a approuvé la poursuite de la collaboration entre l'IODE et le RBS de la COI et a demandé la tenue de réunions annuelles de collaboration auxquelles tous les PC et AP de l'IODE seraient invités à participer.**

4.4.1 L'avenir des réseaux de données et d'informations océaniques (ODIN)

299. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le **Dr Ana Carolina Mazzuco** (responsable de la composante du programme OTGA).

300. Mme Mazzuco a souligné que l'IODE-27 avait convenu de relancer les ODIN en tant que communautés régionales de pratique en matière de gestion des données et de l'information océanographiques, sous la direction des organes subsidiaires régionaux de la COI (RSB), en collaboration avec le programme mondial de l'IODE et ses éléments de programme.

301. Elle a indiqué que l'IODE avait activement contacté les RSB pour leur demander de diriger la réactivation des ODIN, en leur offrant notamment un soutien en matière de discussion et de mise en œuvre conjointe. Des mesures ont été prises par La COI/WESTPAC, qui a proposé une réunion pour examiner un plan d'action avec le secrétariat de l'IODE ; et l'IOCAFRICA, qui a organisé une formation à la gestion des données au Kenya (septembre 2024), axée sur les CNDO africains, et a inscrit à l'ordre du jour un sujet sur la réactivation du réseau.

302. Mme Mazzuco invite les RSB susmentionnés et d'autres RSB à rendre compte de la réalisation des ODIN dans leur région.

303. Proposition : **Le comité a recommandé** que les RSB de la COI et les ODIN élaborent conjointement un plan d'action

4.5 RAPPORT SUR L'ASSISTANCE AUX CNDO, UDA et UIA POUR L'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'ENTRÉE ODIS

304. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lucy Scott** (gestionnaire de la composante du programme ODIS).
305. Mme Scott a souligné que l'IODE-27 avait invité les programmes de la COI et les États Membres à participer au projet OIH et à s'associer à ODIS.
306. L'OIH/ODIS a travaillé et continue de travailler activement avec un certain nombre de CNDO, d'UAD et d'UIA pour leur permettre de se relier à la fédération ODIS. Il s'agit notamment du Centre National Indien pour les Services d'Information Océanique (INCOIS), du Système de Gestion de l'Information Marine (MIMS) d'Afrique du Sud et du Centre national indonésien de données océaniques.
307. En cours de développement : Kenya Marine and Fisheries Institute, Ministère de la pêche et des ressources marines (Namibie), National Institute of Marine Science and Technology (Tunisie)
308. ODIS a élaboré un guide de démarrage pour présenter le processus d'adhésion :
309. L'OIH/ODIS, en collaboration avec OceanTeacher, soutient un cours d'auto-apprentissage sur une base continue (2023-2024 et toujours ouvert).
310. Proposition : **La commission a invité les CNDO, les UDA et les UIA à rejoindre le réseau ODIS, qui ne cesse de s'étendre.**

4.6 ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE L'OBIS

311. **Mme Katherine Tattersall** (coprésidente du SG-OBIS) a rendu compte des activités de renforcement des capacités (CD) de l'OBIS (Système d'information sur la biodiversité des océans), qui s'alignent sur plusieurs objectifs de la COI en matière de CD, notamment :
- **Développement professionnel continu (1.2) :**
 - L'OBIS maintient et met à jour en permanence le manuel de l'OBIS (<https://manual.obis.org>) au fur et à mesure de l'évolution des normes relatives aux données sur la biodiversité. Le manuel a fait l'objet d'une mise à jour importante en 2023 par le responsable CD de l'OBIS, avec le soutien financier du NORAD et de LifeWatch ERIC.
 - L'OBIS a publié 26 tutoriels vidéo YouTube sur le formatage des données et le vocabulaire contrôlé. Ces ressources, ainsi que le cours en ligne OBIS/OTGA (<https://oceanexpert.org/event/3983>), également soutenu par NORAD et LifeWatch ERIC, favorisent le développement des compétences en matière de gestion des données sur la biodiversité marine. Avec plus de 250 participants de 63 pays et 48 personnes actuellement certifiées, OBIS contribue au développement professionnel mondial des experts en biodiversité marine.
 - Dans le cadre des stages de formation à l'océan de la COI pour 2024 (<https://obis.org/2024/06/13/internships-2024/>), l'OBIS en haute mer accueillera un stagiaire pour soutenir ses activités de gestion des données liées à l'OBIS, ce qui permettra aux stagiaires de développer davantage les compétences acquises en matière de données sur la biodiversité au sein de leur institution d'origine.
 - Dans le cadre du projet PacMAN, l'OBIS a dirigé deux itérations du cours eDNA OTGA, "Marine Invasive Species Early Detection : Utilising Molecular Tools" (2022, cours mixte : <https://oceanexpert.org/event/3631> ; 2023, cours autodidacte : <https://oceanexpert.org/event/3911>). Ensemble, ces cours ont attiré près de 200 participants de 40 pays et ont permis de certifier 85

personnes. En fournissant une formation pratique (mixte) et des connaissances techniques (autodidacte) sur les outils moléculaires pour la détection des espèces envahissantes, ces cours développent les capacités locales pour la détection précoce et la réponse aux espèces envahissantes.

- Lors de la réunion OBIS-SG-12 (<https://oceanexpert.org/event/3965>), le Secrétariat de l'OBIS, sous la direction de l'administrateur CD de l'OBIS, a organisé une session de formation sur la normalisation des données à l'intention des nœuds de l'OBIS. Les participants ont indiqué qu'ils comprenaient mieux les pratiques fondamentales de normalisation des données, ce qui facilitera leur travail au sein du réseau et leur permettra de partager ces connaissances dans leurs régions respectives.
- **Intégration de l'océanographie dans l'enseignement de base (1.4) :**
 - Dans le cadre du projet Horizon Europe MPA Europe (<https://mpa-europe.eu>), OBIS a développé un programme de biologie marine pour les élèves des écoles primaires d'Ostende. Cette initiative a permis d'intégrer les sciences de la mer dans l'enseignement de base, contribuant ainsi à susciter un intérêt précoce pour la biologie marine et la gestion de l'environnement chez les jeunes générations.
- **Faciliter l'accès aux technologies et aux infrastructures (2.1)**
 - Le responsable CD OBIS dirige un groupe de travail axé sur le développement des capacités dans le cadre du projet Horizon Europe BioEcoOcean (<https://bioecocean.org>). Le projet développe un plan directeur pour les sciences océaniques intégrées, basé sur des questions, dans le but de guider les programmes d'observation des océans à travers chaque étape de la chaîne de valeur de l'observation des océans. OBIS développera des ressources CD pour soutenir l'adoption du plan directeur, qui comportera des modules spécifiques ciblant chaque étape de la chaîne de valeur de l'observation océanique BioEco : des premières étapes de la planification, de la collecte et de la gestion des données, de la synthèse des données, au développement de produits, et à l'application dans la politique et la prise de décision. Les travaux de ce projet concernent également d'autres activités de la CD de la COI (par exemple, 2.2, 3.2, 4.1).
 - L'OBIS a dirigé le projet UNESCO eDNA Expeditions in World Heritage Marine Sites, une initiative de science citoyenne qui a mobilisé plus de 200 écoliers dans 17 pays pour collecter des échantillons sur des sites locaux du patrimoine mondial en utilisant des méthodes d'ADN électronique de pointe.
- **Faciliter l'accès équitable aux données océaniques (2.2) :**
 - L'OBIS s'est engagé à améliorer l'accessibilité et le partage des données. Cela se traduit par la création de ressources en espagnol, y compris des traductions de tutoriels YouTube et une version espagnole du cours en ligne OBIS/OTGA, publié en octobre 2024 (<https://oceanexpert.org/event/4571>). Ces efforts, menés par OBIS Colombie, OBIS Caraïbes et les nœuds ESP OBIS, favorisent l'inclusion et garantissent un accès plus large au matériel de formation.
 - Le Secrétariat de l'OBIS a co-organisé l'atelier de mobilisation des données sur la biodiversité marine avec l'OBIS-USA, l'IOOS, Hakai, le CIOOS, le MBON, le RTO, l'OBIS-Caraïbes et l'OBIS-Chili (https://ioos.github.io/bio_mobilization_workshop/). Le troisième atelier annuel a attiré plus de 400 candidats et comprenait des sessions dédiées aux participants hispanophones, ce qui renforce les pratiques équitables de partage des données.

- En collaboration avec le GOOS dans le cadre du projet BioEcoOcean, l'OBIS élabore des lignes directrices pour la fiche de spécification EOVS afin d'améliorer le partage et l'accessibilité des données et de l'information océaniques.
- **Améliorer la communication entre les programmes mondiaux et régionaux (3.2) :**
 - Le SG-OBIS-12 (<https://oceanexpert.org/event/3965>) a adopté une nouvelle structure (voir le point X de l'ordre du jour). Les groupes de coordination des données et des produits OBIS assureront la liaison avec les communautés mondiales et régionales au sein de l'IOE, du GOOS, de l'océanographie, du GBIF, du GEO BON, du TDWG, etc.
- **Encourager le leadership régional en matière de développement des capacités (3.4) :**
 - Les nœuds OBIS régionaux et sous-régionaux ont été habilités à diriger les efforts de renforcement des capacités, comme en témoignent le développement collaboratif du cours OBIS/OTGA espagnol et les initiatives de formation à travers l'Amérique latine, ainsi que le cours de formation à la gestion des données sur la biodiversité OTGA pour l'Europe, organisé par EurOBIS/EMODNet.
 - Le groupe de coordination des nœuds OBIS, récemment créé, s'efforce également de renforcer et d'encourager le développement des capacités régionales de gestion des données dans la communauté OBIS.
- **Renforcer l'aide en nature (6.1)**
 - L'OBIS favorise les partenariats avec des organisations telles que EurOBIS-EMODNet, GOOS, GBIF (via la stratégie commune pour les données sur la biodiversité marine), BODC, TDWG et ODIS afin d'étendre le soutien en nature pour les opportunités de développement des capacités.
- **Promouvoir un soutien bilatéral et multilatéral durable (6.2)**
 - Grâce à sa participation active aux projets de l'Union européenne et d'Horizon Europe (par exemple, BioEcoOcean, DTO-BioFlow, eDNA Aquaplan, MARCO-BOLO, MPA Europe) et à ses collaborations avec des organisations telles que NORAD, LifeWatch ERIC, FUST/OTGA et la Flandre, OBIS encourage la mobilisation des ressources afin de soutenir les résultats du développement des capacités.

312. Propositions : **Le Comité IOE a exprimé sa grande satisfaction à l'OBIS pour toutes ses activités de développement des capacités.**

5. COMMUNICATION ET SENSIBILISATION DE L'IOE

5.1 NOUVEAU SITE WEB DE L'IOE

313. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Sofie de Baenst**, Secrétaire de l'IOE. Elle a expliqué qu'en collaboration avec une société, le secrétariat de l'IOE a mis au point un nouveau site Web, qui a été officiellement lancé en mai 2024. Tout le contenu du site précédent n'a pas été transféré sur le nouveau site, mais du nouveau contenu a été ajouté régulièrement.
314. Le nouveau site web est destiné à atteindre un public plus large que la seule communauté de l'IOE, en se concentrant sur les trois composantes du programme et les nombreuses

activités du programme, et moins sur l'héritage de l'IODE. Il est prévu de rendre le site web disponible en plusieurs langues par le biais d'une traduction automatique.

315. Proposition : **Le Comité a félicité le secrétariat de l'IODE pour son nouveau site Web et a recommandé d'en revoir régulièrement le contenu pour qu'il reste dynamique.**

5.2 ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION DE L'IODE AU COURS DE LA DERNIÈRE PÉRIODE INTERSESSIONS (2023-2025)

316. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Sofie de Baenst**, Secrétaire de l'IODE. Elle a expliqué qu'en matière de sensibilisation, le site Web de l'IODE était utilisé pour publier des nouvelles et des offres d'emploi.
317. Plusieurs fois par an, du contenu a été fourni pour la lettre d'information de la COI et il a été demandé à l'équipe de communication de la COI de partager ce contenu sur leur plateforme de médias sociaux. La communication a également été maintenue avec l'équipe de la Décennie de l'océan concernant diverses initiatives, telles que l'appel à résumés pour la conférence sur les données océaniques.
318. L'IODE a également utilisé les médias sociaux pour informer le public sur les nouvelles accréditations, les offres d'emploi, les réalisations des composantes des programmes, les activités, le lancement de nouveaux cours de formation, les événements organisés par les programmes, et bien d'autres choses encore.
319. Auparavant, l'IODE était présent sur Facebook, X (anciennement Twitter) et LinkedIn. En 2025, il a été décidé de continuer à utiliser Facebook et LinkedIn, tout en interrompant notre présence sur X. Nous avons créé un profil sur Bluesky en janvier 2025.
320. L'IODE a utilisé le répertoire OceanExpert pour envoyer des courriels à ses contacts et aux groupes associés, notamment l'UIA, l'UDA, le CNOD, les points focaux nationaux pour l'ODM, les points focaux nationaux pour la MIM.
321. Les trois composantes du programme ont également contribué au rayonnement de l'IODE en faisant la promotion de leurs événements sur les médias sociaux, en ajoutant des articles sur le site web de la COI et en présentant du contenu dans le bulletin d'information avec une référence à l'IODE.
322. En outre, d'autres programmes de la COI collaborant avec les composantes et les activités de notre programme ont également contribué au rayonnement de l'IODE.
323. Au cours de la dernière période intersession, l'IODE a été présenté à :
- l'Assemblée de la COI avec un stand de démonstration sur ODIS - Paris, juin 2023
 - la conférence de lancement en ligne de MSPGlobal 2.0 - en ligne, septembre 2023
 - la conférence ouverte EMODnet - Bruxelles, novembre 2023
 - la journée des sciences de la mer en Flandre organisée par VLIZ - Ostende, 2023, 2024
 - la réunion internationale d'experts sur le projet de surveillance des déchets plastiques en mer et de partage des données - en ligne, mars 2024
 - Conférence de la Décennie des Océans - Barcelone, avril 2024
 - la conférence IMDIS - Norvège, juin 2024
 - l'atelier sur les données organisé par l'IODE et le GOOS - Oostende, septembre 2024
 - l'atelier international "Atelier sur la base de données AOMI : Enhancing Ocean Microplastics Monitoring"- En ligne, octobre 2024
 - Présentations du programme Comportements et activités à plusieurs reprises

324. Proposition : **Le Comité a chargé** le Secrétariat de l'IODE de mettre l'accent sur l'IODE et les diverses composantes et activités du programme dans ses actions de communication, tout en **demandant aux** composantes et activités du programme de l'IODE de se référer systématiquement à l'IODE lorsqu'elles participent à des événements du réseau.
325. Proposition : **Le Comité a chargé les** responsables des programmes de l'IODE de contacter le Secrétariat de l'IODE chaque fois qu'ils ont des nouvelles à partager.

5.3 ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION PROPOSÉES 2025-2026

326. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Sofie de Baenst**, du Secrétariat de l'IODE. Elle a expliqué qu'en 2025-2026, le Secrétariat de l'IODE continuera d'améliorer le site Web et mettra en place des fonctions de traduction automatisée des pages Web. Le contenu du bulletin d'information de la COI sera augmenté et les plateformes de médias sociaux de l'IODE seront davantage utilisées. Le Secrétariat s'adressera également aux diverses composantes et activités du programme de l'IODE pour recueillir les nouvelles qui devraient être partagées.
327. OceanExpert sera également utilisé pour publier des événements et envoyer des courriels. Les centres de données de l'IODE seront mis à contribution pour partager des informations.
328. De nouveaux autocollants pour l'IODE seront créés, intégrant le logo de l'UNESCO/COI. La poursuite de la collaboration avec divers programmes de la COI assurera la visibilité de l'IODE dans leurs activités.
329. Mme de Baenst a invité les directeurs de programme de l'IODE à mettre l'IODE en évidence dans leurs présentations et leurs efforts de sensibilisation (par exemple la troisième Conférence des Nations Unies sur les Océans, la réunion d'experts sur le partage des données relatives aux déchets plastiques marins, le Comité exécutif et l'Assemblée de la COI,...).
330. Proposition : **Le Comité a chargé** les composantes et les activités du programme de l'IODE de promouvoir activement l'IODE dans les manifestations et les communications, et **a invité les** autres programmes de la COI à reconnaître l'IODE comme un partenaire dans leurs efforts de communication.

6. L'AVENIR DE L'IODE

6.1 DÉVELOPPEMENT DE L'ARCHITECTURE DES DONNÉES DE LA COI

331. Cet ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg**. Elle a informé le Comité que l'atelier de la COI sur les données IODE-GOOS s'est tenu au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE entre le 30 septembre et le 2 octobre 2024. Il était axé sur le renforcement de la collaboration entre l'Échange international des données et de l'information océanographiques (IODE) et le Système mondial d'observation de l'océan (GOOS). L'objectif était de renforcer la coordination et de discuter d'une architecture numérique intégrée et évolutive de la COI qui améliorerait le partage, la gestion et l'accessibilité des données, dans l'ensemble des systèmes océaniques, et renforcerait le soutien de la COI aux principaux mandats des Nations Unies. Le rapport de la réunion est disponible dans le [rapport d'atelier de la COI n° 311](#).
332. Alors que l'événement devait initialement être une réunion entre le GOOS et l'IODE uniquement, il a été décidé par la suite d'inviter d'autres programmes de la COI (Sciences Océaniques, Résilience aux Tsunamis, ainsi que des représentants des Bureaux de Coordination de la Décennie pour l'Observation et les Données et du Centre de Coordination

de la Décennie pour la prévision), soulignant ainsi la nature transversale de la gestion des données et des services océaniques.

333. Objectifs clés de l'atelier :

- Identifier les rôles et les synergies : Clarifier les mandats, les responsabilités et les liens entre le GOOS et l'IODE, pour toutes les variables océaniques essentielles (EOV).
- Élaborer une vision commune de l'architecture des données de la COI : Établir une architecture de données de la COI évolutive, intégrée, FAIR et CARE pour soutenir l'écosystème numérique de l'océan.
- Fondement technique : Développement de l'architecture technique pour un espace de données unifié de la COI qui sera présenté à l'Assemblée de la COI en 2025.
- Coordination : Définir la coordination entre le GOOS et l'IODE pour faire évoluer et mûrir l'architecture des données de la COI.
- Planification future : La description des prochaines étapes (à court et à long terme) pour répondre aux besoins futurs des utilisateurs.

334. Les participants à l'atelier se sont mis d'accord sur un **schéma de base pour l'architecture des données de la COI**, reliant les composants clés de la COI en un écosystème holistique. La figure 1 illustre ce schéma, qui est décrit plus en détail dans l'encadré 1 ci-dessous

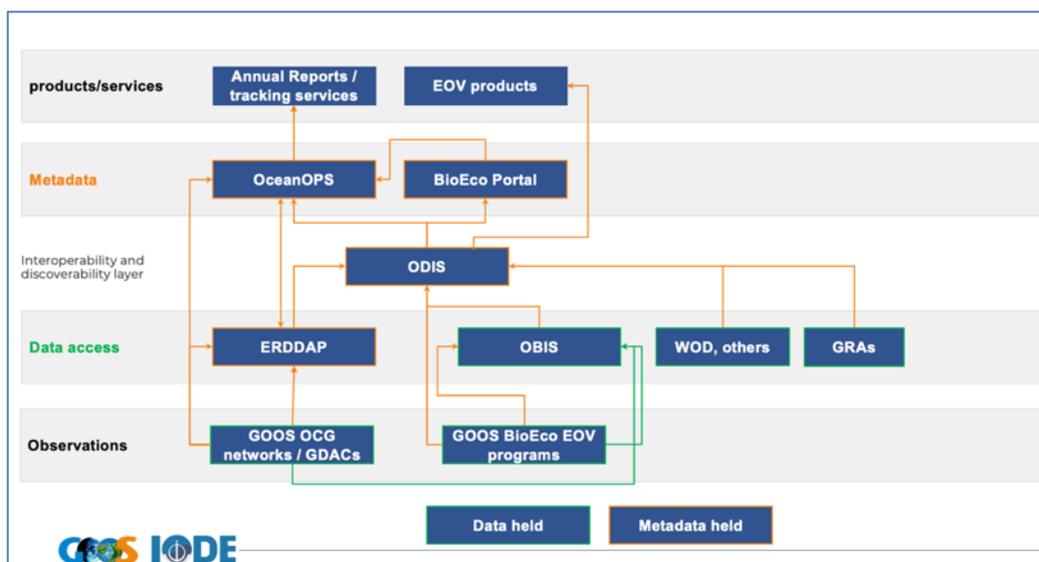


Figure1 : Schéma de l'architecture des données de la COI

335. Figure 1 : Schéma de l'architecture de données proposée pour la COI, qui sera développée dans le cadre de la proposition. Ce schéma est basé sur les discussions de l'atelier pour montrer les composants clés de la COI. Légende des acronymes : Système d'information sur les données océaniques de l'IODE (ODIS), Système d'information sur la biodiversité océanique de l'IODE (OBIS), GOOS OceanOPS (Centre opérationnel mixte OMM-COI d'observation de l'océan), ERDDAP™, Base de données mondiale sur les océans (WOD), Alliances régionales pour le GOOS (GRA), Groupe de coordination des observations du GOOS (OCG), Réseaux d'observation de l'océan/Centres mondiaux d'assemblage des données du GOOS (réseaux/GDAC), Communautés d'observation biologique et écologique du GOOS (programmes BioEco EOV).

336. De nombreux éléments de l'architecture de données proposée par la COI existent déjà. Cependant, l'atelier a esquissé une approche qui renforcerait la fourniture de données océaniques pour les services opérationnels, qui optimise les connexions entre les éléments existants et qui peut clarifier le soutien nécessaire. Dans un premier temps, les participants à l'atelier ont convenu de créer un groupe de travail chargé d'élaborer une proposition d'architecture de données de la COI pour l'Assemblée de la COI en juin 2025. Les

principales étapes à court et à long terme sont décrites dans le rapport de l'atelier et résumées ci-dessous.

337. À court terme, les participants à l'atelier se sont mis d'accord sur les points suivants :
- Élaborer une proposition d'architecture de données de la COI qui pourra être présentée sous forme de projet au 14^e Comité directeur du GOOS en février 2025, à la 28^e réunion du Comité de l'IODE sur la gestion des données en mars 2025 et sous forme définitive à la 33^e Assemblée de la COI à Paris en juin 2025.
 - Établir et lancer les travaux du groupe de travail sur l'architecture des données de la COI afin de rédiger une proposition d'architecture/espace de données inter-COI. Cela comprendrait un certain nombre d'aspects tels que la vision, la structure, la gouvernance et les besoins en ressources. Le groupe de travail sera soutenu par un consultant financé conjointement (IODE-GOOS) et les activités initiales sont les suivantes :
 - Cartographier les flux de données - ce qu'il faut régir et ce qu'il faut mettre en œuvre - rechercher l'optimisation/élimination de la redondance
 - Créer des "règles" de coordination, des responsabilités - courtier ODIS, services, flux de données
 - Sélectionner des projets pilotes qui démontrent les flux de données et les services de courtage, et vérifier que les hypothèses concernant l'architecture sont solides.
 - Définir des exigences minimales en matière de métadonnées, y compris la provenance, la licence, la précision des données EOVS et un identifiant sémantique pour les données EOVS du GOOS.
 - Élaborer une stratégie commune en matière de ressources et solliciter l'avis des principales parties prenantes pour définir l'architecture des données de la COI.
338. À plus long terme, les participants à l'atelier ont souligné les aspects essentiels à prendre en compte dans la planification et la mise en œuvre d'une architecture de données de la COI, notamment un plan échelonné et une contribution régulière des parties prenantes, y compris de la part de la Commission :
- Créer un plan de mise en œuvre par étapes qui identifie les objectifs et les rôles des différents groupes de la COI, avec un soutien régional clair, y compris pour les PEID.
 - Établir une voie pour faire évoluer l'architecture de données de la COI et l'écosystème numérique qui lui est associé vers un espace de données de la COI permettant un traitement avancé des données.
 - Établir des consultations régulières et des évaluations des besoins/opportunités avec :
 - États Membres de la COI
 - Sous-commissions régionales de la COI
 - Ministères chargés de la transformation numérique et/ou des affaires liées aux océans
 - Groupes ad hoc, selon les besoins
 - Programmes de la COI (et leurs organes directeurs)
 - Créer des produits minimaux viables pour appuyer la démonstration de la valeur et pour tester la robustesse et l'utilité de l'architecture.
 - Mettre en œuvre un cadre d'évaluation de la qualité pour soutenir la certification de la qualité des données et la communication des VOV du GOOS et des indicateurs des ODD ou des données connexes.
 - Soutenir la maturation de la culture numérique pour tous ceux qui utilisent l'architecture de données de la COI ou y contribuent.
 - Inclure, dans le plan de mise en œuvre, des mesures clés pour réduire la fracture numérique et surveiller et favoriser l'équité numérique.
 - Fournir un plan par étapes qui inclut les besoins en ressources pour chaque phase et les indicateurs de réussite correspondants.
 - Procéder à une révision (2030) et vérifier que la COI est :
 - Répondre aux besoins opérationnels des initiatives mondiales

- reconnu comme la source de confiance pour les données océaniques
 - renforcer les capacités de l'ONDC là où c'est nécessaire, et intégrer avec succès de nouvelles données océaniques (provenant par exemple du secteur privé)
339. Le rapport de l'atelier contient une description détaillée des éléments d'infrastructure existants, les idées et la planification suggérées pour une architecture de données de la **COI**, ainsi qu'une liste d'actions.

Encadré 1 : Architecture des données de la COI - concept technique et fonction

Idées principales :

- Basé sur des concepts qui ont montré leur grande utilité dans le GOOS et l'IODE : technologie ouverte et modulaire, conception de systèmes distribués mais fédérés, échange et orchestration basés sur les métadonnées, et approche de la gestion des données et de l'ingénierie des systèmes axée sur l'interopérabilité.
- Basé sur l'architecture du système d'information sur les données océaniques (ODIS) de l'IODE, qui fédère des catalogues de ressources numériques provenant de plus de 50 sources de données (y compris des centres de données à l'échelle continentale), et qui l'étend.
- Assurer une mise en œuvre cohérente des principes FAIR et CARE, en s'alignant sur la stratégie de données et d'information de la Décennie des Nations unies pour l'océan et sur son plan de mise en œuvre.
- Évaluer et préserver la provenance des données et les métadonnées de lignage, afin de permettre aux produits dérivés d'être tracés jusqu'au point de vérité (par exemple, les observations ou les modèles).
- Reconnaissant que les EOVS du GOOS sont un élément essentiel de cette architecture

Fonction et attributs :

- Servir de base au partage des données océaniques mondiales, en alimentant les solutions mondiales et la mission de la COI.
- Soutenir les services mondiaux et les produits de données - disponibles pour tous - afin de détecter, consolider et fournir des données EOVS certifiées par le GOOS et de qualité documentée.
- Coordonner les données et les informations tout au long de la chaîne de valeur de la COI pour soutenir les services opérationnels.
- Fournir des données sur les VOE, les indicateurs des ODD et d'autres artefacts, ou les étayer, dans le cadre de l'évaluation mondiale et des processus multilatéraux
- Offrir à la COI un créneau unique et clairement défini dans l'écosystème numérique océanique pour des investissements plus efficaces.
- Interfacer - à grande échelle - les capacités numériques de base de la COI avec d'autres architectures et infrastructures existantes (par exemple, le WIS 2.0 de l'OMM, le WESR du PNUE).
- Réduire la fracture numérique et contribuer à la maturation des écosystèmes numériques à l'échelle mondiale grâce au transfert de capacités numériques

Blocs techniques :

- Les serveurs ERDDAP™ centraux exploités par le GCO du GOOS regrouperont les données d'observation de l'océan, y compris les données EOVS, provenant de réseaux d'observation de l'océan mondiaux ou thématiques. Le serveur ERDDAP™ du GOOS deviendra alors un "Hypernode" ODIS (un nœud qui, lui-même, contient un réseau d'autres nœuds, dans ce cas les ERDDAPs des réseaux d'observation - Stratégie de mise en œuvre des données du GCO).
- OceanOPS, le Centre opérationnel COI-OMM, reliera ses métadonnées opérationnelles - décrivant l'état du système mondial d'observation de l'océan - à ODIS et/ou à l'hypernode du GOOS, tout en enrichissant ses services.

- Le Système d'information sur la biodiversité des océans (OBIS) de l'IODE - qui est déjà un nœud ODIS - établira des mécanismes pour détecter, identifier, valider et relayer les (méta)données pertinentes pour les VOE BioEco du GOOS, devenant ainsi un GDAC pour les VOE BioEco.
- En s'appuyant sur la capacité de l'architecture envisagée par la COI, le portail BioEco du GOOS améliorera sa cartographie actuelle des réseaux d'observation biologique et écologique avec des flux de (méta)données EOVS recueillies à partir de l'hypermode du GOOS et de tous les autres nœuds ODIS.
- Le GOOS et/ou d'autres activités de la COI axées sur la fourniture de services curatifs basés sur la VOE (tels que le Projet mondial d'analyse des données océaniques biogéochimiques axé sur la VOE ; GLODAP) étudieront comment construire et maintenir des services et des portails (de même nature que le portail BioEco) en utilisant les nouvelles capacités fournies par l'architecture de données de la COI.

Permettre la connectivité, l'inclusion et soutenir la mise en œuvre :

- En utilisant les EOVS du GOOS (et les ECV, le cas échéant), en garantissant les identifiants sémantiques et la provenance, et en connectant les éléments clés du GOOS et de l'IODE (comme le montre la figure 1 : OBIS, OCG ERDDAP™, OceanOPS, portail BioEco, portails et services EOVS) par le biais de l'architecture ODIS, les (méta)données peuvent plus facilement circuler entre les disciplines, de sorte qu'elles peuvent devenir FAIR au niveau mondial.
- Sécuriser et préserver la provenance, la conformité et les métadonnées de qualité, afin de garantir que les produits en aval puissent être tracés jusqu'à leurs composants bruts à des fins de validation et d'audit, et qu'ils puissent être (ré)utilisés en toute confiance.
- Élargir la possibilité de découvrir les (méta)données EOVS dans tous les nœuds ODIS, afin de soutenir le GOOS dans l'extension de sa couverture
- Soutenir les programmes de la COI dans la collecte efficace de données provenant de toutes les sources afin de créer des produits dont la provenance est connue, et dans la mise en place de nœuds ODIS.
- Mettre en œuvre conjointement des technologies et des pratiques alignées sur CARE afin de reconnaître, de respecter et d'impliquer les détenteurs de savoirs locaux et indigènes.

340. Propositions : **Le Comité s'est félicité** des résultats de l'atelier sur les données de l'IODE-GOOS, qui constitue une première étape vers une approche holistique du partage des données dans l'ensemble de la chaîne de valeur de la COI. **Le Comité a également confirmé le rôle important d'ODIS et d'OBIS** dans l'architecture de données émergente de la COI.

341. Proposé : **La commission ...**

6.2 CONTRIBUTIONS DE L'IODE A LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR L'OCEANOLOGIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

6.2.1 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU DCO POUR LE PARTAGE DES DONNEES

342. Cet ordre du jour a été introduit par **M. Adam Leadbetter**, chef de file du DCO pour le partage des données . Il a expliqué que le Bureau de coordination de la Décennie (DCO) pour le partage des données océaniques (DCO-ODS) a été créé en juin 2023 par Jan-Bart Calewaert, en tant que chef de file, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'Océanologie au service du Développement Durable. Hébergé par le Bureau des projets de la COI pour l'IODE, le DCO-ODS agit en tant que sous-unité de l'Unité centrale de coordination de la Décennie de la COI pour catalyser et coordonner les actions de la Décennie relevant de son champ d'application, aider les acteurs de la Décennie à faire face aux défis et aux opportunités en matière de données et d'informations, promouvoir la coopération entre les partenaires des Nations Unies et des États Membres, suivre les progrès, communiquer sur les réalisations et mobiliser les ressources. L'un des principaux

objectifs du DCO est de mettre en œuvre la stratégie de la Décennie en matière de données et d'information et d'assurer le succès du défi 8 de la Décennie de l'océan : Créer une représentation numérique de l'océan, qui comprend une carte dynamique de l'océan et les services d'outils nécessaires pour permettre la découverte, l'accès et l'extraction de données et d'informations sur l'état passé, actuel et futur de l'océan.

Faits marquants de la première phase de DCO-ODS

343. Tout au long de la mission initiale de première année (juin 2023-juin 2024), le DCO-ODS a joué un rôle central dans la construction et la consolidation des relations communautaires dans l'écosystème de l'océan numérique de la Décennie, au sein des entités de la Décennie et entre elles, ainsi qu'avec des experts plus larges dans le domaine. Grâce aux interactions avec les actions de la Décennie et à une enquête spécifique auprès des parties prenantes, la DCU, l'IODE et le DCO-ODS ont acquis une meilleure compréhension des activités et des besoins des actions de la Décennie en matière de collecte, de gestion et de partage des données, afin d'éclairer les activités et les actions futures. Voici quelques-unes des principales réalisations de la première phase du DCO-ODS :

- Développement et lancement du site web dédié au partage des données océaniques de l'OCD <https://oceandatasharing-dco.org/>. Le site web héberge des ressources et un soutien sur le partage et la gestion des données mis à la disposition des actions via la boîte à outils interactive sur les ressources en données et le service d'assistance sur les données. Le Data Helpdesk a également eu une présence physique réussie à la Conférence des Nations Unies sur les Océans à Barcelone en avril 2024.
- Lancement de la communauté de pratique sur le partage des données océaniques, plateforme interactive destinée à faciliter l'échange de connaissances et de ressources entre les membres.
- l'organisation d'un webinaire conjoint avec l'IODE sur la gestion et le partage des données et de l'information dans le cadre de la Décennie. Le DCO-ODS a également participé à plus de vingt événements (y compris des événements externes et des réunions avec les parties prenantes de la Décennie) afin de promouvoir la stratégie de la Décennie en matière de données et d'informations ainsi que les activités de gestion et de partage des données dans le cadre de la Décennie.
- En collaboration avec le DCO-Observation des océans et le DCC-Prévision des océans, publication d'une note conceptuelle décrivant l'écosystème de l'océan numérique proposé pour la décennie et d'une déclaration d'intention de collaborer à la réalisation de cette vision.
- Compilation d'une enquête sur les besoins des actions de la décennie en matière de partage et de gestion des données, avec plus de 90 réponses. Cette enquête a été combinée à une cartographie détaillée de l'intensité des données et à une évaluation de la pertinence et de l'importance du cycle de vie des données pour plus de 380 actions de la décennie approuvées, afin de planifier l'activité de la deuxième phase.
- Contribution à la publication du livre blanc Vision 2030 8 (Créer une représentation numérique de l'océan).

Plans pour la deuxième phase du DCO-ODS (2025-2026)

344. M. Leadbetter a ensuite expliqué les projets du DCO pour 2025-2026. Au cours de sa deuxième phase (2025-2026), le personnel du DCO-ODS souhaite collaborer étroitement avec le Bureau des Projets de l'IODE et l'ensemble de la communauté de l'IODE, étant donné que les objectifs du DCO-ODS et de l'IODE sont communs et complémentaires. Le DCO-ODS travaillera également en étroite collaboration avec d'autres centres de collaboration et bureaux de coordination de la Décennie, notamment le DCO-Ocean Observing et le DCC-Ocean Prediction, afin de faire progresser la vision commune d'un écosystème de l'océan numérique pour la Décennie.

345. En particulier, le DCO-ODS collaborera étroitement avec l'IODE et le programme OceanData2030 en tant qu'élément clé de la pleine réalisation de l'écosystème de l'océan numérique de la Décennie. Le DCO-ODS travaillera également avec le réseau international d'atlas côtiers pour s'assurer que les couches cartographiques dynamiques permettant d'atteindre les objectifs de la Vision de la Décennie pour le Défi 8 sont publiées de manière cohérente et homogène. Le DCO-ODS invite les projets pertinents de l'IODE à inclure le partage des données dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour l'océan en tant que point de leur plan de travail, et à se mettre en rapport avec le DCO-ODS pour veiller à ce que cela se fasse de manière coordonnée.
346. Le DCO-ODS s'adressera spécifiquement à l'IODE et aux mécanismes connexes, tels que les manuels et guides de l'IODE et l'Académie Mondiale OceanTeacher, pour fournir et promouvoir les meilleures pratiques en matière de gestion et de partage des données dans le cadre de la Décennie. Le DCO-ODS demande à la communauté de l'IODE de soutenir cette activité, par exemple lorsque le DCO-ODS cherche à mettre à jour le manuel et le guide de l'IODE sur la planification de la gestion des données.
347. La Décennie de l'Océan permet une approche holistique des questions communautaires, telles que l'identification des besoins des utilisateurs et la possibilité pour la communauté de gestion des données marines d'influencer les discussions sur les normes de données dans d'autres communautés. Le DCO-ODS invite la communauté de l'IODE à répondre positivement aux invitations à contribuer à ces engagements intercommunautaires dans le cadre de la Décennie.
348. Propositions : **Le Comité s'est félicité** des résultats obtenus par le DCO pour le partage des données au cours de la période 2023-2014 et espère que la collaboration entre l'IODE et le DCO pour le partage des données se poursuivra et s'intensifiera au cours de la période 2025-2026.
349. Proposition : En réponse à l'enquête menée par le DCO, le **comité a invité les CNDO**, les UIA et les UAD à collaborer avec les actions de la décennie et le DCO-ODS pour archiver les données et mettre les métadonnées à la disposition d'ODIS.
350. Proposé : En réponse à l'enquête menée par le DCO-ODS, **le Comité a fait appel à des volontaires** pour aider le DCO-ODS à finaliser une mise à jour des [Manuels et Guides de la COI n° 73 : Principes directeurs pour un plan de gestion des données.](#)

6.2.2 RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE LA DECENNIE PRESENTE PAR L'IODE

351. Ce point de l'ordre du jour est présenté par le **Dr Paula Sierra Correa**. Elle rappelle que 6 actions de la décennie ont été soumises :
- Expéditions d'ADN environnementales dans les sites marins du patrimoine mondial (Ward Appeltans)
 - Pratiques océaniques pour la décennie (Patricia Cabrera)
 - Académie Mondiale OceanTeacher : Renforcement des capacités et accélération du transfert de technologies pour la Décennie de l'Océan (Ana Carolina Mazzuco, Greg Reed, Sofie de Baenst)
 - Réseau d'alerte aux bioinvasions marines des îles du Pacifique (PacMAN) (Ward Appeltans, Pieter Provoost)
 - OceanData-2030 (Lucy Scott)
 - OBIS 2030 (Ward Appeltans)
352. Mme Sierra Correa a invité les responsables de chacune des actions de la décennie à présenter un bref rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre.
353. Proposé : **La commission...**

6.2.3 RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE LA DECENNIE PRESENTEES EN COOPERATION AVEC L'IODE

354. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Adam Leadbetter**, responsable du DCO pour le partage des données. Il a rappelé que quatre actions de la décennie avaient été soumises en coopération avec l'IODE :
- Vie marine 2030
 - CoastPredict - Observation et prévision de l'océan côtier mondial (Nadia Pinardi, Italie)
 - (WODP) : Données océanographiques numériques mondiales de qualité connue, accessibles, adaptables et complètes (présentées par Hernan Garcia, NCEI/NOAA, États-Unis, en tant que contribution à la Décennie).
 - Co-conception de l'observation des océans : faire évoluer l'observation des océans pour un avenir durable

Marine Life 2030 : Système intégré mondial de gestion de l'information et de prévision sur la biodiversité marine pour la conservation du développement durable

355. Le programme "**Marine Life 2030**" a fait état de progrès pour la période **2022-2023**. Tout au long de l'année, il a été fait état de la production de connaissances, de l'adoption de données et de l'engagement pour les défis 2, 7, 9 et 10 de la Décennie des océans, mais il n'y a pas eu de citations pour aucun des produits. Pour le **défi 2 (protéger et restaurer les écosystèmes et la biodiversité)**, ils ont produit 7 publications évaluées par des pairs, 20 articles dans les médias et 4 autres produits tels qu'une vidéo, un site web et un logo. Le savoir local autochtone (ILK) a été inclus dans le développement de ces produits, avec la participation de Claudia Baron Aguilar (de la tribu Wayuú en Colombie). Pour le **défi 7 (développer durablement le système mondial d'observation de l'océan)**, un total de cinq publications évaluées par des pairs et un article de presse ont été produits, cette fois sans participation du savoir local autochtone. De même, aucune mise en œuvre de nouveaux éléments d'infrastructure pour le système mondial d'observation de l'océan, et 96 % des fonds manquants pour le soutenir. Pour le **défi 9 (compétences, connaissances, technologies et participation pour tous)**, 7 publications et vidéos évaluées par des pairs, un site web, Twitter et d'autres médias sociaux ont été produits, avec la participation de l'ILK à une session de l'IMPAC5. Diverses activités de développement des capacités ont été menées, dont 10 possibilités d'éducation, 3 ateliers de formation professionnelle, 10 axées sur le renforcement des communautés, 10 sur le développement de réseaux de parties prenantes, 5 sur le soutien au développement et 10 activités de communication, dont les bénéficiaires étaient originaires d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, d'Afrique et d'Asie.

CoastPredict

356. Le programme "**CoastPredict**" a fait état de progrès pour 2023-2024, son objectif principal étant de relever le **défi 6 de la Décennie des océans (Accroître la résilience des communautés face aux risques océaniques et côtiers)**, mais il a également généré des produits de connaissance pour le **défi 7 de la Décennie des océans (Développer durablement le système mondial d'observation des océans)** et le **défi 9 (Compétences, connaissances, technologies et participation pour tous)**. Pour le **défi 6**, les produits comprenaient 1 publication évaluée par des pairs, 1 littérature grise, [1 livre blanc](#), 2 articles de presse et 18 autres types de produits. Pour le **défi 7**, 1 publication évaluée par des pairs, 1 littérature grise, 2 articles de presse et 18 autres types de publications. Pour le **défi 9**, les produits comprenaient 1 littérature grise et 18 autres types. La catégorie "autres" () comprend les présentations des résultats de [l'enquête GlobalCoast](#) lors de conférences, d'ateliers et de séminaires.
357. L'enquête GlobalCoast a permis de recueillir des informations sur les connaissances locales pour les sites pilotes proposés afin de comprendre la résilience des communautés face aux risques océaniques, d'étendre le système mondial d'observation de l'océan et d'identifier les besoins en matière de développement des capacités. Les connaissances indigènes et locales ont permis de comprendre les défis environnementaux, socio-économiques et technologiques. Les activités de renforcement des capacités ont permis

aux parties prenantes de mieux comprendre l'importance des réseaux d'observation et de prévision des océans côtiers, ce qui a conduit à un soutien plus large en faveur de l'expansion. Les parties prenantes ont également reconnu la valeur des données partagées et de la collaboration, et l'intérêt pour la plateforme basée sur le cloud s'est accru. Les initiatives ont favorisé la création de nouveaux partenariats pour traiter les problèmes côtiers et établir des réseaux de collaboration durables.

358. L'approbation de CoastPredict en tant que programme de la Décennie des océans lui a permis de négocier des possibilités de financement avec le secteur privé. Elle renforcera également la demande actuelle de financement auprès du Fonds d'adaptation.

Programme de base de données sur l'océan mondial (WODP) : "Des données océanographiques mondiales de qualité connue, accessibles, adaptables et complètes, sous forme de profil numérique, à découvrir ouvertement.

359. Le **programme de la base de données de l'océan mondial** est une **contribution de la décennie** qui se concentre principalement sur le **défi 8 de la décennie de l'océan (créer une représentation numérique de l'océan)**. Il a généré différents produits de connaissance tels que 5 rapports sur la littérature grise et 1 participation à la réunion de l'AGU sur les sciences océaniques 2024. Ils ne signalent ni les citations ni l'inclusion de l'ILK dans leurs publications. Cette contribution fait état de la **base de données sur les océans du monde et de l'atlas des océans du monde 2024 en tant qu'éléments d'infrastructure nouvellement mis en œuvre** dans l'écosystème numérique interopérable de la Décennie des océans. Au cours de la période considérée, ils ont produit **cinq ensembles de données conformes à la politique d'échange de données océanographiques de la COI**. En ce qui concerne la collaboration avec d'autres pays au cours de l'année prochaine, le PODO prévoit de collaborer avec la Colombie. Il n'y a pas d'autres commentaires ou besoins spécifiques inclus dans leur rapport.
360. Le Comité IODE, par l'intermédiaire de l'Académie Mondiale OceanTeacher, est encouragé à soutenir davantage le renforcement des capacités pour faciliter les technologies et la gestion de l'information (accessibilité des données et de l'information sur la biodiversité marine et intégration avec d'autres types de données), l'interopérabilité des données, les meilleures pratiques et les applications pour l'accès aux données et leur utilisation. À cet égard, une collaboration étroite avec le DCO-ODS en matière de renforcement des capacités et de mobilisation des ressources pour les actions de la décennie sera nécessaire.
361. La communauté de l'IODE est invitée, par le biais d'Ocean Data 2030 et d'autres initiatives telles que l'adoption de l'architecture de données proposée par la COI, à développer et à déployer des applications pour l'accès aux données et leur utilisation, qui facilitent l'intégration, la visualisation et l'analyse des observations.
362. La communauté de l'IODE est invitée à remédier au manque de normalisation de la terminologie dans les activités mondiales d'observation et de prévision de l'océan côtier en élaborant et en promouvant de nouvelles normes de données et de nouveaux vocabulaires, ce qui pourrait être fait grâce à un cadre unifié établissant des normes et des directives communes, et à la socialisation du cadre pour sensibiliser davantage la communauté. Le DCO-ODS a prévu dans son plan de travail de soutenir l'élaboration de normes pour diverses communautés afin de faire progresser la vision du Défi 8 de la Décennie d'un écosystème océanique numérique, mais il aura besoin d'un soutien plus large de la communauté de l'IODE pour y parvenir.
363. La communauté de l'IODE est encouragée à élaborer une stratégie de financement réaliste et efficace pour soutenir les actions et les efforts de coordination de ce programme.
364. **Proposé : La commission ...**

6.2.4 PROPOSITIONS DE NOUVELLES ACTIVITES DE L'IODE POUR LA DECENNIE DES OCEANS DE L'ONU 2025-2026

365. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **Mme Paula Sierra Correa**. Elle a invité le Comité à identifier de nouvelles propositions à soumettre en tant qu'actions de la Décennie.
366. **Proposé : La commission...**

6.3 RENOUELEMENT DU MOU ENTRE LE FLANDERS MARINE INSTITUTE ET LA COI CONCERNANT LE BUREAU DE PROJET DE LA COI POUR L'IODE (2027-2031)

367. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **Mme Lotta Fyrberg**. Elle a expliqué qu'un « examen interne » est une exigence incluse dans le protocole d'accord entre l'Institut Flamand de la Mer (VLIZ) et la COI. Étant donné que l'accord actuel expirera le 31 décembre 2026 et qu'un renouvellement doit être demandé par l'Assemblée de la COI, il a été décidé de procéder à l'examen de l'accord actuel avant l'IODE-28 pour examen par la COI-33 (juin 2025). Mme Lesley Rickards et M. Taco De Bruin ont aimablement accepté de procéder à cet examen.
368. Mme Fyrberg a ensuite invité M. Taco de Bruin (représentant également Mme Lesley Rickards) à rendre compte des résultats de l'évaluation des performances. Ils se sont référés au document IOC/IODE-28/6.3 (Examen des performances du Bureau des projets de la COI pour l'IODE).
369. **M. De Bruin** a rappelé que lors de la réunion de gestion de l'IODE tenue en février 2024, il avait été décidé d'examiner les activités du Bureau des projets de l'IODE. Cet examen a été demandé par la COI/IODE, rappelant que le Mémoire d'accord signé en 2022 entre la COI et la VLIZ doit expirer le 31 décembre 2026, et rappelant que l'article IV de ce Mémoire d'accord stipule qui suit

« Un examen des résultats obtenus par le Bureau des projets UNESCO/COI pour l'IODE sera organisé une fois, avant l'expiration du présent Mémoire d'Accord. Le rapport d'évaluation est soumis pour approbation au Comité de l'IODE qui supervise les activités du Bureau des Projets. Le Comité de l'IODE peut, s'il le juge nécessaire, recommander le renouvellement ou la prorogation du présent accord et soumettra cette recommandation à la prochaine session disponible de l'Assemblée ou du Conseil exécutif de la COI ».

370. Toutefois, étant donné que la seule réunion du Comité de l'IODE d'ici à la date d'expiration aura lieu en mars 2025, il a été décidé d'organiser l'examen du Bureau des Projets en 2024.
371. Les objectifs de l'étude étaient les
- (i) évaluer les activités du Bureau des Projets de l'IODE et
 - (ii) de proposer ou non le renouvellement du protocole d'accord actuel entre la COI et l'Institut marin des Flandres (VLIZ)
- Il a été demandé d'évaluer les domaines suivants :
- (i) La performance de l'organisation :
 - (a) Quelle est l'efficacité de l'organisation dans la réalisation de sa mission ?
 - (b) Dans quelle mesure est-elle efficiente ?
 - (c) si elle a conservé sa pertinence ; et
 - (d) sa viabilité financière ;
 - (ii) Environnement favorable
 - (iii) Motivation organisationnelle :

- (a) Historique de l'organisation ;
- (b) la mission ;

(iv) Capacité organisationnelle : Forces et faiblesses.

372. Pour ce faire, 20 personnes ont été interrogées, certaines en personne lors d'une visite au Bureau des Projets, les autres dans le cadre de réunions virtuelles. Il s'agissait notamment de représentants du Bureau des Projets, des coprésidents actuels et passés de l'IODE, des composantes du programme de l'IODE, de la COI (y compris le GOOS) et de la Décennie de l'Océan. En outre, une enquête a été menée auprès des CNDO et des UDA, qui a suscité plus de 50 réponses.
373. Le Bureau des Projets joue un rôle essentiel dans l'écosystème de données de la COI et au-delà, par le biais d'OBIS, d'ODIS et d'OTGA, et fonctionne avec une grande efficacité. Sur la base des résultats décrits dans le rapport d'examen du Bureau des Projets, les examinateurs ont identifié un certain nombre de domaines que le Bureau des Projets de l'IODE devrait prendre en considération à l'avenir. Ceux-ci sont détaillés ci-dessous (le texte intégral des conclusions et des recommandations est disponible dans le rapport d'examen) :
374. (i) Importance des éléments phares de l'IODE (OBIS, OTGA, ODIS). La restructuration des travaux de l'IODE en éléments de programme, activités de programme et projets est judicieuse et permet de mieux comprendre la promotion de l'IODE. Il conviendrait d'aller plus loin pour permettre à toutes les activités de l'IODE de s'y rattacher.
375. (ii) Le personnel du bureau de Projet est excellent, compétent et flexible, mais il est surchargé, ce qui entraîne non seulement du stress ou des congés de maladie, mais il n'a souvent pas le temps d'aller au-delà du travail quotidien. Par exemple, l'objectif d'un financement plus durable et d'une meilleure capacité à répondre aux appels de projets doit être facilité par l'augmentation du personnel du Bureau des Projets de l'IODE, en particulier dans le domaine des technologies de l'information où les effectifs sont actuellement très limités. Deux questions spécifiques sont (i) le remplacement du chef du bureau de projet qui doit se faire dans les plus brefs délais et (ii) l'assurance que le poste de gestionnaire du programme ODIS soit rendu plus stable.
376. (iii) Il convient de féliciter le Gouvernement Flamand pour les efforts remarquables qu'il a déployés en finançant le PO de l'IODE au cours des 20 dernières années, période pendant laquelle les responsabilités et les activités du PO se sont accrues. Mais il est désormais urgent de diversifier les sources de revenus pour permettre au PO de répondre aux demandes croissantes. Outre la demande de financement auprès des États Membres de la COI, d'autres organisations, notamment industrielles et philanthropiques, devraient être sollicitées.
377. (iv) Il est encourageant de constater que la coopération avec d'autres parties de la COI s'intensifie, par exemple avec le GOOS, les HAB et l'acidification des océans. Il conviendrait d'encourager davantage cette coopération pour permettre un travail plus étroit, en veillant à ne pas " réinventer la roue ". La co-localisation avec VLIZ pourrait être davantage exploitée ; il existe quelques bons exemples, par exemple avec OBIS. Une meilleure collaboration pourrait être bénéfique pour les deux parties.
378. (v) Le secrétariat du BBNJ, une fois établi, pourrait avoir besoin des données et de l'expertise disponibles au Bureau des Projets de l'IODE en général, et de l'IODE/OBIS en particulier. Il pourrait donc s'agir d'une opportunité pour le Bureau des Projets (ainsi que pour VLIZ, qui dispose d'une expertise complémentaire considérable). L'OBIS a été étroitement impliqué dans le processus BBNJ qui a conduit à l'accord et est bien reconnu au sein du système des Nations Unies.
379. (vi) Localisation du Bureau du Projet : le fait d'être installé dans les locaux d'un institut marin présente des avantages et le fait d'être situé à côté du VLIZ rehausse le profil de la Flandre. L'inconvénient est qu'il n'est pas facile de participer aux interactions quotidiennes de la COI et qu'on peut être oublié par le siège de la COI à Paris. Ce problème a été

partiellement résolu par la présence d'un membre du personnel à Paris pour assurer la liaison.

380. (vii) La visibilité du Bureau des Projets n'est pas bonne en dehors de la communauté de l'IODE, et il en va peut-être de même pour l'IODE lui-même. Bien que la demande des utilisateurs augmente dans certains domaines, il est suggéré qu'il existe un large éventail d'utilisateurs dans la société au sens large pour lesquels l'IODE et ses données, produits et services sont très pertinents. Des améliorations doivent être apportées en renforçant la communication et l'engagement avec un large éventail d'organisations. La création d'un poste de responsable de l'engagement communautaire de l'OBIS est un bon début dans cette direction. Un plan de communication serait utile pour les bailleurs de fonds potentiels et pour promouvoir les données, les produits et les services de l'IODE.
381. (viii) L'IODE contribue à la Décennie de l'Océan par le biais de plusieurs activités approuvées concernant l'OBIS, l'ODIS, l'OTGA et les meilleures pratiques (avec le GOOS). En outre, le Bureau des Projets accueille le Bureau de Coordination de la Décennie (DCO) pour le partage des données océaniques (ODS) et une série de conférences internationales sur les données océaniques. Cependant, on estime que l'IODE pourrait être plus proactif et s'engager davantage dans la Décennie, en particulier par le biais du DCO-ODS. Toutefois, cela est difficile compte tenu des ressources déjà limitées.
382. La recommandation générale des examinateurs est de renouveler le protocole d'accord entre la COI et l'Institut Flamand de la Mer concernant l'accueil du Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, à Ostende, en Belgique.
383. **Le Comité a remercié** les évaluateurs pour leur excellent travail, qu'ils ont effectué à titre gracieux. La commission remercie l'Institut Royal Néerlandais pour la Recherche Maritime (NIOZ), employeur de l'un des évaluateurs, pour son soutien.
384. **Le Comité a exprimé sa vive reconnaissance** au Gouvernement de Flandre (Royaume de Belgique) et à l'Institut Flamand de la Mer (VLIZ) pour le soutien à long terme apporté au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, **soulignant** que le Bureau a joué un rôle crucial dans la poursuite de la croissance et du succès du programme IODE et de la COI en général.
385. **Le Comité a demandé** à l'Assemblée de la COI d'inviter le Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) à continuer de soutenir le Bureau des Projets de la COI pour l'IODE et **a invité d'autres États Membres** à compléter ce soutien afin de permettre la poursuite du développement de l'IODE, de ses activités, de ses produits et de ses services.
386. **Le Comité a adopté** la recommandation IODE-XXVIII.6.3.

Recommandation IODE-XXVIII.6.

LE BUREAU DE PROJET UNESCO/IOC POUR L'IODE A OOSTENDE, BELGIQUE

Le comité IODE,

Rappeler

- (i) Résolution XXII-7 qui a accepté avec satisfaction l'offre du Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) et de la ville d'Ostende d'accueillir le Bureau des Projets de l'IODE,
- (ii) Résolution XXII-1 qui a adopté les principes directeurs pour la création de bureaux décentralisés de la COI, publiés par la suite dans le document IOC/INF-1193,

Noter avec appréciation :

- (i) les résultats positifs de l'examen du Bureau des Projets de la COI pour l'IODE (2025),

- (ii) que le Bureau des Projets de la COI pour l'IODE a poursuivi avec succès la mise en œuvre de ses objectifs :
 - a) le développement et l'hébergement réussis de produits/services de données/information, en particulier OBIS, ODIS et OTGA, qui constituent tous des éléments clés de l'écosystème numérique mondial actuellement en cours de développement pour la Décennie des Nations unies pour l'Océanographie au service du Développement Durable,
 - b) le développement et l'hébergement réussis du système de formation OceanTeacher Global Academy,
 - c) la gestion continue d'un excellent centre international de réunions et de conférences.
- (iii) le soutien financier considérable apporté par le Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) à la COI en général et au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, ainsi que l'excellent soutien en nature fourni par l'Institut Flamand de la Mer (VLIZ),
- (iv) la complémentarité des activités menées au sein du Bureau de Projet et le soutien financier apporté par le Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) à travers le Fonds-en-dépôt UNESCO/Flandre pour le soutien des activités de l'UNESCO dans le domaine de la science (FUST),
- (v) la contribution du Bureau des Projets de la COI pour l'IODE (en tant que secrétariat de l'IODE et centre de réunion et de formation) à la poursuite du développement des réseaux de données et d'information océanographiques dans les régions en développement,
- (vi) la gestion efficace et efficiente du bureau de projet et le professionnalisme de son personnel,

Exprimant sa profonde gratitude au Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) et à l'Institut Flamand de la Mer (VLIZ) pour le soutien considérable apporté, à la fois financièrement et par l'hébergement du Bureau des Projets, à partir d'avril 2005,

Demande à l'Assemblée de la COI d'inviter le Gouvernement Flamand à continuer d'accueillir le Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, ainsi que ses contributions et son soutien financiers et en nature considérables,

Recommande que :

- (i) le Bureau des Projets de la COI pour l'IODE à Ostende, en Belgique, soit maintenu,
- (ii) le Mémoire d'accord entre l'UNESCO/COI et le Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) par l'intermédiaire de l'Institut Flamand de la Mer (VLIZ) soit renouvelé.

6.4 IODE AU COI-33

387. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg**. Elle a informé le Comité que, comme d'habitude, les coprésidents de l'IODE rendront compte à l'Assemblée des résultats de la dernière réunion du Comité de l'IODE et présenteront les recommandations soumises par le Comité de l'IODE à l'Assemblée de la COI pour approbation. Elle a noté que cette fois-ci, il y a aussi la question importante de « l'architecture des données de la COI », qui est examinée au titre du point 6.1 de l'ordre du jour.

388. **Proposé : La commission...**

7. INTRODUCTION AU PLAN DE TRAVAIL ET AU BUDGET (RESSOURCES FINANCIÈRES 2025-2027)

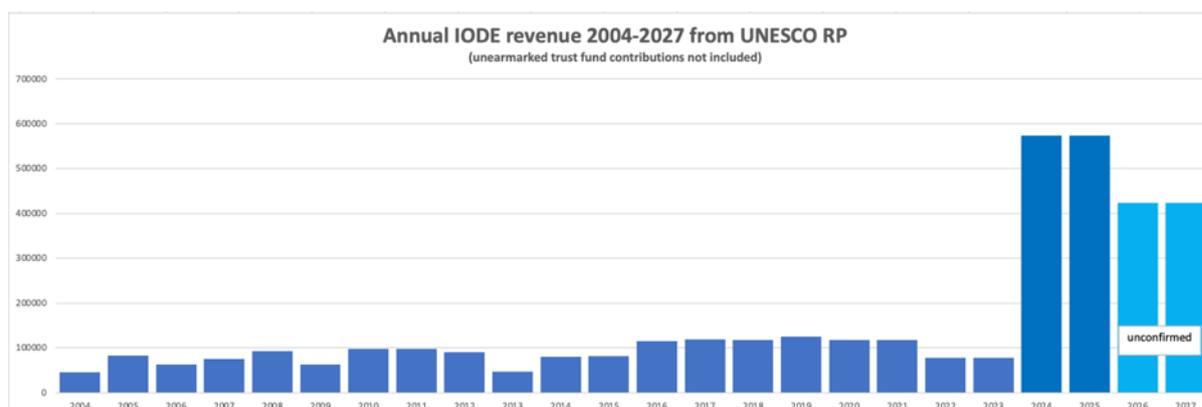
7.1 RESSOURCES FINANCIÈRES DU PROGRAMME ORDINAIRE DE L'UNESCO RESTANTES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2024-2025

389. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Peter Pissierssens**, secrétaire technique de l'IODE. Il a informé le Comité que le plan de travail et le budget de l'IODE-27 avaient été élaborés sur la base d'un niveau de financement faible et continu d'environ 77 500 dollars des États-Unis par an. Grâce au retour des États-Unis à l'UNESCO en juillet 2023 et aux demandes fermes adressées par un certain nombre d'États Membres de l'UNESCO au Conseil exécutif et à la Conférence générale de l'Organisation, l'ensemble du Programme ordinaire de l'UNESCO ainsi que le budget de la COI ont été considérablement augmentés pour l'exercice biennal 2024-2025. Les nouvelles allocations sont indiquées ci-dessous.

	BIENNIUM	2024	2025
Africa InfoHub	150,000	75,000.00	75,000.00
IODE & OBIS core systems	432,155	216,077.50	216,077.50
IODE & OBIS products & services	432,155	216,077.50	216,077.50
IODE & OBIS training & education	282,771	141,385.50	141,385.50
subtotal	1,297,081.00	648,540.50	648,540.50

Fig 2 : Allocations révisées du Programme ordinaire de l'UNESCO 2024-2025

390. En conséquence, le Groupe de gestion de l'IODE, à sa réunion de février 2024, a révisé le plan de travail et le budget pour 2024, en tenant compte de l'augmentation substantielle du financement du Programme ordinaire. La figure 3 (ci-dessous) montre les contributions au budget de l'IODE provenant du Programme ordinaire de l'UNESCO entre 2004 et 2025 (et des estimations non confirmées pour 2026-2027).



391.

Fig 3 : contributions au budget de l'IODE provenant du programme régulier de l'UNESCO entre 2004 et 2027.

392. Propositions : **Le Comité s'est félicité de l'allocation substantielle accordée à l'IODE dans le budget du Programme ordinaire de la COI et de l'UNESCO et a remercié les États Membres pour le soutien vigoureux qu'ils ont exprimé lors de la réunion du Conseil exécutif de l'UNESCO et de la Conférence générale de l'UNESCO en 2023.**

7.2 RESSOURCES FINANCIÈRES DU PROGRAMME ORDINAIRE DE L'UNESCO ATTENDUES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2026-2027

393. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Peter Pissierssens**, secrétaire technique de l'IODE.
394. M. Pissierssens a indiqué que l'estimation pour 2026-2027 est basée sur les réductions budgétaires prévues par l'UNESCO en raison de l'augmentation des coûts, ainsi que sur l'augmentation des coûts du personnel de la COI. D'autres ajustements pourraient avoir lieu en fonction de la situation financière globale de l'UNESCO et des révisions de l'Assemblée de la COI, du Conseil exécutif de l'UNESCO ou de la Conférence générale en 2025. Voir également le point 8.1 de l'ordre du jour.

7.3 RESSOURCES HUMAINES DE L'IODE (ACTUELLES ET REQUISES)

7.3.1 Programme régulier de l'UNESCO, contribution du personnel du gouvernement flamand et personnel extrabudgétaire du projet

395. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Peter Pissierssens**, secrétaire technique de l'IODE. Il a indiqué que le personnel du Bureau des projets de l'IODE était désormais au nombre de 17 (9 en poste à Ostende, Belgique), dont 7 dans leur pays d'origine et 1 au siège de la COI. Un personnel administratif supplémentaire (Mme Mithona Prak a été recrutée en novembre 2024 en tant qu'assistante administrative). La figure 4 présente le personnel actuel de l'IODE.

#	Nom	Unité	Type de contrat	Commentaire
1	Appeltans, Ward	OBIS	UNESCO Poste régulier P-3	
2	Benedetti, Lisa	OBIS	Consultant (fonds européens)	
3	Chmiel, Laurent	OBIS	Consultant (fonds IODE RP)	
4	Fils, Douglas	ODIS	Consultant	
5	Lambert, Arno	IT	Détachement VLIZ	s/o
6	Lawrence, Elizabeth	OBIS	Consultant, UE	
7	Mazzucco, Ana Carolina	OTGA	Détachement VLIZ	s/o
8	McKenna, Jeff	ODIS	Consultant	fin
9	Pissierssens, Peter	Gestion de l'IODE	Poste permanent de l'UNESCO P-5	Retraite le 30/5/2025
10	Prak, Mithona	Admin	Contrat de service (fonds IODE RP)	jusqu'à 4/2025

11	Principe de Souza, Silas	OBIS	Nomination au projet (fonds de l'UE)	
12	Provoost, Pieter	OBIS	Nomination à un projet (fonds flamands, européens et américains)	Prolongé jusqu'au 31/12/2025
13	Scott, Lucy	ODIS	Consultant	
14	Suominen, Saara	OBIS	Nomination à un projet (fonds de la Flandre et de l'UE)	
15	de Baenst, Sofie	Admin	Nomination au projet de l'UNESCO G-3	
16	de Lichtervelde, Kristin	Admin	Détachement VLIZ	s/o
17	Boulangier, Emilie	OBIS	Consultant (fonds européens)	
18	Reed, Greg	OTGA	Consultant	retraité 31/12/2024

Figure 4 : Tableau des effectifs de l'IODE en 2025

396. Il a indiqué que Mme Claudia Delgado, directrice du projet OTGA, avait quitté le Bureau des projets de la COI pour l'IODE le 15 janvier 2023 et avait pris de nouvelles fonctions. Elle a été remplacée par Mme Ana Carolina Mazzuco (Brésil) le 13 juin 2023. M. Greg Reed a continué de servir l'IODE/OTGA en tant que consultant mais a pris sa retraite le 31 décembre 2024.
397. Il a également indiqué que, bien que le poste OBIS P-3 ait été approuvé et créé administrativement, le directeur général de l'UNESCO a rejeté le candidat proposé. Un nouvel appel à recrutement sera donc lancé au cours du second semestre 2025.
398. Propositions : **Le Comité a remercié le Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique)** de continuer à fournir trois membres du personnel à plein temps au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, et **a invité le Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique)** à poursuivre ce soutien.
399. Proposition : **Le Comité s'est félicité du** recrutement d'un personnel de soutien administratif supplémentaire, mais **a noté avec préoccupation** que ce poste est temporaire et financé par le programme ordinaire de l'IODE, ce qui réduit les fonds disponibles pour la mise en œuvre du programme.
400. Proposition : **Le comité a demandé** que le nouveau poste de soutien administratif soit financé par les dépenses de personnel à partir du prochain exercice biennal.
401. Propositions : **La commission a regretté** le retard pris dans le recrutement du gestionnaire de données OBIS et a demandé au secrétaire exécutif de la COI de lancer le nouvel appel avant la fin de l'année 2025.
402. Proposé : **Le Comité a exprimé sa profonde gratitude** à M. Greg Reed pour sa contribution considérable au programme de formation de l'IODE depuis plus de 25 ans. **Le Comité a noté** que sans le soutien continu de M. Reed, la composante du programme OTGA ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.
403. Proposition : **Le comité a demandé au** secrétaire exécutif de la COI de créer un poste de soutien administratif pour l'IODE.

7.3.2 Stages et détachements

404. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **M. Peter Pissierssens**. Il a noté avec regret qu'aucun stage ou détachement n'avait été proposé au cours de l'intersession écoulée. Il a également fait référence aux résultats de l'enquête NODC/UDA qui indiquaient que, même si des détachements pouvaient être proposés, ils seraient probablement de courte durée.

405. Proposition : **Le Comité a invité les États Membres** à envisager un détachement, soit au Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, à Ostende (Belgique), soit en nature (depuis leur lieu de travail habituel), afin de renforcer le secrétariat de l'IODE.

7.4 RECETTES EXTRABUDGÉTAIRES CONFIRMÉES POUR 2025-2027

406. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Ward Appeltans**, Secrétaire de l'IODE. La figure 5 (ci-dessous) montre les différentes sources de revenus entre 2016 et 2027. Une augmentation des recettes provenant de la participation à des projets financés par la Commission européenne est observée à partir de 2023.

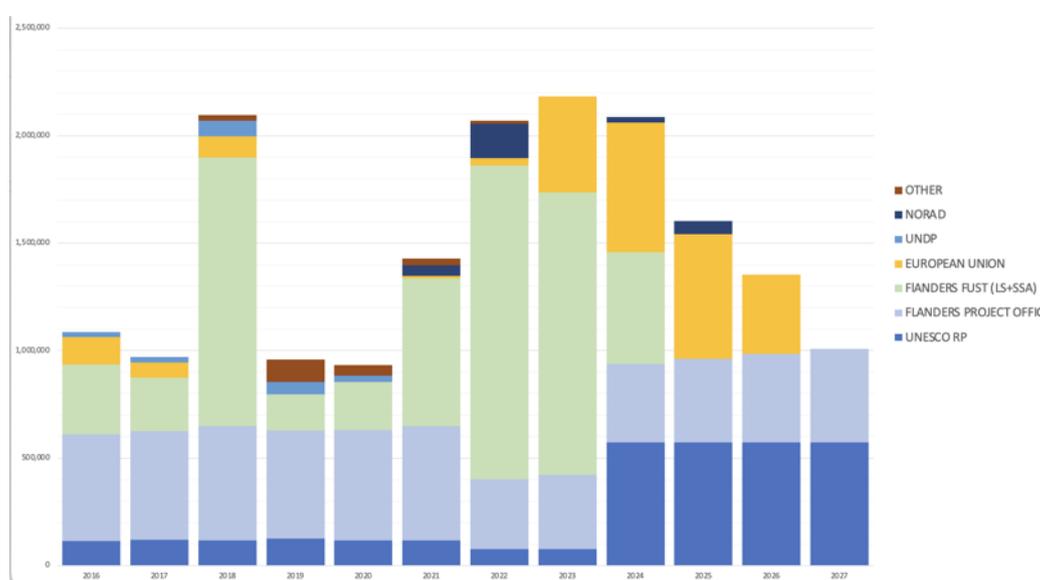


Figure 5 : Recettes de l'IODE 2016-2027 par source

407. Proposition : **Le Comité a vivement encouragé les États Membres** de la COI à suivre l'exemple de la Flandre et à établir des accords de fonds-en-dépôt à long terme pour soutenir l'IODE.
408. Proposition : **Le Comité a demandé à ses membres et aux institutions mères** d'impliquer l'IODE dans toute proposition de projet comportant des éléments de gestion des données ou de l'information.

7.5 AUTRES OPPORTUNITÉS DE RESSOURCES POUR 2023-2025

409. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Ward Appeltans**, Secrétaire de l'IODE. Il a rappelé qu'en 2023, un financement avait été reçu du gouvernement norvégien par l'intermédiaire du NORAD (500 000 USD par an pour des activités liées au renforcement des capacités). Ce financement a permis de soutenir le projet " Biodiversity Data Hub for the High Seas " (85 000 USD) et " OceanTraining internships to enhance global human capacity related " (85 000 USD), en coopération avec la CD de la COI. Il n'est pas clair si le soutien du NORAD sera poursuivi et à quel niveau.

8. PROPOSITION DE PLAN DE TRAVAIL POUR LA PROCHAINE PÉRIODE INTERSESSION (2025-2026)

8.1 IODE DANS LE 33 C/5 DE L'UNESCO (2026-2027)

410. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **Mme Lotta Fyrberg**.
411. [à ajouter après l'IODE-28 car les informations pourraient n'être disponibles que fin février 2025].

8.2 COMPOSANTES ET ACTIVITÉS DU PROGRAMME IODE

412. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **M. Greg Reed**. Il a rappelé que toutes les composantes et activités du programme de l'IODE étaient priées de faire rapport sur la mise en œuvre du programme en 2023-2024, mais aussi de présenter un projet de plan de travail et de budget pour 2025-2026. Ceux-ci seront examinés par le groupe de travail de session sur le plan de travail et le budget qui se réunira les 12 et/ou 13 mars.

8.3 PROPOSITIONS DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE PROGRAMME, D'ACTIVITÉS DE PROGRAMME OU DE PROJETS DE L'IODE

413. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **M. Greg Reed**. Il indique qu'aucune nouvelle composante de programme, activité de programme ou projet n'a été soumise.

8.4 PROPOSITION DE PLAN DE TRAVAIL ET DE BUDGET DE L'IODE 2025-2026

414. Ce point de l'ordre du jour est présenté par **M. Peter Pissierssens**. Il note que, comme par le passé, le Comité est invité à soumettre un plan de travail et un budget pour les mois restants de 2025 (avril-décembre 2025) et 2026 (janvier-décembre 2026). Étant donné que la prochaine session aura lieu en février ou mars 2027, aucun plan de travail ne doit être soumis pour 2027

415. **Le Comité a adopté la recommandation IODE-28/8.4**, ajoutée à l'annexe II (à ajouter après la session).

Recommandation IODE-28/8.4

Plan de travail et budget de l'IODE 2025-2026

Le comité IODE,

Ayant examiné les exigences de mise en œuvre de son programme pour la période 2025-2026,

Se félicitant de l'augmentation substantielle des fonds alloués à l'IODE au titre du programme ordinaire de l'UNESCO,

Soulignant à nouveau l'importance de disposer de données et d'informations, de produits et de services océanographiques de haute qualité pour les programmes scientifiques, d'observation, d'alerte aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets de la Commission, des États Membres, du secteur privé et d'autres utilisateurs,

Se félicitant de la collaboration et de la contribution croissantes avec d'autres programmes et activités de la COI, démontrées par le développement conjoint de produits et de services ainsi que par des activités de développement des capacités,

Reconnaissant la réponse active et proactive de l'IODE à l'appel lancé à l'IODE pour qu'il contribue à la Décennie des Nations Unies pour l'Océanologie au service du Développement Durable par le biais de plusieurs actions de la Décennie et de l'accueil, par le Bureau des Projets de la COI pour l'IODE, du Bureau de Coordination de la Décennie pour le partage des données océanographiques,

Exprimant sa profonde gratitude (i) au Gouvernement Flamand (Royaume de Belgique) pour avoir accueilli et soutenu le Bureau des Projets de la COI pour l'IODE ; et (ii) aux autres donateurs et États Membres qui apportent un soutien financier et en nature à l'IODE,

Appréciant et invitant les États Membres à continuer (i) d'apporter un soutien en nature au programme de l'IODE en créant et en maintenant des centres nationaux de données océanographiques, des unités de données associées (y compris des nœuds OBIS) et des unités d'information associées, et en mettant à disposition des experts ; (ii) de fournir des produits et services précieux en matière de données et d'information océanographiques, et (iii) d'apporter des contributions financières et d'autres contributions en nature à l'IODE,

Prie les coprésidents de l'IODE de porter à l'attention de la 33e session de l'Assemblée de la COI le Programme et budget de l'IODE pour la période 2025-2026, tel qu'il figure à l'annexe de la présente recommandation.

Annexe à la recommandation IODE-28/8.4

[tableau du budget, à ajouter après la session]

9. AUTRES QUESTIONS

416. Ce point de l'ordre du jour a été introduit par le **Dr Paula Sierra Correa** sur la base des contributions du Comité au point 2.1 de l'ordre du jour.

(ceci sera complété pendant la session)

10. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (IODE-29, 2027)

417. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg**, coprésidente de l'IODE. Le Comité a été invité à envisager de tenir la réunion en février ou mars 2027, en tenant compte de la nécessité de faire rapport à l'Assemblée de la COI en juin 2027.
418. Les pays qui seraient disposés à accueillir la prochaine session ont été priés d'informer le Secrétariat de l'IODE de leur intention au plus tard 12 mois avant la date de la prochaine session (c'est-à-dire avant mars 2026). Des informations complètes sur les contributions en nature attendues d'un hôte sont disponibles sur demande auprès du Secrétariat de l'IODE.

11. ÉLECTION DES COPRÉSIDENTS

419. Le Secrétaire technique de l'IODE, **M. Peter Pissierssens**, a présenté ce point en se référant au Règlement intérieur de la COI (document IOC/INF-1166), et plus

particulièrement à l'article 25, paragraphe 2. Le Secrétaire technique a informé le Comité que, conformément au Règlement susmentionné, les deux coprésidents actuels (Mme Lotta Fyrberg et Mme Paula Sierra Correa) avaient achevé un mandat et pouvaient donc être réélus pour un second mandat s'ils le souhaitaient.

420. Le secrétaire technique de l'IODE a ensuite informé le Comité que Mme Fyrberg et Mme Sierra Correa avaient fait savoir au Secrétariat qu'ils souhaitaient continuer à assumer la coprésidence de l'IODE pour un deuxième mandat.
421. Proposition : **Le Comité a réélu à l'unanimité Mme Lotta Fyrberg et Mme Paula Sierra Correa en tant que coprésidentes de l'IODE pour la prochaine période intersession.**
422. Les coprésidents se sont brièvement adressés à la commission..... **Cette tâche sera achevée au cours de la session.**

12. PRIX DE LA REALISATION DE L'IODE 2025

[note : les prix de l'IODE 2025 seront remis lors d'une cérémonie qui se tiendra pendant la Conférence sur les données océaniques 2023 et la réception de l'IODE-28].

423. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par **Mme Lotta Fyrberg et Mme Paula Sierra Correa**. Elles ont rappelé que, depuis la vingtième session du Comité de l'IODE en 2009, les sessions de l'IODE décernent des "prix de réalisation de l'IODE" afin d'exprimer une reconnaissance particulière à certains de ces experts qui ont consacré du temps et des efforts au programme de l'IODE. Entre 2009 et 2023, 45 prix au total ont été décernés. La cérémonie de remise des prix a traditionnellement eu lieu pendant le dîner ou la réception de la session. Une liste complète des prix décernés lors des sessions précédentes est disponible sur le site <http://www.iode.org/awards> .
424. Les prix de l'IODE (2025) ont été décernés aux experts suivants, qui ont consacré un temps et des efforts exceptionnels au programme de l'IODE :
- ... **cela sera fait au cours de la session.**
- ...
425. **Le comité a exprimé sa grande gratitude** aux membres de la communauté de l'IODE (**ce point sera complété au cours de la session**) en les remerciant pour leurs contributions exceptionnelles à la poursuite de la construction de "notre" IODE.

13. ADOPTION DES DÉCISIONS ET DES RECOMMANDATIONS

426. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par les deux coprésidents. Le Comité est invité à adopter les décisions et les recommandations qui ont été examinées au cours de la session et incluses dans le document d'action.

[Note : Les décisions et recommandations adoptées seront jointes en annexe au rapport de synthèse de la session].

14. ADOPTION DU RAPPORT DE SYNTHÈSE

427. Ce point de l'ordre du jour est présenté par M. Peter Pissierssens. Il invite le Comité à examiner et à adopter tous les points d'action (marqués en jaune dans le document d'action) au cours de la session. Les introductions et autres textes ne seront pas examinés. Il informe le Comité que le Secrétariat examinera et finalisera le rapport. Celui-ci serait ensuite affiché sur le site Web de l'IODE et distribué à tous les participants avant la fin du

mois d'avril 2025. Un résumé analytique contenant les décisions et recommandations adoptées serait établi pour l'Assemblée de la COI en juin 2025.

428. Proposition : **Le Comité a demandé à ses coprésidents et au Secrétariat de l'IODE d'apporter les corrections rédactionnelles nécessaires, en tenant compte des discussions qui ont eu lieu au cours de la session.**

429. Proposition : **Le Comité a demandé aux coprésidents de l'IODE de présenter le résumé exécutif à la trente-deuxième session de l'Assemblée de la COI qui se tiendra en juin 2025.**

15. FERMETURE

[Note : texte à ajouter après la session].

430. Les coprésidents s'adressent au comité.

431. Les coprésidents ont clôturé la session le vendredi 14 mars 2025 à **XXXX**.

Annexe I
AGENDA

A ajouter après la session

Annexe II
DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'IODE-28

Les projets de décisions et de recommandations ont été inclus dans le point pertinent de l'ordre du jour ci-dessus. Ils figureront à l'annexe II du rapport de synthèse après leur adoption par le Comité de l'IODE.

Annexe III
LISTE DES PARTICIPANTS

A ajouter après la session

Annexe IV
RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'IODC-III

A ajouter après la session

Annexe V
FICHE D'ACTION IODE-28

A ajouter après la session

...

[fin du document]